

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol. 100-2019

**Nationalisme, confessionnalisme et armée au Liban  
L'armée nationale et la structure confessionnelle**

Mémoire présenté pour l'obtention du  
Master Moyen-Orient  
par Fares Damien Moukarzel

Rédigé sous la direction de Ozcan Yilmaz  
Jurée : Aline Schlaepfer  
août 2018

# وعدي إليك. وحدك.



عيد الجيش  
الثامن والستون



« Ma promesse est à toi. Toi seulement »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.

## Avant-propos

« Beirut, Queen of the world  
Who sold your bracelet inlaid with sapphire?  
Who seized your magic ring and cut your golden nails?  
Arise, Beirut, so that the world may survive...that we may survive...that love may survive »<sup>2</sup>.

Le Liban est une fascination continue. Ce pays ne cessera d'occuper une place centrale dans le domaine de l'histoire, des études sur le Moyen-Orient, de la question d'identité et d'appartenance, et surtout, dans les questions liées à la mémoire.

Ce travail est le fruit d'une longue réflexion et d'un questionnement continu qui occupe la pensée de l'auteur, celle de savoir ce qu'est d'être Libanais-se.

En effet, être Libanais-se n'est pas un fait absolu, mais varie d'un individu à l'autre, car l'identité n'est point un objet figé. Ainsi, ce travail de recherche répond, du moins en partie, à ce questionnement infini, qu'est l'appartenance à une nation, en l'occurrence libanaise, et ses manifestations.

---

<sup>2</sup> Nizar QABBANI, *Beirut! O Queen Of The World*, poème de 1994.

## Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de mémoire, le Dr. Ozcan Yilmaz, sans qui ce travail n'aurait jamais été possible et à qui je dois tant le support moral que scientifique. Merci pour avoir été disponible, patient, flexible et compréhensif.

Je remercie également les différents membres du corps professoral qui m'ont aidé à poser une question de recherche et en ayant mis à disposition ressources et matériaux, notamment la Dre. Aline Schlaepfer et M. Nicolas Appelt.

Je remercie également les membres de ma famille ainsi que toutes les personnes qui m'ont soutenu tout au long de la rédaction de ce travail.

En vous souhaitant une bonne lecture.

## **Résumé**

Le Liban, comme tant d'autres États-nations émergea au début du XXème siècle et fut au centre de divers débats politiques, religieux, culturels et surtout identitaires depuis sa fondation. Le Liban se développe dans la structure de l'État-nation moderne. Ainsi, il se dote d'une armée nationale qui, représentant l'État dont elle fait partie, se structure aussi sur la représentation communautaire. De ce fait, et face aux diverses tensions auxquelles le Liban fait face, cette armée se retrouve au cœur de la réflexion dans ce travail sur l'État, la nation, et le confessionnalisme au Liban.

## **Abstract**

Like many other nation-states that have emerged in the beginnings of the 20<sup>th</sup> century, Lebanon has been at the centre of many debates and studies. Thus, Lebanon evolved in a structure, which is that of the modern nation-State. Therefore, it has a national army representative of the State in which it is present. From this point, we understand that the Lebanese army is an army that is based also on communitarian representation. That is why the Lebanese army is at the heart of the thoughts leading to this work on the State, nation and confessionnalism in Lebanon.

## Table des matières

<b>Avant-propos</b>	3
<b>Remerciements</b>	4
<b>Résumé-Abstract</b>	5
<b>Table des matières</b>	6
<b>Introduction</b>	7
<b>I. Cadre théorique</b>	11
<b>II. État, nation, nationalisme au Liban</b>	14
<b>III. Histoire du Liban et influence des courants « idéologiques » sur le processus de la construction nationale libanaise</b>	21
A. 1910-1920 : émergence du syrianisme et du phénicianisme	21
B. 1920-1943 : libanisation de l'historiographie maronite, phénicianisme et libanisme	24
C. L'an 1943 : entre l'Indépendance et le Pacte national	28
D. Remise en question du Pacte National et de l'ordre établi : de l'Indépendance à la crise de 1958, de 1961 : les crises du nouvel État, le rôle de l'armée	29
<b>IV. L'armée libanaise : histoire, pouvoir et limites</b>	33
A. De la construction de l'armée libanaise	33
B. L'effritement durant la guerre civile et la politisation	38
C. L'influence syrienne dans la construction post-guerre	40
D. Le changement post-2005	40
<b>V. Analyse et travail de terrain</b>	41
A. Comment l'armée est-elle conçue pour mettre en avant l'identité nationale ?	41
B. Analyse d'images	42
C. Au-delà de l'image : entrevues avec des officiers de l'armée libanaise	49
<b>Conclusion</b>	56
<b>Bibliographie</b>	58
<b>Annexes</b>	63

# Introduction

Le Liban, pays qualifié de méditerranéen, levantin, arabe, ou encore comme la « Suisse du Moyen-Orient », s'étend sur un territoire de 10 452 km<sup>2</sup> sur la rive est de la Méditerranée. Bordé par la Syrie au Nord et à l'Est, par les territoires palestiniens occupés au Sud (Israël) et par la mer Méditerranée à l'Ouest, cet État n'est pas à négliger quant à son histoire, son évolution et aux divers événements historiques qui le marquèrent tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle.

Son histoire mouvementée lui a valu une place privilégiée dans certains domaines et dans la recherche sur le Moyen-Orient. Ainsi, des termes comme « confessionnalisme », « connivence d'élites », « communautarisme », « répartition communautaire », « équilibre communautaire », sont tout autant de termes qui riment avec le Liban, jusqu'à même trouver le terme de « libanisation » dans la littérature. Ces récurrences courantes dans la littérature font remarquer la complexité sociale, politique et historique de ce territoire. Elles renvoient ainsi à une question cruciale qui est celle de la formation de l'État libanais mais aussi de la nation libanaise.

S'il est vrai que l'État libanais est le simple fruit du mandat français sur la Syrie et le Liban, tout comme l'Irak est le fruit du mandat britannique, il nous semble donc fondamental de penser également à la question de la nation libanaise. Ainsi, en nous penchant sur le cas libanais, il est nécessaire de réfléchir sur la construction de la nation libanaise dans un contexte où le concept de nation était étranger quant à l'ordre établi avant la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire celui de l'Empire ottoman. Nous sommes alors dans une logique de construction sociale et d'ordre post-ottoman qui vient répondre à un siècle de questionnement autour de ce que l'on nomma la Question d'Orient. Ces tentatives d'établissement d'un ordre post-ottoman sur les modèles britanniques et français tant en Syrie ou en Irak posent dès le début du chemin la question de la formation d'une nation, de son affirmation et de sa construction dans une logique et dans un cadre d'État. Dans cette perspective, Sami Zubaida avance l'adaptation des représentants des groupes précédents le groupe de nation à la nouveauté que représente le nationalisme, dans le but d'y faire leurs intérêts et d'assurer leur continuité dans les nouvelles entités en formation<sup>3</sup>.

Nous observons ainsi, dans ce cadre des réflexions menées sur l'échec du nationalisme libanais, l'attention portée sur les questions de communautarisme, de confessionnalisme, de l'absence d'éducation nationale, comme le notent Bassel Akar et Mara Albrecht dans « Influences of nationalisms on citizenship education : revealing a 'dark side' in Lebanon » (2017). Cependant, cette étude en l'occurrence n'accorde pas de place au rôle de l'armée, qui occupe une place déterminante dans les processus de construction nationale comme le montrent les travaux de Levent Unsaldi sur le cas turc ou encore Barry Posen<sup>4</sup>. Pourtant, d'autres études montrent que l'armée joue un rôle clé dans la construction nationale et dans la logique nationale de l'État-Nation moderne. A titre d'exemple, Yves Lacoste, dans *La géopolitique et les rapports de l'armée et de la nation*, rappelle que l'armée a un rôle matériel et symbolique pour la défense du territoire<sup>5</sup>.

Au Liban, nous pouvons relever que dans les dernières années, il existe une ferveur pro-armée toujours croissante dans un contexte régional en proie aux guerres et tensions régionales qui se manifestent à l'interne par des tentatives de déstabilisation constante depuis 2008<sup>6</sup>. A titre d'exemple, nous pouvons citer le vide présidentiel de l'hiver 2007 jusqu'à mai 2008, les événements du 7 mai 2008, et successivement les répercussions de la guerre en Syrie sur le Liban. Cependant, le cas libanais maintient sa « spécificité » à

---

<sup>3</sup> Sami ZUBAIDA, « Débats sur l'État-Nation au Moyen-Orient », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, 1987, tome XXVI, pp. 55-66.

<sup>4</sup> Barry POSEN, « Nationalism, the Mass Army, and Military Power », in *International Security*, Fall 1993, Vol. 18, No. 2, pp. 80-124.

<sup>5</sup> Yves LACOSTE, *La géopolitique et les rapports de l'armée et de la nation*, Paris, Hérodote, 2005, pp. 5-21.

<sup>6</sup> Eduardo ABDOLATIF, « The Lebanese Army Saviour of the Republic », in *The RUSI Journal*, 2016, Vol. 161, pp.70-78.

plusieurs niveaux dont celui des mécanismes nationaux qui ont eu lieu durant l'établissement de l'État-nation au Moyen-Orient<sup>7</sup>. Dans cette spécificité, et concernant plus particulièrement l'armée, les affiches observées dans les rues, les autoroutes, les boulevards, les slogans sur les voitures et les bus ne permettent pas d'identifier de figure d'effigie nationale, ni de héros national. Au Liban, l'institution militaire est fortement représentée et non pas personnalisée autour d'une figure, comme Mustafa Kemal en Turquie, incarnant autant la République que l'armée et par extension la nation<sup>8</sup>. Cette forme d'affirmation de la nation au quotidien est discutée dans l'ouvrage de Michael Billig, *Banal Nationalism*.

En effet, l'auteur utilise ce concept pour expliquer « the ideological habits which enable the established nations of the West to be reproduced. It is argued that these habits are not removed from everyday life, as some observers have supposed. Daily, the nation is indicated, or 'flagged', in the lives of its citizenry ». De ce fait, le nationalisme devient une « endemic condition »<sup>9</sup>. Dès lors, ce constat nous pousse à chercher davantage les raisons d'implication de l'armée dans la construction nationale puis, plus tard, son rôle dans le maintien et la réactualisation quotidienne de la nation, notamment après une guerre qui fracture l'État et la société. De plus, dans le cas libanais, le rôle de l'armée se veut axé autour de ces points dans l'optique de solidifier l'armée, afin d'éviter de retomber dans l'éclat et surtout, reconstruire l'identité d'un pays, notamment depuis le retrait syrien<sup>10</sup>. Ainsi, dans cette recherche, nous porterons notre attention à la place qu'occupe l'armée dans l'expérience nationaliste libanaise. Nous nous focaliserons sur la période de l'après-guerre et discuterons de l'effort de retour à la stabilité et surtout le rôle de l'armée dans la tentative de cohésion nationale d'une société fragmentée après 1989 et les accords de Taëf. Ainsi, notre tâche serait de s'interroger sur la place attribuée à l'armée dans ce processus de reconstruction d'après-guerre et notamment après le moment clé qu'est le retrait syrien de 2005<sup>11</sup>. En outre, quelle place s'attribue-t-elle à travers et comment conçoit-elle sa place dans cette expérience ?

Progressivement, nous verrons quelle place est attribuée à l'armée par les fondateurs, par le discours nationalistes, par les politiciens, par les nationalistes et les différents groupes politiques. Puis, en se basant sur des propos des officiers récoltés par nos soins, nous verrons comment elle conçoit son rôle dans un espace géopolitique affecté par le système confessionnel. Certes, il existe différents aspects et enjeux de l'armée dans la construction nationale libanaise depuis le retrait de l'armée syrienne en 2005, mais comment se manifeste ce rôle dans les signes du nationalisme banal observés? Ainsi, en répondant progressivement à ces questions, nous pourrions répondre à notre problématique principale, soit, comment l'armée est-elle affectée par le système confessionnel au Liban, et comment gère-elle et joue-elle son rôle ?

A travers une approche chronologique, nous commencerons notre analyse par un rappel des théories du nationalisme et de processus de construction nationale, ceci en nous inspirant de la littérature à ce sujet. Cette première étape nous permet d'introduire la question de la création d'un État-nation au Liban, création qui a façonné la formation de l'identité libanaise et de la nation libanaise ainsi que le processus vers l'indépendance concernant l'édification de cette nouvelle identité nationale libanaise. Notre travail se limitera à une approche historique et sociale de la construction de l'identité libanaise. De ce fait, nous n'aborderons pas l'aspect économique qui est certes important, mais nous intéresse moins dans ce travail. A l'aune de cette étape, nous nous pencherons sur le rôle de l'armée dans cette construction nationale et notamment depuis 2005. En effet, l'intérêt de cette étude porte sur la place de l'institution, son rôle et son importance dans l'expérience nationaliste en nous focalisant sur sa manière de réagir en temps de crise. Pour arriver à ces fins, nous allons passer par une analyse des biais utilisés par l'armée notamment en matière d'images dans l'espace public. Comment alors l'armée est-elle affectée par le système confessionnel libanais et par quels biais gère-t-elle ces

---

<sup>7</sup> Sami ZUBAIDA, *op. cit.*

<sup>8</sup> Begüm BURAK, « The Role of the Military in Turkish Politics: To Guard Whom and From What? », in *European Journal of Economic and Political Studies*, 2011, Vol. 4, No. 1, pp. 143-169.

<sup>9</sup> Michael BILLIG, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995, p.6

<sup>10</sup> Nayla MOUSSA, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe », in *Les Champs de Mars*, 2012, Vol. 23, No. 1, pp. 57-77.

<sup>11</sup> *Ibid.*

conflits et joue-t-elle son rôle ? Les méthodes utilisées par l'armée sont-elles efficaces ? Arrivent-elles aux fins voulues et traversent-elles les barrages confessionnels ? Arrivent-elles à être des solutions face à la fragmentation du pays et à passer outre le système confessionnel qui régit l'État ?

Dès sa création, le Liban se démarque<sup>12</sup> de l'ensemble des États voisins nouvellement créés. La trajectoire que le pays suivra s'illustre d'abord par de frappantes différences historiques et des interactions diverses avec les différents courants politiques régionaux tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. L'importance de l'équilibre et du *statu quo* au Liban lui octroie, au fil de l'histoire et ce depuis 1943 et le Pacte National, une position fragile aux différents changements régionaux comme l'affirme Alfred Naccache dans son article de 1949 « Deux Négations ne font pas une Nation ».

L'histoire du pays est marquée par un second aspect, contrairement aux pays de la région, qui est l'absence de l'arrivée de régimes militaires au pouvoir (même si des commandants de l'armée font office de président, comme c'est le cas aujourd'hui.) La trajectoire libanaise et la centralité du *statu quo* s'illustrent aussi, et surtout, par l'absence de tentative de création d'une réelle histoire nationale, englobant toutes les composantes du pays et partagée par ces dernières. Nous remarquons notamment l'absence d'héros nationaux unanimes ou approuvés par tous pour leurs actes. Notons par exemple le personnage de Youssef Bey Karam<sup>13</sup>, considéré par les habitants de son village Ehden et son voisinage comme un héros national incarnant l'ethos maronite de la montagne. Toutefois, ce dernier n'est pas perçu comme tel partout et fait plutôt figure d'un chef féodal pour certains, un mafieux pour d'autres. Ainsi, les opinions quant à celui-ci sont mitigées<sup>14</sup>. Cette fragilité justifiée par le souci de représentativité confessionnelle montre son échec en 1975, avec le début de la guerre civile qui plongera le pays dans quinze ans de combats sanglants et de tentatives de paix ratées jusqu'aux accords de Taëf en 1989.

La chronologie de l'histoire du Liban que nous développons dans le détail dans le troisième chapitre de cette étude montre des particularités comme celles que nous avons susmentionnées. Ainsi, ce dernier, et contrairement à la Syrie voisine, l'Irak ou l'Égypte ne connaît pas un régime de parti unique, des politiques de panarabisme ou de réformes agraires à l'image de ces trois grands régionaux. Les divergences au sein du territoire libanais dans les conceptions du Liban et de son identité empêchent l'ancrage des processus cités. De plus, l'absence de service militaire pour la grande partie de son histoire et d'une armée forte, ainsi que l'existence d'un système confessionnel marqué, alimentent l'intérêt pour cette construction nationale exceptionnelle, tant au niveau politique, qu'aux niveaux social et économique.

Suite à ce constat, le regard sera porté en premier lieu sur le mécanisme de la construction nationale libanaise. Pour ce faire, les différentes manifestations du nationalisme seront articulées, plus particulièrement dans l'armée, où le sacrifice est « le sommet de toute participation communautaire », cette « école de la nation » où on apprend à aimer sa nation et mourir pour elle<sup>15</sup>.

Dans un premier lieu il est nécessaire d'aborder les mécanismes de la construction nationale libanaise en traitant de l'histoire de la création du Liban jusqu'à la fragmentation ultime, qui est la succession d'évènements après 1975 communément nommée guerre civile. Ensuite, il est important de souligner les différentes mouvances qui participeront à la construction de ce nouvel État en tentant de les situer dans les phases historiques présentées auparavant et cela arrivant jusqu'à la guerre civile. En effet, il est important de considérer la guerre civile comme un tournant. Suite à celle-ci, les accords de Taëf dictèrent une nouvelle identité constitutionnelle, arabe – qui auparavant était ambiguë car le Liban ne se présentait pas dans la

---

<sup>12</sup> Tamirace FAKHOURY, « Lebanon's versatile nationalism », in *Mediterranean Programme Series*, 2008, p.11.

<sup>13</sup> Sheikh maronite du Nord-Liban, il est considéré par certains comme un pionnier des expressions du nationalisme libanais.

<sup>14</sup> Notamment dans la ville de Tripoli.

<sup>15</sup> Sümbül KAYA, « Conscription et sentiment patriotique : le cas de l'armée turque », in *Critique internationale*, No. 58, 2013, pp. 35-51.

constitution comme État arabe mais à visage arabe quoique faisant partie de la Ligue arabe –, et ils remodelèrent les rapports de force intercommunautaire.

Enfin, pour répondre à la question sur l'armée libanaise, il faut retourner à la genèse de l'armée libanaise, ses particularités et ses moments importants afin de mieux comprendre l'institution militaire libanaise jusqu'à aujourd'hui. Nous essayerons alors d'expliquer et de voir comment l'armée libanaise joue le rôle d'école de la nation, et notamment depuis 1990, et occupe cette place dans un pays où la société est fragmentée et où les institutions, et cela depuis 1943, n'arrivent pas à promouvoir et à acheminer les mécanismes nécessaires à la construction nationale (*nation-building*)<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Tamirace FAKHOURY, *op. cit.*

# I. Cadre théorique

Le cadre théorique fixé pour cette recherche est un cadre analytique historique, social mais aussi politique. Il fait en effet appel à différentes théories en premier lieu de nationalisme, de sociologie visuelle, d'enquête mais surtout d'histoire. Tout d'abord, une base théorique sur le nationalisme et la construction nationale est nécessaire. Pour ce faire, les ouvrages et articles scientifiques traitant des questions de nationalisme, de construction nationale et de nationalisme et construction nationale au Moyen-Orient seront abordés. En effet, à travers cette approche, ce travail s'insère dans un domaine existant et cherche à y apporter une nouvelle perspective en ce qui concerne le cas particulier du Liban. Ensuite, la nécessité de développer une partie historique afin de pouvoir contextualiser cette étude et le processus de construction nationale du Liban est nécessaire d'où l'utilisation d'ouvrages et de travaux sur l'histoire du Liban moderne et ses différents aspects et mécanismes. Les sources mobilisées sont développées dans ce qui suit.

Les sources mobilisées s'étalent sur trois niveaux. Au premier niveau nous avons utilisé des sources primaires qui sont une base de données d'images émanant de la Direction de l'armée sur un CD-ROM rendu accessible par la Direction même. Ensuite, nous avons puisé dans des entrevues au Liban avec des officiers de l'armée ainsi que durant des rencontres avec des étudiants libanais et des personnes aléatoires sur place. Ces trois sources sont d'une importance cruciale dans une optique où l'analyse ne se fait pas à un niveau macroscopique mais cherche à s'intéresser aux dynamiques sociales et internes retrouvées à la base de la société c'est-à-dire chez ses acteurs primordialement et ce avec quoi le citoyen en premier lieu, c'est-à-dire l'image, le regard, l'acte de voir et plus encore de regarder est un acte quotidien qu'effectue une personne dotée de ladite faculté. Le regard cependant est aussi l'action quotidienne qui « donne sens au monde »<sup>17</sup>. Ainsi, les images occupent une place importante dans le travail suivant, dans le sens où l'image implique des relations de pouvoir et devient alors un objet politique au sens complet. La difficulté d'accéder à ces trois sources fut en premier lieu le voyage à effectuer ainsi que la durée de ce dernier (une semaine). Le choix des officiers n'était pas tâche facile et c'est après maintes réflexions que fut pris le choix d'y avoir accès par le biais de la Direction d'orientation de l'armée (processus détaillé dans le chapitre 5).

En effet, après avoir essayé de prendre contact à travers des relations personnelles, il fut préférable d'accéder d'une manière plus officielle à ces contacts pour des raisons de fiabilité, de sécurité et de rigueur académique. Ensuite, il fut difficile, dans les conversations aléatoires sur le terrain concernant le sujet de cette étude ainsi que dans la recherche de réponses aux interrogations sur le sentiment national et d'unité, de montrer clairement ce qui est recherché et cela dû, probablement, à la difficulté de voir par un œil externe les fragmentations au sein du pays. En fait, pour certains, cette étude semblait absurde car le Liban était aujourd'hui uni et qu'il ne servirait à rien de chercher ce qui divise le pays quand les frais des divisions étaient déjà payés (se référant à la Guerre civile 1975-1989). Pour d'autres, une mécompréhension menait à affirmer qu'il était inutile de rechercher les mécanismes de ce qui constituait la nation libanaise et que le seul enjeu était de se conserver en tant que communautés, car la nation libanaise s'est effondrée avec la guerre. Enfin, une dernière difficulté rencontrée durant le séjour au Liban, fut la réorientation constante des conversations ou échanges vers les élections qui arrivaient le 6 mai 2018. Nous étions au Liban un mois avant les premières élections parlementaires depuis 2009. De ce fait les questions abordées durant les entrevues et discussions se sont pour la plupart clôturées sur l'avenir du pays et sa stabilité, ainsi que sur la cohésion en son sein entre les diverses communautés. Nous avons consulté des journaux libanais en arabe afin de voir comment ont été relatés les événements que nous avons mentionnés à la période même de leur occurrence (*Annahar, Al Akhbar, L'Orient-Le Jour*). L'utilisation, en guise de source primaire, du site internet de l'armée libanaise ainsi que ses diverses rubriques et liens adjoints comme la page Facebook et Instagram fut aussi nécessaire.

---

<sup>17</sup> Lisa CARTWRIGHT et Marita STURKEN, « Practices of Looking An Introduction to Visual Culture », in *NYE Scholars*, 2001, pp. 236-277.

Au deuxième niveau, nous avons consulté divers ouvrages sur les différents aspects d'analyses abordées dans ce travail. Sur le nationalisme, la réflexion fut approfondie grâce à l'ouvrage d'enseignement académique de Umut Ozkirimli, *Theories of Nationalism*, mais aussi grâce aux travaux de Michael Billig et de Benedict Anderson.

Concernant l'histoire du Liban, des auteurs locaux aussi bien qu'européens ont été consultés comme Elisabeth Picard. Les contributions de Kamal Salibi et Fawwaz Trabolsi, qui couvrent par leurs ouvrages un très grand spectre, sinon un des plus grands, sur l'histoire du Liban et surtout l'histoire du Liban moderne, ont été largement consultés. Les deux auteurs, à travers leurs travaux, remettent en question notamment les questions de nationalisme et de nation libanaise mais aussi de l'essence de lutte confessionnelle et revoient ainsi les origines du confessionnalisme au Liban. Les travaux d'Ussama Makdisi, qui dans la même ligne que Salibi ou Trabolsi, portent une importance aux origines du confessionnalisme libanais et ont été utilisés pour ce travail. Nous avons puisé énormément dans l'ouvrage incontournable pour notre étude d'Asher Kaufman, *Reviving Phoenicia*, portant sur les courants nationalistes phénicianistes au Liban depuis leurs débuts à travers la documentation de ces travaux. Ensuite, les deux tomes du grand travail du colonel Sami Rihana sur l'histoire de l'armée libanaise ont appuyé une partie de ce travail. Cet ouvrage détaillé sur l'histoire de l'armée libanaise dans les plus petits détails a été bénéfique pour retracer et comprendre l'histoire et l'évolution de l'armée libanaise sous le mandat français et jusqu'à l'indépendance. En effet, ce dernier aborde les origines de l'armée en retraçant l'histoire de la Légion d'Orient, des forces françaises au Levant ainsi que l'évolution de l'armée libanaise et sa genèse. Des contributions à l'ouvrage, *Les armées dans les révolutions arabes, positions et rôles*, sous la collaboration de Saïd Haddad ont aussi été mobilisées. Ce dernier permet d'observer à travers certaines contributions, certaines divergences importantes entre l'institution militaire libanaise comparée à celles des pays limitrophes et voisins.

Les ouvrages traitant de l'histoire du Liban moderne ont été facilement accessibles étant disponibles en bibliothèque personnelle. Les ouvrages sur le nationalisme ont été retrouvés sur les différentes bibliothèques de Genève tant bien celles de l'Université de Genève que celle de l'IHEID et aussi grâce aux enseignants qui ont mis à disposition beaucoup de leurs ressources et leur matériel pour le bon fonctionnement de cette étude. Cependant, il fut difficile de mettre la main sur le travail du colonel Sami Rihana étant donné que ce dernier n'est plus publié. Des contacts privés ont rendu possible l'accès à la version personnelle de l'auteur. Avec la permission de l'auteur, celle-ci a pu être photocopiée et reliée afin d'être mobilisée pour cette étude.

Divers articles ont pu être consultés sur le web, dans les bases de données en ligne et mises à disposition par l'Université de Genève ainsi que par divers enseignants, sources qui ont donc été faciles d'accès. Des articles scientifiques par des auteurs de divers profils et à différentes dates ont été consultés autant sur l'histoire du Liban, le nationalisme libanais et sa chronologie, et enfin l'armée libanaise. Cette dernière a en effet fait l'objet de travaux dans une optique de construction étatique et a été au cœur d'article traitant de sa place durant la période postindépendance mais aussi de la guerre et de la période d'après-guerre et la période syrienne, et notamment sur les événements de 2007. Les articles utilisés ont majoritairement été rédigés en français ou en anglais. Les citations des articles en anglais ont été traduites par l'auteur et le texte original se trouve en note de bas de page tout au long du travail.

La recherche se concentrera sur l'analyse de sources historiques retraçant la mise en place de l'État libanais et de sa construction dans les contextes différents et progressifs à l'aube du mandat français et pendant celui-ci. En plus des sources historiques, les recherches effectuées sur les différentes périodes en question ainsi que sur les problématiques d'identité libanaise, de confessionnalisme et de « libanisme » ont servi de base à la réflexion. Afin d'appuyer le travail théorique, nous avons procédé à une analyse des images mises en place par l'armée libanaise dans la sphère publique mais aussi sur des rencontres avec un échantillon d'officiers en guise de sources secondaires. Ces rencontres permettront d'appuyer l'analyse quant au rôle de l'institution dans le processus de construction nationale et sa vision d'elle-même. En se basant sur une base de données, fournie par la Direction d'orientation de l'armée, qui fut d'une aide précieuse quant aux données et aux contacts d'officiers fournis pour les entrevues, aboutira la définition des biais qu'utilise l'institution militaire mais aussi

ses effets. De ce fait, et nous appuyant sur ces nombreuses recherches académiques et scientifiques ainsi que sur le travail de terrain effectué, mêlant principalement l'analyse d'images aux entrevues diverses, nous espérons avoir groupé l'ensemble d'informations nécessaires pour répondre notre question de recherche. La dense littérature à disposition permet de déterminer plusieurs éléments clés et outils à la compréhension et au développement du sujet. En premier lieu, les théories du nationalisme et le recours aux différentes approches du nationalisme sont indispensables. Les questions d'armée et de construction nationale ne peuvent être comprises sans tout d'abord l'assimilation des concepts de nation, d'État, de nationalisme et de « naissance » de la nation. L'histoire est le deuxième outil mis à disposition. Ce dernier définit un cadre d'analyse chronologique central au développement de l'analyse de la question de départ. C'est en effet dans une logique chronologique que la première partie se construit dans le but de mieux appréhender le cœur du premier penchant de la question libanaise nationale, une identité évoluant au fil des époques.

## II. État, nation, nationalisme au Liban

Aujourd'hui, et dans le monde entier, l'existence d'un État-nation paraît comme une norme, un fait qui aurait toujours existé. Toutefois, il convient de rappeler que la création de tous les « États-nations » est un phénomène contingent et relativement récent dans l'Histoire de l'humanité. Cela dit, les oppositions quant à une telle affirmation entre les nombreux historiens et sociologues nous poussent à discuter davantage sur ce point. Commençons par discuter de la notion d'État. Dans cette partie, et afin de mieux comprendre le contexte dans lequel l'armée libanaise évolue, il nous faut nous attarder sur trois concepts importants, soit la nation/nationalisme, l'État et par extension, l'État-nation.

L'État aujourd'hui se définit sur trois principes fondamentaux. Il est un territoire étatique (territoire terrestre, eaux, intérieurs et espace aérien), composé d'un peuple (population) et d'un gouvernement « souverain » exclusif et inclusif. Une grande partie des historiens et sociologues s'accordent à dire que l'État est une création récente, qui daterait du 19<sup>ème</sup> siècle. En réalité, nous sommes plutôt convaincus que la forme de l'État-nation actuelle est un concept moderne. Les États-nations modernes ont instauré des lois, des règles, des chartes, des constitutions qui sont devenues légitimes et cadrent des sociétés entières. Ce sont en quelque sorte des modes d'emploi pour le bon fonctionnement des nations, pour l'ordre et la sécurité, garantis pour tous les individus à l'intérieur des territoires. Mais comment expliquer cet aboutissement parti de l'Europe ? Pour l'étude de l'armée nationale libanaise, il nous semble nécessaire d'expliquer le passage d'un monde féodal à un monde d'États-nations. Il faut donc comprendre comment l'État est créé. Mais il faut également comprendre la création de la nation et surtout la manifestation du nationalisme après la création de l'État. A l'aune de ces éclaircissements théoriques, nous pourrions comparer ceux-ci au cas libanais.

Premièrement, il faut s'attarder sur la naissance de l'État. Norbert Elias, qui a analysé la sociogenèse de l'État, explique que les mécanismes à la source de la naissance de l'État moderne sont le monopole fiscal et le monopole militaire. Il poursuit en rappelant que l'État se construit à travers la concentration des moyens de coercition (police, armée et administrations qui prennent des ressources, des taxes et accumulent de l'argent nécessaire pour la guerre). L'idée du roi est donc de faire la guerre pour étendre ses territoires, garantir son monopole et maintenir l'ordre.

Max Weber, quant à lui, définit l'État comme « une entreprise politique de caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le monopole de la contrainte physique légitime. ». Autrement dit, l'État est une institution qui s'est imposée dans la société comme une évidence, une institution qui a instauré des règles et des lois rédigées et inscrites dans une constitution propre à elle-même qui lui procurent le monopole de la violence symbolique. La source de sa légitimation se trouve dans son pouvoir de revendication d'être la « protectrice » de tous les citoyens en cas de guerre, ce qui démontre que le monopole de la violence légitime a une dimension surtout interne chez Max Weber. Mais, comme a dit Charles Tilly, « la poursuite de la guerre par les détenteurs du pouvoir les [états] a entraîné, bon gré ou mal gré, afin de pouvoir faire la guerre, à prélever des ressources sur les populations qu'ils dirigeaient et à encourager l'accumulation du capital chez ceux qui pouvaient les aider à emprunter et à acheter. L'interaction de la guerre, du prélèvement de ressources et de l'accumulation du capital a influé sur la construction de l'État européen ». C'est pour cette raison qu'il décrit l'État comme un « racketeur » et ajoute que « si le racket en échange de protection représente la forme la plus manifeste du crime organisé, alors la guerre et l'État (...) apparaissent comme les plus grands exemples de crime organisé. », c'est-à-dire que les guerres ont fait l'État. Cependant, sa création n'est pas une stratégie mais un processus qui a abouti à leur monopole de la violence physique légitime.

L'État libanais, quant à lui, est le fruit du démantèlement de l'Empire ottoman et des mandats. Contrairement à l'Irak et à la Transjordanie (Jordanie actuelle) qui sont devenus deux monarchies, le Liban, ainsi que la Syrie, deviennent comme leur puissance mandataire attribuée, des Républiques. Dès lors, nous pensons que le

modèle d'État libanais peut s'inspirer certes des visions de Weber et en général de la science politique occidentale, mais qu'il relève davantage d'exemple d'« État importé »<sup>18</sup>, comme le nomme Bertrand Badie. L'auteur explique par ce concept que les États occidentaux auraient importé leur modèle étatique à « des pays du Sud », faisant de celui-ci un modèle universel. Ici, nous ne pouvons pas manquer de mentionner que cette « importation » pose de réelles difficultés pour le Liban, ce qui sera développé plus loin dans la partie historique.

En second lieu, il est important de noter que pour développer une sociologie de l'État, il faut prendre en considération les éléments avancés pour rassembler une population. C'est là que se trouve la question de légitimation. En effet, l'État entre dans un processus de légitimation en s'appuyant sur des critères ethniques, linguistiques, confessionnels ou autres pour convaincre cette population que l'État est nécessaire et sa survie, par le biais du prélèvement d'impôts, est fondamentale. En raison du fait que les idéologies nationalistes reposent sur le mythe dans lequel de tout temps auraient existé des nations et des peuples. En réalité, derrière ce discours, il y a une réalité historique, à savoir que le nationalisme est quelque chose de moderne, naissant dans le monde moderne. C'est un point sociologique principal, car il touche la question des identités et appartenances nationales. Aussi, le nationalisme est utilisé pour des fins politiques. Avant de parler plus particulièrement de nationalisme, discutons du concept d'État-nation. En effet, les éléments évoqués ci-dessus semblent pertinents pour la compréhension de la formation de l'État. L'État-nation vient donc comme un concept qui aboutit à la création ou à la légitimation de l'État. Autrement dit, c'est l'État qui crée la nation.

En réalité, nous trouverons dans la littérature deux visions importantes du nationalisme : soit la vision allemande et la vision française. La première postule que la nation est fondée sur une communauté qui partage une même culture, autrement dit que la culture, partagée par la population, crée la nation. La seconde vision consiste à mettre en avant la volonté de vivre ensemble. Ernest Gellner a écrit à ce propos, rappelant ainsi que le nationalisme « is not the awakening of nations to self-consciousness: it invents nations where they do not exist »<sup>19</sup>. Par ce biais, l'État-nation juxtapose un enjeu identitaire, soit des individus qui partagent des valeurs communes et qui désirent vivre ensemble et un enjeu juridique, soit un État comme organisation politique de la vie de ces individus. Cependant, le nationalisme est un concept qui est bien plus complexe que cela.

En effet, le mot *nationalisme* apparaît au XVIII<sup>ème</sup> siècle, lors de la Révolution française, et le concept nationalisme en 1830, avec l'idée d'un sentiment d'appartenance nationale. Le mot nationalisme renvoie à l'idée d'une revendication politique qui peut être menée par l'État (glorification de la nation pour glorifier le régime), ou par des groupes de la société, représentant ou prétendant représenter une nation en revendiquant ou demandant qu'une nation corresponde à un État (Bretons, Jurassiens, Irlandais du Nord, etc.). Le nationalisme est une idéologie, une théorie de la légitimité qui suppose une concordance entre État-nation et population. Il va sans dire que le nationalisme est un phénomène récent, même si nous retrouvons des opinions divergentes à ce sujet, comme la thèse d'Umut Ozkirimli<sup>20</sup>. Toutefois, et si nous nous inspirons de la vision de Hobsbawm, le nationalisme serait donc lié à la nécessaire intégration des populations (transformation des sujets en citoyens), et plus largement au phénomène de modernisation politique (la formation des États) et à la modernisation économique (le capitalisme et l'industrialisation).

Selon Renan, la nation est la concrétisation d'une « grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »<sup>21</sup>. La nation de Hobsbawm est définie comme « tout groupe important en nombre dont les membres se considèrent faisant partie d'une même nation »<sup>22</sup>. Ces

---

<sup>18</sup> Bertrand BADIE, *L'État importé : l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

<sup>19</sup> Ernest GELLNER, *The Rights of Nations: Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.

<sup>20</sup> Umut OZKIRIMLI, *Theories of nationalism: a critical introduction*, Stockholm, School Edition, 2000.

<sup>21</sup> Ernest RENAN, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Conférence faite à la Sorbonne le 11 mars 1882.

<sup>22</sup> Eric HOBSBAWM, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

différentes définitions nous font réaliser une réalité inévitable qui est celle du désir, tel qu'exprimé par Renan, de se mettre ensemble. En tout cas, ce courant apparaît dans un contexte historique fort et le mot nationalisme apparaît en 1798 dans une Europe fortement révolutionnaire. Ainsi, le nationalisme devient clairement une revendication politique menée par un État ou un groupe d'individus se définissant comme nation. Il est certain, cependant, qu'une définition générale de nation n'existe pas. De ce fait, cette création nouvelle semble émaner d'un « passé immémorial »<sup>23</sup>.

En outre, Hobsbawm nous dit qu'il existe des critères du proto-nationalisme. En premier lieu, il nous dit qu'il faut une langue. Ce que montre Hobsbawm est que la revendication nationaliste s'appuyant sur le critère de la langue est d'autant plus efficace qu'il n'existe pas de langue commune au départ. Les élites ont le pouvoir de « créer » une langue de toute pièce. On établit la grammaire, l'orthographe, etc. Les langues nationales sont toujours des constructions semi-artificielles. Le second critère est d'ordre ethnique, autrement dit « Nous sommes pareils » est l'argument essentiel des nationalistes. La religion constitue un troisième critère. La construction nationale s'est parfois appuyée sur l'identité religieuse. Finalement il y a l'existence des saintes icônes. Ce sont des symboles qui peuvent avoir servi de liens fédérateurs entre des civilisations qui se reconnaissent (vierge de Guadalupe du Mexique par exemple). Ce sont des mythes nationaux, images fondatrices de l'identité nationale. Dès lors, l'auteur postule que les proto-nationalismes sont des critères importants dans la réussite du nationalisme. Ils sont instrumentalisés pour faire triompher la création de la nation. C'est ainsi que nous pouvons confirmer que ce n'est pas la nation qui construit l'État mais bien l'État qui construit la nation. Ce sont toujours des luttes et des projets politiques qui débouchent sur le nationalisme. Il existe également une idée plus critique du nationalisme. C'est la thèse de Gellner, pour qui le capitalisme et l'industrialisation rendent nécessaire le nationalisme<sup>24</sup>. Il explique que plus l'économie se développe, plus les communications sont intenses, plus se développe le besoin de standardisation. L'industrialisation aurait provoqué un changement de société, opérant un passage de la société agraire à la société industrielle. Avec l'apparition du stade industriel, les représentations collectives cessent d'être articulées sur l'idée de stabilité et d'immuabilité pour se cristalliser au contraire autour des notions de « rationalité » et de « progrès ».

Le nationalisme serait alors un phénomène récent, lié largement à la modernisation politique et la formation des États mais surtout à la modernisation économique. Le plus flagrant exemple est la relation établie par Benedict Anderson entre le développement du concept de culture commune et la diffusion de l'imprimerie. Ce dernier définit le nationalisme non pas comme une idéologie mais penche pour sa définition en tant que phénomène purement anthropologique le comparant à la religion. En effet, le nationalisme doit être aligné sur des systèmes culturels qui l'ont précédé dans son lieu d'apparition. De ce fait, il présente la nation comme une « communauté politique imaginée »<sup>25</sup>. Il propose la définition suivante de la nation : « une communauté politique imaginaire et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine (...). Elle est imaginée (*imagined*) parce que les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens. (...) »<sup>26</sup>. Le concept de la communauté imaginée résumerait ainsi la sociologie de l'État-nation, soit une construction sociale par les élites pour asseoir le pouvoir tout en adoptant une rhétorique qui consiste à créer un passé commun, une histoire commune et rassembler ainsi une population. Ainsi, se construisent deux choses qui s'unissent, « l'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble »<sup>27</sup>.

Anderson porte dans le premier chapitre de son livre, *Les Racines Culturelles*, une partie sur la communauté religieuse à travers laquelle il trace une chronologie d'appartenance non pas nationale mais religieuse autour de symboles insufflés par le phénomène religieux. En ce qui nous concerne, c'est sa description de l'arabe et de

---

<sup>23</sup> Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2003, p.25.

<sup>24</sup> Ernest GELLNER, *Nations et nationalismes*, Bibliothèque historique, Paris, 1989.

<sup>25</sup> Benedict ANDERSON, *op. cit.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Ernest RENAN, *op. cit.*

l'islam qui nous intéresse. Ce dernier évoque une création d'une communauté « sacrale » autour de signes et non de sons à travers l'arabe chez des communautés diverses qui ne partagent, dans l'absolu, que le religieux. De là, nous pouvons approcher, de manière critique et analytique cette description dans le cadre de notre objet d'étude général à savoir la construction libanaise et donc par analogie le Liban. Des communautés imaginées, sacrées certes, mais à tendances nationalistes se sont formées dès le XIX<sup>ème</sup> siècle et surtout le XX<sup>ème</sup> (nous élaborerons la question de nationalisme libanais plus loin) avec, par exemple, l'articulation du critère évoqué plus haut par Hobsbawm, celui des icônes religieuses. Ces communautés religieuses ne partageant dans un contexte ottoman que l'appartenance géographique et la langue vernaculaire se sont construites dès les interventions européennes en communautés nationales d'où, nous supposons, le virement et la mise en place d'un processus de nationalisation de la communauté sacrée. Cet élément vient nous rappeler très clairement le fait que le concept de nation dans la construction de l'Empire ottoman lui est exogène. Ainsi, nous pouvons déjà commencer à imaginer les implications, chez les populations locales, de l'infiltration de ce concept dans la construction impériale régissant cette partie du monde sur les mains des missions européennes et occidentales. L'élément intéressant pour la compréhension du contexte de cet objet est la transformation mentionnée en Europe de la chute du latin et du remplacement par les langues vernaculaires. Progressivement, cela donnera lieu à un processus de fragmentation et de territorialisation des communautés jusque-là sacrées et unies autour de la langue<sup>28</sup>. Il est cependant important à noter que le Liban n'a pas connu ce phénomène et ceci pour différentes raisons. Parmi celles-ci, les différends religieux, mais aussi idéologiques, jouent un rôle déterminant, marqués d'autant plus par un contexte ottoman et du début du mouvement *Al Nabda*<sup>29</sup>, auquel des personnalités chrétiennes et musulmanes participèrent. Ces éléments nous poussent à nous demander comment s'articule alors le nationalisme tel que nous le concevons pour s'instaurer dans les populations, ceci en gardant à l'esprit que le nationalisme n'est pas un phénomène naturel mais émanant d'une volonté politique. Mais alors, quels sont les outils qu'il utilise pour arriver à ces fins ?

Benedict Anderson met en valeur très fortement le rôle de l'écrit et de la diffusion d'une culture commune avec la diffusion de l'imprimerie. La littérature et la diffusion de l'imprimerie est aussi une vérité dans le monde arabe ottoman avec la *Nabda* et le développement des idées réformistes ainsi que leur diffusion, de plus s'ajoute la modernisation de la langue, notamment par des chrétiens levantins dont le plus illustre Boutros al Bustani. La langue, l'imprimerie et la littérature sont, cependant, des processus qui n'émanent pas nécessairement d'une volonté politique dans le sens gouvernemental. Dans cette logique-ci, d'autres éléments viennent s'ajouter pour rappeler au citoyen « le plébiscite quotidien » qu'est la nation.

Michael Billig évoque dans son livre *Banal Nationalism* ce matraquage quotidien qui se fait par l'utilisation du drapeau, de symboles, d'hymne national, quotidiennement à des fins de renforcement du sentiment national. Il mentionne notamment l'utilisation de mots banals à faire passer devant les yeux ou à faire écouter afin de rappeler quotidiennement que nous vivons dans des nations<sup>30</sup>. De plus, Billig évoque l'importance portée au concept de patrie. Ainsi, nous remarquons la construction d'une identité « autre » basée sur le « nous » dans « notre » patrie, en rivalité avec « eux » à l'extérieur de « notre patrie ». Dès lors, s'articule donc l'importance de la souveraineté territoriale et celle, par extension, du territoire, auquel il faut rapporter la nation en construction car sans un territoire fixe, la base du squelette national en construction se retrouverait en manque d'un élément primordial du nationalisme. A ce concept, on peut évoquer concrètement les différents mouvements kurdes, catalans ou palestiniens et l'importance de la revendication territoriale dans les luttes nationales respectives en place.

Au territoire, à la langue nationale et au nationalisme, il faut encore certains biais essentiels pour le processus de construction nationale. Notamment, il ne faut pas omettre l'importance de l'éducation nationale ainsi que le service militaire obligatoire. Ces derniers jouent un rôle plus qu'essentiel dans le processus de construction et

---

<sup>28</sup> Benedict ANDERSON, *op. cit.*

<sup>29</sup> *Al Nabda* correspond à la Renaissance arabe, soit un mouvement d'émancipation politique, culturelle et intellectuelle arabe du XIX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>30</sup> Michael BILLIG, *op. cit.* p.93.

consolidation nationale. En effet, l'éducation nationale participe à ce processus par un rappel quotidien, et dès le plus bas âge, de l'appartenance à un groupe commun, une nation unie par des éléments essentiellement l'histoire et plus précisément l'histoire nationale. Quant au service militaire, il vient s'ajouter à ce processus éducatif, en inculquant les éléments de patriotisme, de souveraineté, de l'armée protectrice des frontières nationales et rempart aux ennemis de la nation, par extension une autre nation. De plus, l'armée joue un rôle important à travers des activités « pacifiques », autrement dit, par des activités de développement, notamment dans le domaine humanitaire, à travers lequel elle participe à la construction nationale, initiative prise également par l'État pakistanais<sup>31</sup>. Désormais, l'armée est perçue et intériorisée comme une institution qui vise à protéger la nation dans différentes situations, notamment au Moyen-Orient et plus précisément à l'époque de Nasser. En effet, dès l'arrivée au pouvoir du Raïs, l'armée devient rapidement un symbole national. Elle est mentionnée sur les radios, dans les chansons, et dans toutes les sphères sociales, comme héros national à laquelle s'identifie le peuple égyptien révolutionnaire. Dans cette logique, nous pouvons affirmer que l'armée joue un rôle plus qu'essentiel, non seulement le renforcement du sentiment national autour d'un uniforme national et d'une image nationale, mais également dans le renforcement de l'État dans son processus de légitimation.

Au Liban, l'État repose sur un équilibre fragile qui se manifeste dans une confessionnalisation très prononcée. En fait, ce que nous pouvons réellement observer est une articulation du facteur sectaire dès le XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>32</sup> sous les yeux des puissances occidentales notamment la France et le Royaume-Uni – qui jouera un rôle important dans l'accès à l'indépendance<sup>33</sup> et les élites locales<sup>34</sup>. Ainsi, le Pacte National n'illustre en rien et n'incarne certainement pas la nation libanaise et n'en émane surtout pas. En réalité, le Pacte National est imposé sur la population locale par une élite dirigeante qui y trouve son intérêt. Le point le plus flagrant est surtout l'absence de votation, de référendum ou autre biais d'expression du peuple (en l'absence surtout d'une lutte anticoloniale « créant » un ethos libanais)<sup>35</sup>.

Tamirace Fakhoury évoque un double nationalisme au Liban, deux appartenances et sentiments nationaux. Le premier niveau est celui de la communauté qui prime sur le second, celui de l'État. En nous penchant sur les diverses crises du Liban et cela jusqu'à aujourd'hui, les individus se réfugient en premier lieu dans leur communauté respective<sup>36</sup> (à certains moments de l'histoire, ces replis communautaires ont aussi mené aux demandes d'aide de l'étranger. Nous le constatons par exemple avec la nécessité de la protection française avec les maronites, l'aide anglaise puis russe chez les druzes<sup>37</sup>, etc.). Cette double appartenance engendre un problème quant à l'identité nationale qui se veut primordiale et primant chez tout individu au sein d'un État-nation. Sur cette première appartenance et caractéristique du système politique libanais, apparaît donc la question de la confession et donc du confessionnalisme. Ussama Makdisi avance que ce dernier est issu du nationalisme et remonte aux interventions européennes au Levant qui lui donnent corps avec la participation d'élites locales<sup>38</sup>. Makdisi définit alors le confessionnalisme comme « un processus par lequel une identité religieuse est politisée voir même laïcisée dans une logique de lutte pour le pouvoir » et non pas comme des

---

<sup>31</sup> Raymond MOORE, « The Use of the Army in Nation-Building: The Case of Pakistan », in *Asian Survey*, Jun. 1969, Vol. 9, No. 6, pp. 447-456.

<sup>32</sup> Fawwaz TRABOULSI, *A History of Modern Lebanon*, London, Pluto Press, 2007.

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Georges CORM, « La question libanaise », in *Esprit*, 1984, No. 85 (1), pp. 129-150.

<sup>35</sup> Ussama MAKDISI, « Reconstructing the Nation-State: The Modernity of Sectarianism in Lebanon », in *Middle East Report*, 1996, No. 200, Minorities in the Middle East: Power and the Politics of Difference, p. 26.

<sup>36</sup> Tamirace FAKHOURY, *op. cit.* p.2.

<sup>37</sup> Georges CORM, *op. cit.*

<sup>38</sup> « Although it is constructed as the dark deviant underside of the nationalist narrative, sectarianism is a nationalist creation of the modern era when European powers and local elites forged a politics of religion the emerging nation-state system », citation in Ussama MAKDISI, *op.cit.*

mouvances violentes motivées par la religion et qui perpétuent sur les siècles », et qu'il faudrait donc cadrer et organiser<sup>39</sup>.

En ce qui concerne le rôle des armées dans le cadre des États comme nous les concevons aujourd'hui, c'est-à-dire en termes d'État-nation ces dernières sont un élément clé à la construction de l'État et à celle de la nation. Nous pouvons observer plusieurs aspects de la relation entre l'armée et la construction nationale. Selon Gunnar Simonsen, plusieurs dimensions peuvent faire de l'armée un instrument essentiel facilitant l'intégration. Au niveau des troupes, qui en mouvement constant interagissent avec les différentes composantes du pays et qui font face à une formation patriotique dure et risquent leur vie pour une même cause, on observe déjà un premier niveau des mécanismes de construction nationale<sup>40</sup>. Un deuxième niveau s'exprime lors de l'interaction de ces soldats qui partagent, une fois chez eux, leurs idéaux assimilés dans leur formation militaire<sup>41</sup>. Enfin, le troisième niveau est celui de l'interaction plus générale entre l'institution et les civils qui, à travers les actions de l'armée se sentent concernés par une cause commune et ainsi un intérêt de groupe commun<sup>42</sup>. En outre, le fait que l'armée, comparée à d'autres institutions étatiques, est un lieu où le traitement égalitaire entre les différents individus est fort, et où la hiérarchie n'est pas discutable, il en résulte que, selon Morris Janowitz « un sens de cohésion et de solidarité sociale [...] qui mènent (les soldats) à se considérer indiens, égyptiens, nigériens »<sup>43</sup>.

Si nous devons porter notre attention sur des cas plus spécifiques afin de mieux comprendre le rôle de l'armée dans le processus de construction historique, il serait intéressant d'observer des cas comme l'Inde qui, forte de différentes communautés et groupes linguistiques et ethniques, jouit d'une armée qui joue un rôle fort dans le processus d'édification de la nation. Ainsi, le soldat indien « Belonging to Hindu, Muslim, Sikh, Christian and many other faiths, he prays, eats, lives, plays and fights for India together with his brothers in uniform »<sup>44</sup>. De ce fait, il serait une incarnation de cette cause commune, sous les couleurs d'un drapeau commun et représentatif de la nation. Puis, commence le rôle de l'armée en tant qu'école de la nation indienne. Les armées pakistanaise, turque, indienne, et bien d'autres mériteraient notre attention tant par les différents aspects propres à chacune dans l'édification, de la nation que par la structure dans lesquelles elles se sont développées. Ainsi, si en regardant l'armée pakistanaise, nous remarquons, mis à part le rôle militaire, un rôle prononcé dans l'aide humanitaire, le développement et le social<sup>45</sup>, un aspect qui rejoint le troisième niveau de Simonsen, mentionné plus haut, qui souligne l'interaction entre l'armée et les civils. En outre, par exemple en Turquie, à travers le service militaire, s'établit le « modelage des futurs citoyens patriotes et républicains »<sup>46</sup>.

Levent Unsaldi relève les éléments utilisés par l'armée turque pour cette entreprise et note une mission éducatrice nouvelle dont se porte acteur l'officier et par extension l'armée et sa direction. Ainsi, l'armée devient une réelle école de la nation à travers des éléments comme notamment l'histoire et cela dès les débuts de la République turque<sup>47</sup>. L'armée, en établissant un système de valeurs propres qu'elle transmet aux soldats à travers le service militaire arrive, en principe, à modeler des patriotes, vrais enfants de la nation qui s'y reconnaissent et la voient transcender toute appartenance secondaire. Si ce n'est pas par le service militaire,

---

<sup>39</sup> Ussama MAKDISI, « Moving Beyond Orientalist Fantasy, Sectarian Polemic, and Nationalist Denial », in *International Journal of Middle Eastern Studies*, 2008, Vol. 40, No. 4, p. 559.

<sup>40</sup> Sven Gunnar SIMONSEN, « Building "National" Armies-Building Nations? Determinants of Success for Postintervention Integration », in *Armed Forces and Society*, 2007, Vol. 33, No. 4, pp. 571–590.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> *Ibid.* Original : « The result is a sense of cohesion and social solidarity, because men of various regional and ethnic backgrounds are given a common experience and come to think of themselves as Indian, Egyptians or Nigerians ».

<sup>44</sup> Gurmeet KANWAL, « The Indian Army's Stellar Role in Nation Building, [En ligne] <http://www.indiastrategic.in/2018/01/11/the-indian-armys-stellar-role-in-nation-building/> (consulté le 11 mars 2018).

<sup>45</sup> Raymond MOORE, *op.cit.*

<sup>46</sup> Levent ÜNSALDI, « Le système de valeurs de l'armée turque », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* » [En ligne], 2005.

<sup>47</sup> *Ibid.*

l'armée joue aussi un rôle civique comme nous avons pu le voir précédemment. Ce dernier sème le sentiment national chez le citoyen dans le but de le voir transcender tout autre référent hormis la nation.

En ayant établi ce cadre théorique et après avoir défini les principes théoriques sur lesquels se construit cette étude, il est à présent temps de développer ces théories sur notre sujet qu'est le Liban, les idéologies à la base de sa construction nationale puis plus tard le rôle de son armée.

### III. Histoire du Liban et influence des courants « idéologiques » sur le processus de la construction nationale libanaise

Il est judicieux de s'attarder en premier lieu à l'histoire du sujet à analyser. Ainsi, il est crucial, avant de se lancer dans l'analyse de la question de la construction nationale au Liban, de comprendre comment s'est construit le Liban moderne et quelles sont les composantes faisant de lui sa spécificité dans le cadre de ce travail.

L'introduction à l'histoire de la naissance du Liban moderne en trois temps. Le premier lieu par la période pré-mandataire, en évoquant l'émergence du syrianisme puis du phénicianisme. Le second temps portera sur la période mandataire, soit 1920-1943, qui correspond également à la libanisation de l'historiographie maronite. Enfin, le troisième temps articulera la période de l'indépendance et Pacte National de 1943.

#### A. 1910-1920 : émergence du syrianisme et du phénicianisme

L'Histoire de l'État libanais débute en 1920, mais nous devons nous pencher sur les facteurs et les données avant l'émergence de ce dernier et son statut de mandat indépendant de la Syrie. L'historiographie du Moyen-Orient qualifie l'époque du XIX<sup>ème</sup> siècle dans les provinces ottomanes arabes de période de *Nabda* qui se traduit par « éveil ». Cette *Nabda* qui voit sa genèse petit à petit depuis l'expédition de Napoléon voit son berceau en Egypte sous une forme d'éveil religieuse. A ses débuts, elle est marquée par un esprit réformiste islamiste incarnée par des penseurs tel que Jamal al Din al Afghani, Mohammad Abdo, Rachid Rida mais aussi Qasim Amin et d'autres pour ne citer que les plus connus.

Le Mont-Liban n'est pas épargné par cet élan réformateur, qui touche les populations et les communautés du Mont-Liban et de Syrie. On note parmi les grands penseurs de l'arabisme, encore tourné vers la langue à cette époque, beaucoup de pionniers chrétiens et maronites. En effet, une des plus grandes figures de la *Nabda* est Boutros al Boustani. Celui-ci est issu d'une famille maronite de la Montagne. Il faut noter que c'est lui qui sera proche des milieux anglophones des missions protestantes de Beyrouth. Il portera le flambeau de la renaissance de la langue arabe<sup>48</sup>.

Cependant, cet élan arabiste du Mont-Liban et de la Syrie plus généralement n'est certainement pas un mouvement englobant tous les membres de la communauté chrétienne et maronite. Ce mouvement, connaîtra des courants rivaux, notamment début du XX<sup>ème</sup> siècle. On note les mouvements à tendance religieuse mais on portera ici une attention particulière aux mouvements émanant surtout des cercles maronites « libanais ». En effet, ces derniers joueront un rôle primordial dans la création et la construction de l'idée libanaise ainsi que de l'établissement d'un Liban indépendant détachée de la Syrie<sup>49</sup> <sup>50</sup>. Ainsi, le Patriarche Howayek peut être considéré comme le plus grand défenseur de l'établissement du Liban « maronite » pour plusieurs raisons notamment le rôle<sup>51</sup> qu'il joua à la conférence de Paris<sup>52</sup>. La centralité du patriarcat maronite est encore très forte sur la scène politique libanaise. Le patriarche libanais (comme autant d'autres autorités religieuses)

---

<sup>48</sup> Butrus ABU-MANNEH, « The Christians between Ottomanism and Syrian Nationalism: The Ideas of Butrus Al-Bustani », in *International Journal of Middle East Studies*, 1980, Vol. 11, No. 3, Cambridge University Press, pp. 287-304.

<sup>49</sup> Pour cela, voir les différents articles sur le rôle du patriarcat maronite dans l'établissement du Liban. Ce rôle est aussi mentionné dans les articles de Kais FIRRO « Lebanese Nationalism vs. Arabism : From Bulus Nujaym to Michel Chiha », in *Middle Eastern Studies*, 2004, Vol. 40, No. 5, pp. 1-27; et Candice RAYMOND, « Mort et Résurrection de l'Histoire du Liban » in *Revue Tiers-monde*, 2013, Vol. 216, No. 4, pp. 71-87 ; voir aussi Fawwaz Traboulsi et Kamal Salibi.

<sup>50</sup> Fiona McCALLUM, « The Political Role of the Patriarch in Contemporary Middle East », in *Middle Eastern Studies*, 2007, Vol. 43, No. 8, pp. 923-940.

<sup>51</sup> *La Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, Edition Maison d'art, Beyrouth, 1919.

<sup>52</sup> *Ibid.*

bénéficie d'une influence déterminante dans de nombreuses prises de positions. Pour citer un exemple actuel, nous pouvons rappeler que le patriarche libanais Sfeir s'est opposé à la présence syrienne dans le pays depuis la fin des années 1990.

En effet, le nationalisme libanais naît comme une réponse à l'arabisme bien ancré dans la période du mandat en Syrie et au Liban déjà à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>53</sup>. Nous avons mentionné le rapprochement entre al Boustani et les missions protestantes américaines. Dans cette période deux courants sont présents alors au Liban et remontent aux influences des missions religieuses tant protestantes que jésuites au Liban. Firro souligne cela et note deux formes de syrianisme, l'un teinté d'une identité arabe et qui articule l'identité arabe comme une composante importante de l'identité syrienne et l'autre teinté d'une position clairement non-arabe et qui voit la Syrie historique comme une entité identitaire bien différenciée de l'identité arabe ou même de la culture arabe. Respectivement, ces deux formes se sont articulées chez les groupes d'intellectuels proches des missions protestantes et chez ceux proches des écoles jésuites<sup>54</sup>. Nous ne pouvons pas sous-estimer l'influence des missions européennes dans les milieux intellectuels du Moyen-Orient et dans leur influence sur l'émergence des nationalismes dans la région. Ainsi, l'influence des puissances occidentales auprès des communautés libanaises se manifestera concrètement dès la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>55</sup>.

Pour nous concentrer plus sur Liban, nous ne pouvons envisager la compréhension de l'émergence du courant phénicianiste sans prendre en considération l'influence des expéditions archéologiques françaises et des études menées au sein des institutions jésuites et cela bien avant le mandat. En outre, les découvertes archéologiques des missions françaises sur place vont occuper une place centrale et lanceront un élan fort identitaire chez la communauté maronite. Cet élan sera accompagné en parallèle par la relation très intime entre la communauté et l'église maronites avec la France surnommée « protectrice et garante des droits des Chrétiens », « mère nourricière » et protectrice. Cette relation forgera d'autant plus le « particularisme maronite libanais ». Ce courant qualifié de phénicianiste connaîtra ainsi un grand succès dans des milieux francophones notamment de la haute bourgeoisie chrétienne surtout maronite. Cette relation intime se manifeste dans des cercles à Paris, comme le Comité Libanais de Paris fondé en 1912. Il est important de noter l'importance des cercles libanais proches des chambres de commerce françaises et des cercles coloniaux prônant une Grande Syrie et l'importance de son indivisibilité<sup>56</sup>. En effet, les cercles coloniaux français articuleront l'importance commerciale d'une Syrie séparée du monde arabe sans tout autant articuler la nécessité d'un Liban séparé de la Syrie. Cependant, la plus forte manifestation de cet élan nationaliste particulariste, émanant des cercles francophiles libanais est visible dans les projets de Charles Corm et *La Revue Phénicienne* et c'est cet élan qui est ici pertinent. En effet, celui-ci porte une attention toute particulière au Liban tel qu'il sera défini dans les derniers plans de partitions et dans les revendications libanaises.

Le mandat français sur le Liban, contrairement à celui sur la Syrie ou encore les mandats anglais en Irak ou Palestine, ne se caractérisa pas par des luttes sanglantes, guerres, combats ou une réelle lutte anticoloniale nationale<sup>57</sup>. De plus, nous remarquons même des proximités très marquées entre beaucoup de membres de l'élite politique libanaise et des forces mandataires et cela même après l'indépendance. Le commandant de la première armée nationale, Fouad Chehab, francophile de grande envergure, a entretenu des correspondances durant de longues années et jusqu'à sa mort avec des dirigeants français. *La Revue Phénicienne* dédia un numéro dans lequel elle faisait l'éloge du Haut-commissaire français le général Gouraud<sup>58</sup> un an avant la proclamation par ce dernier d'un Grand-Liban. Nous observons dans ces articulations d'alors, des aspirations envers une

---

<sup>53</sup> Kais FIRRO, « Lebanese Nationalism versus Arabism: From Bulus Nujaym to Michel Chiha », *op. cit.*

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Georges CORM, *op. cit.*

<sup>56</sup> Kais FIRRO, *op. cit.*

<sup>57</sup> Des épisodes de lutte anticoloniale ont lieu au Liban notamment au Sud du pays. Mais cela ne peut être caractérisé comme une lutte anticoloniale comparable avec d'autres luttes de libération au niveau national dans la région. Pour les épisodes au Sud Liban, consulter les ouvrages de Max Weiss (2010), Malek Abi Saab (2010), Tamara Chalabi (2006) et d'autres.

<sup>58</sup> Pierre GASTINEL, « La Vie et l'œuvre du Général Gouraud », in *Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, 1919.

identité bien précise et dénuée de tout arabisme et même de syrianisme pour l'identité libanaise : « Et ne serait-il pas d'une justice élémentaire de respecter l'indépendance complète du Liban vis-à-vis de la Syrie, alors que rien n'unit ces deux pays, ni leur passé, ni leurs aspirations, ni leur évolution politique ? »<sup>59</sup>.

Cependant, cet imaginaire construit par les partisans de la cause phénicianiste ne faisait pas l'unanimité. Plus particulièrement, même au sein du courant, des divergences concernant la langue existaient. Les courants arabistes et syrianistes au Liban n'étaient guère minoritaires. Que ce soit au Liban ou dans la diaspora (comme celle déjà présente et active à Paris) les concernés ne pouvaient pas être tous groupés dans un seul bloc. Ainsi, concernant la diaspora, Georges Samné, grec-catholique de Damas et faisant partie avec Chukri Ghanem<sup>60</sup> du Comité Central Syrien fondé en 1917 à Paris, remarquait trois tendances en ce qui concerne l'immigration libanaise avant 1919. Dans ces tendances, la troisième voyait le Liban comme une partie intégrale de la Syrie<sup>61</sup>.

En tout cas, ce qui sûr, c'est que le libanisme émanera du courant syrianiste non arabe<sup>62</sup> et se caractérisera par un retour à la Phénicie et puisera son ethos dans un Liban refuge doté d'une mission humaniste et ancestrale. Ces deux éléments seront splendidement développés par Charles Corm dans son recueil, *La Montagne Inspirée*. Charles Corm, qui ne s'exprimait qu'en français, est considéré comme un des pères et des fondateurs de cet amour patriote porté au Liban, que suivront des auteurs, comme Michel Chiha.

Charles Corm fut aussi respecté par des auteurs d'expression arabe de son époque, tel qu'Amin al Rihani, partisan du courant nationaliste arabe<sup>63</sup>. Corm, grand porte-parole de cet élan phénicianiste, attribuait quelque part une identité teintée de chrétienté à ce Liban imaginé avant l'indépendance tout comme d'autres nationalistes chrétiens syrianistes qui partageaient une vision de la Syrie autour du Liban et des chrétiens<sup>64</sup>. Cet élan de « résistance chrétienne » contre l'« invasion musulmane arabe » formera un élément clé pour la construction d'une identité guerrière et résistante à la communauté maronite.

Parmi les tentatives de légitimation de ce passé combattant, il faudra mentionner la construction d'une identité mardaïte<sup>65</sup> des maronites<sup>66</sup>. Cet attribut se fondera dans une identité libaniste dans une perspective de légitimation auprès des nouveaux Libanais de toutes les confessions adhérents, ou non, à l'idéologie phénicianiste libaniste maronite. Il faudra donc intégrer les différentes communautés dans une histoire consensuelle passant ainsi d'une historiographie maronite à une historiographie libaniste. En effet, le nom même de la communauté rime avec Mont-Liban ou Liban selon Candice Raymond<sup>67</sup>. Les changements progressifs concernant le mandat et les décisions prises en Occident mèneront finalement à l'établissement d'un Grand-Liban en 1920 et avec lui le mandat français sur la Syrie et le Liban.

---

<sup>59</sup> Elias Pierre HOYEK, « Les Revendications du Liban, Mémoire de la Délégation Libanaise à la Conférence de Paix », in *La Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, Edition Maison d'art, Beyrouth, 1919.

<sup>60</sup> Autant Chukri Ghanem que Georges Samné voyaient dans la Syrie une entité non arabe et les deux se positionnaient pour un syrianisme dénué d'arabisme.

<sup>61</sup> Kais FIRRO, *op.cit.* p.6.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> Asher KAUFMAN, *Reviving Phoenicia: The Search for Identity in Lebanon*, Londres, IB Tauris, 2004, p.142.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p.142.

<sup>65</sup> Les Mardaïtes sont des mercenaires chrétiens utilisés au VII<sup>ème</sup> siècle par l'empire byzantin au Mont-Liban, pour aller plus loin, voir Kamal Salibi « Une Maison aux Nombreuses Demeures : l'Identité Libanaise dans le Creuset de l'Histoire ».

<sup>66</sup> Asher KAUFMAN, *op. cit.*, p.142.

<sup>67</sup> Candice RAYMOND, « Vie, mort et résurrection de l'histoire du Liban, ou les vicissitudes du phénix », *op. cit.*

## B. 1920-1943 : libanisation de l'histoire maronite, phénicianisme et libanisme

Au sortir de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman perd son autorité sur ses provinces arabes. Celles-ci, déjà un enjeu pour les puissances occidentales<sup>68</sup>, seront placées sous la tutelle de ces dernières dans un nouveau système, celui des mandats, octroyés par la Société des Nations. Le mandat français sur la Syrie est attribué en 1920.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1923, le général Gouraud proclame la création du Grand-Liban, annexant au Mont-Liban (ou Petit-Liban) des parties du territoire au nord, à l'est, au sud et la côte, conformément aux demandes articulées auparavant à la Conférence de paix de 1919 par les délégations libanaises, toutes chrétiennes, ce qui lance les bases de la question libanaise, c'est-à-dire la domination des chrétiens sur les autres confessions.

Durant cette période la mouvance « nationaliste » libanaise articulera l'importance de l'établissement du Grand-Liban. En effet, les auteurs des tendances syrianistes accepteront ce virement politique français comme un fait accompli et avanceront leurs arguments en faveur de la nouvelle entité séparée de la Syrie. Parmi ces articulations, Firro cite les nouvelles adaptations de publications qui seront révisées afin de servir les nouveaux intérêts en jeu. Firro relève les écrits de Chukri Ghanem mais aussi les publications d'Abdallah Sfeir, les deux écrivant avant 1920 sur l'importance de l'identité syrienne non arabe et l'unité du territoire. Ces auteurs articuleront l'acceptation de ce fait accompli, par lequel ils parviendront aussi à prouver l'importance et à en chercher la légitimation.

De plus, la déclaration du Grand-Liban aura une influence sur les auteurs libanais libanistes avant 1920, comme Youssef el Sawda. Effectivement, dans la première publication de son livre, *Fi Sabil Lubnan (Pour le Liban)*, Youssef el Sawda se base sur les frontières définies par le Père jésuite Henri Lammens qui allaient jusqu'à la rivière Litani au sud du pays.

Dans la seconde édition de son livre publiée en 1924, donc suite à la déclaration du Grand-Liban, al Sawda modifie son argumentation en effaçant la référence à Lammens et en justifiant l'expansion territoriale du Grand-Liban établie par les Français. Sa justification remet en question la carte de 1861 qui servit à justifier, pour beaucoup, la validité territoriale d'un Liban indépendant et se sert de l'enjeu économique afin d'appuyer l'expansion de 1920 et l'annexion de territoires au nord, sud et est du pays<sup>69</sup>.

---

<sup>68</sup> Nous pouvons illustrer cela avec, tout d'abord, les accords Sykes-Picot, ou la correspondance Hussein-McMahon et bien d'autres. Evidemment, nous ne développerons pas ici la Question d'Orient mais nous supposons que le concept est clair au lecteur.

<sup>69</sup> Kais FIRRO, *op. cit.*, p.16.



Dès lors, l'établissement du Grand-Liban va renforcer le projet phénicien et pro-français en légitimant le rôle de la France en protecteur et garant des libertés. En effet, comme les Britanniques en Irak, la France fusionne, donne le pouvoir à un groupe dans un environnement hostile, prive les autres des droits, mettant ainsi les maronites dans un rapport de dépendance afin de maintenir son pouvoir. Ce sentiment envers la France se manifesta notamment avec l'arrivée du mandat et de son accueil par la communauté maronite. Cela dit, il est clair qu'une opposition dans les autres communautés se prononçait. Cependant, la France avait déjà, à travers les missions jésuites et lazariques (notamment le Collège Saint-Joseph de Antoura) implantées aussi bien sur la côte que dans la montagne durant la période de la Mutassarifiya<sup>71</sup> (qui jouissait d'un développement particulier<sup>72</sup> auquel ont contribué ces missions), formé une élite francophile. Cette dernière accéda, à l'arrivée du mandat, au gouvernement libanais en gestation, qui lui deviendra officiellement la République libanaise, avec la proclamation de la Constitution du 23 mai 1926<sup>73</sup>. Cette dernière, établissait déjà la base du futur système confessionnel de l'indépendance<sup>74</sup>.

En effet, la France, et suite à la révolte de 1925, a accordé une constitution au Liban et à la Syrie. Dès lors, la Constitution de 1926 au Liban fut adoptée le 23 mai 1926. Cependant, elle dictait la distribution égale des postes gouvernementaux et administratifs entre les différentes communautés dans l'article 95, jetant ainsi les bases du système confessionnel que connaîtra le Liban. Cette Constitution ne définissant pas les frontières du pays en devenir ; ainsi divers débats sur les frontières du Liban prirent place, notamment la division du Liban mandataire en région indépendante selon les composantes communautaires. Il est à noter que la commission nommée par la France pour la rédaction de la Constitution de 1926 fut boycottée par une majorité de sunnites et de chiïtes<sup>75</sup>.

Ainsi, la puissance mandataire établit au Liban le « squelette institutionnel » en 1920 et ce dernier prendra forme petit à petit jusqu'au mouvement d'indépendance en 1943<sup>76</sup>. Apparemment, établir un système confessionnel au Liban était pour la France l'idéal dans le sens où elle satisfaisait les revendications de ses alliés maronites tout en réduisant les possibilités d'unité pour un mouvement indépendantiste. De plus, le terrain libanais était fertile dans l'optique où l'élite maronite plutôt pro-française y voyait un grand intérêt personnel<sup>77</sup>. Cependant, la résistance du côté musulman, majoritairement sunnite et panarabe, voyait dans l'établissement d'un Grand-Liban « un acte servant les intérêts maronites », et surtout les intérêts de groupes maronites « séparatistes »<sup>78</sup>. Cela amorcera une nouvelle idéologie nationaliste libanaise et se mettra en place alors une logique d'intégration pour une identité plurielle dont le porte-parole sera principalement le banquier et intellectuel Michel Chiha, issu d'une famille chaldéenne d'origine irakienne<sup>79</sup>. Ce dernier envisageait un Liban issu de la coopération entre chrétiens et musulmans dont l'esprit était méditerranéen et qui le différenciait par cela de ses voisins<sup>80</sup>. Tout en faisant remonter cet esprit d'ouverture vers la Méditerranée à l'époque phénicienne et sa tradition de commerce, il légitimait le rôle de cette nouvelle Phénicie, « pont entre Orient et Occident »<sup>81</sup>.

---

<sup>71</sup> Le statut donné à la région du Mont-Liban après les événements de 1860. Pour une histoire plus détaillée de cette période consulter Kamal Salibi (1989), Fawwaz Traboulsi (2007).

<sup>72</sup> Kamal SALIBI, « The Lebanese Identity », in *Journal of Contemporary History*, 1971, Vol. 6, No. 1, pp. 76-78.

<sup>73</sup> La Constitution de 1926 est révisée en 1990. Voir Entretien avec Elizabeth Picard 11 juillet 2016 : « Liban-Syrie une nécessaire reconstruction par le bas », <https://orientxxi.info/magazine/liban-syrie-une-necessaire-reconstruction-par-le-bas,1403>.

<sup>74</sup> Voir « Constitution de la République Libanaise, promulguée le 23 mai 1926 et modifiée par les lois constitutionnelles du 17 octobre 1927 et du 8 mai 1929 ».

<sup>75</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*, pp. 88-92.

<sup>76</sup> Maya MIKDASHI, « Lebanon », in Vijay PRASHAD and Paul AMAR (Ed.), *Dispatches from the Arab Spring: Understanding the New Middle East*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013, pp. 266-281.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Kais FIRRO, *op. cit.*

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> Kamal SALIBI, *op. cit.*

<sup>81</sup> Asher KAUFMAN, *op. cit.*

Pourtant, il ne faut pas tomber dans la polarisation des communautés en ce qui concerne les positions vis-à-vis de l'établissement du Grand-Liban. Il est vrai que la majorité sunnite était fortement teintée d'une position pro-syrianiste, c'est-à-dire pour l'union avec la Syrie et arabiste avec une minorité hésitante après la Constitution de 1926<sup>82</sup>. De plus, il faut noter l'hésitation des positions druzes et shiites qui, favorables à la nouvelle entité, préféraient ne pas mettre en danger leurs bonnes relations avec les sunnites<sup>83</sup>. Cependant, dans le camp chrétien, les grecs orthodoxes véhiculaient des sentiments plutôt panarabes et surtout syrianistes pour des raisons de majorité communautaire aussi<sup>84</sup>. On remarque alors la grande influence des intérêts communautaires et des logiques de pouvoir sur les choix politiques de l'époque.

La stratégie française susmentionnée entravera les possibilités de la construction d'une opposition nationale comme ce fut le cas dans des pays voisins (Syrie ou Egypte) ou comme dans l'exemple algérien. De fait, le mandat français au Liban ne connaîtra que très peu de violence. La Syrie, et contrairement au Liban où le sentiment anti-français se retrouvait chez les chrétiens même, connaîtra la vague des revendications indépendantistes la plus marquée en 1943. C'est surtout suite à l'emprisonnement de son élite, la nouvelle communauté libanaise manifesterait pour leur libération. Jihad Nammour évoque l'année 1943 comme une date où tous les éléments propices à la naissance d'une nation étaient réunis<sup>85</sup>. Il décrit ce moment comme « un mouvement d'indépendance par rapport à la France ». Dans les faits, contrairement à l'Algérie, le Liban ne connaît pas la logique de la lutte anticoloniale nationale. L'armée libanaise est ainsi créée à l'issue de l'indépendance et émane de la Légion d'Orient et des Troupes spéciales du Levant. Elle deviendra une armée nationale, monopolisant dans une logique wébérienne le monopole de la violence. Pour mieux comprendre l'indépendance libanaise il faut s'attarder sur ces acteurs et sur le contexte dans lequel celle-ci a lieu.

Le Liban ne connaît donc pas de mouvements comme ceux observés en Syrie, en Egypte ou en Irak contre l'« occupant ». Ce dernier étant perçu davantage comme un protecteur pour une grande partie de la population libanaise. En effet, le choix de placer le centre de commandement pour le mandat sur la Syrie et le Liban à Beyrouth, reflète les bonnes relations qu'entretenait la puissance mandataire avec la population locale. Les demandes nationalistes s'accroissent dès 1930 dans un contexte économique difficile (on observe des vagues de grèves prononcées dans les années 1931, 1934, 1935)<sup>86</sup>. Suite à de nombreuses demandes, mouvances et tensions, le 13 novembre 1936, le Traité d'Amitié et d'Alliance est signé entre la France et le Liban. Ce traité approuvé à l'unanimité par la Chambre des députés libanais<sup>87</sup> reconnaissait le Liban en État indépendant<sup>88</sup>. Le Liban recevait ainsi la promesse de l'aide française et obtenait le droit d'établir sa propre armée, aux côtés des troupes françaises du Levant qui y resteraient positionnées. A cela devait s'ajouter aussi l'aide technique militaire. Ceci est important à garder à l'esprit pour l'analyse du sujet de ce travail, soit l'armée libanaise, que nous développerons plus loin. Cependant, à l'aune de la Seconde Guerre mondiale, les traités ne sont pas ratifiés par le Parlement français et les Français appliquèrent un contrôle total et absolu durant la guerre.

Dans le contexte de Seconde Guerre mondiale, en 1941, et suite à la reprise du Liban par les forces de la France libre et le Royaume-Uni, la France Libre promet et déclare indépendants la Syrie et le Liban. Mais... en vain. En effet, la France refuse... C'est alors que le facteur britannique entre en jeu. Des discussions auront

---

<sup>82</sup> Kamal SALIBI, *op. cit.*

<sup>83</sup> *Ibid.* Original: « The Shiites, who had hardly any co-religionists in Syria, were happy enough to be included in Lebanon; their traditional wariness of the Sunnites, however, made them hesitant to declare their Lebanese sympathies openly, and some among them even professed a dissimulating pan-Arabism. The Druzes, also anxious to keep the goodwill of the Sunnites, remained reserved », p.80.

<sup>84</sup> Kamal SALIBI, *op. cit.*

<sup>85</sup> Jihad NAMMOUR, « Les identités au Liban, entre complexité et perplexité » in *Cités*, 2007, Vol. 29, No. 1, pp. 49-58.

<sup>86</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> Parallèlement, nous pouvons aussi citer l'accord franco-syrien pour l'indépendance syrienne. Pour mieux comprendre ces positions françaises, il faut prendre en considération le contexte politique français. Ainsi, en 1936 c'est le Front Populaire et le gouvernement de Léon Blum qui règnent en France.

lieu au Caire entre el Khoury, des nationalistes syriens et le Premier ministre égyptien de l'époque. Ces discussions forgèrent les demandes d'indépendance de la Syrie et du Liban et écartèrent la peur d'annexion libanaise. Le facteur économique venant surtout motiver ces discussions, aucun privilège ne devait être accordé à la France. Ainsi, quand la France mandataire accepte fin 1942 de remettre en place la vie constitutionnelle, elle établit aussi les bases de la future répartition parlementaire au Parlement libanais qui restera en œuvre jusqu'aux accords de Taëf de 1989.

Le 21 novembre 1943, Béchara el Khoury est élu président de la République. Il nomme Riad el Solh, Premier ministre. Les demandes économiques et indépendantistes s'accroissant, la France décide, suite à des révisions passées au Parlement le 8 novembre 1943, de saisir entre autres el Khoury, el Solh le 11 novembre. Cela provoque des réactions violentes. Il y aura un mouvement populaire de masse, la formation d'un gouvernement provisionnel et un appel à la résistance nationale. La pression britannique et des monarchies arabes pro-britanniques ainsi que l'ultimatum donné à la France le 19 novembre pousseront, le matin du 22 novembre, à la libération des détenus et à la déclaration de la fin du mandat français sur le Liban<sup>89</sup>.

Par contre, nous ne devons pas voir les soulèvements de 1943 comme un événement d'éveil national à inscrire dans le cadre des luttes anticoloniales. Ceci dit, nous devons le lire comme un mouvement spontané par lequel s'exprime une saturation articulée par l'élite en place qui ne trouvait plus d'intérêts sous la tutelle française<sup>90</sup>. Nous ne cherchons pas ici à décrédibiliser l'effort des « hommes de l'indépendance »<sup>91</sup>, nous soulignons encore une fois le fait que les intérêts de l'élite libanaise composée majoritairement d'hommes d'affaires et de banquiers agissait souvent dans un intérêt économique<sup>92</sup> et nous pouvons observer que les intérêts de ces derniers se manifestent clairement par une connivence d'élites et le désir de maintien du système confessionnel sur les bases de la Constitution de 1926.

On observe dès lors la place centrale qu'occupent les intérêts économiques de l'élite politique libanaise ainsi que l'influence du contexte régional sur les décisions et les engrenages internes du Liban ce que Fawwaz Trabolsi, illustre parfaitement : « Thus, a new tradition had been inaugurated in which the Lebanese entity periodically shifted and reformed according to the will of the dominant regional and international forces. This pattern was to be repeated many times in the following decades »<sup>93</sup>.

### C. L'an 1943 : entre l'Indépendance et le Pacte national

Le 22 novembre 1943, le Liban se déclare indépendant. Malgré l'absence d'une lutte anticoloniale comparable avec celles d'autres pays occupés par une force étrangère, l'accès à l'indépendance se fera toutefois dans la violence<sup>94</sup>. Béchara el Khoury, largement influencé par Michel Chiha, accède à la présidence de la République du Liban indépendant. La première affirmation identitaire que recherche la nouvelle République se manifeste alors par le Pacte National. Le Liban devient alors indépendant, ce qui implique « la nécessité pour les chrétiens de ne pas chercher l'appui d'une autre puissance étrangère, dont la France, et pour les musulmans à ne pas rechercher l'unité syrienne ni arabe »<sup>95</sup> Georges Naccache résume ce pacte en postulant que « c'est sur un double refus que la chrétienté et l'islam ont conclu leur alliance »<sup>96</sup>.

---

<sup>89</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>90</sup> *Ibid.*, p.106.

<sup>91</sup> « رجال الاستقلال » *Rijal al Istiqlal*, terme qui fait référence au Liban aux leaders de l'indépendance (Béchara el Khoury, Riad el Solh, Camille Chamoun, Adel Osseiran, Abdel Hamid Karamé, Salim Takla, etc.).

<sup>92</sup> Kais FIRRO, *op. cit.*

<sup>93</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Pacte national libanais. [En ligne] <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Pacte-National-libanais.html>, (consulté le 8 août 2018).

<sup>96</sup> Georges NACCACHE, « Deux Négations ne Font pas une Nation », in *L'Orient*, 10 mars 1949.

Le Liban fait « un choix de reconnaître et d'institutionnaliser le pluralisme <sup>97</sup> ». Ce pacte, en effet, instaure la tradition non écrite des trois postes centraux de l'État en attribuant aux maronites le poste de Président de la République, aux sunnites le poste de Premier ministre et aux chiïtes le poste de Président de l'Assemblée nationale. Le choix se fit sur les bases de la majorité numérique des communautés articulée dans le recensement (unique au Liban jusqu'à aujourd'hui) de 1932<sup>98</sup>. Le Liban poursuit ainsi la tradition inaugurée déjà sous le mandat français.

Par ces choix, le pays se retrouve, pour beaucoup, comme le dernier bastion où s'expriment aussi explicitement les restes de l'administration ottomane et son système de *millet*. Mais tant bien le Pacte National sera voulu comme un effort et un choix nécessaire pour le vivre-ensemble recherché tant bien il sera le choix qui mena aux crises qui vont suivre l'indépendance du jeune Liban.

#### **D. Remise en question du Pacte National et de l'ordre établi : de l'Indépendance à la crise de 1958, de 1961 : les crises du nouvel État, le rôle de l'armée**

La construction libanaise illustrée par le Pacte National, comme toute construction, a ses limites. Il est vrai que beaucoup qualifient la période d'avant-guerre au Liban (donc avant 1975) comme l'âge d'or du Liban. Encore aujourd'hui, on en vante la qualité de vie de l'époque, l'ouverture, le secteur bancaire florissant, l'économie flamboyante. Mais on ne peut garantir la survie d'une construction aussi fragile par de tels indicateurs. Il est intéressant de voir que Georges Naccache le prévoyait déjà en 1949 en écrivant dans *L'Orient* <sup>99</sup> un article qu'il nomma « Deux Négations Ne Font Pas Une Nation ». Il y disait « Le fameux Pacte de novembre – qui est le pacte fondamental de l'indépendance nationale - porte en lui les contradictions qui rendent tout gouvernement impossible »<sup>100</sup>.

Les contradictions que portait en lui le Pacte National s'avèreront au cœur des tensions à venir au Liban. La fragile construction connaîtra sa première crise lors des événements de 1958 lorsque les courants panarabes et de gauche se sont insurgés contre le Président Camille Chamoun, favorable alors au Pacte de Bagdad. Ainsi, le mandat du deuxième Président du Liban, Camille Chamoun, illustrera fortement les premières tensions issues de son équilibre fragile. Ce dernier ira même à faire appel à l'aide des États-Unis qui interviendront. La fin de ces tensions entre pro-gouvernement libanais et pan-arabistes se soldera par la sortie de Chamoun et la succession de Fouad Chehab à la présidence de la République en septembre 1958. En effet, Chehab fut jugé comme le plus adéquat à reprendre les rênes du pouvoir, dû à la position qu'il prit en tant que commandant en chef de l'armée libanaise<sup>101</sup>. Mais quelques années après, soit en 1975, une plus grande crise plongera le Liban dans une guerre civile de quinze ans, guerre qui paralysera l'ensemble des institutions étatiques.

Les causes au fond des événements de 1958 reposent au sein du problème identitaire libanais. Tout comme l'idée phénicienne ne peut être cohérente pour le pays vu qu'elle est rejetée par les musulmans, la formule nationaliste arabe ne peut lui être appliquée non plus car elle est perçue par les chrétiens comme un danger à la souveraineté du pays<sup>102</sup>.

Ainsi, nous rentrons de nouveau dans une impasse, causée par la double négation du pacte national, où « on sait ce que l'autre refuse mais on ne sait pas ce qu'il veut »<sup>103</sup>. La crise alors s'articule autour des positions pro-

---

<sup>97</sup> Tamirace FAKHOURY, *op. cit.*

<sup>98</sup> Bud KHEIF, « La crise ethnique au Liban: vers une analyse socioculturelle », in *Sociologus*, Nouvelle série, 1984, Vol. 34, No. 2, pp. 121-139.

<sup>99</sup> Journal fondé en 1924 par Georges Naccache et Khabbaz, fusion avec *Le Jour*, aujourd'hui *L'Orient-Le Jour*.

<sup>100</sup> Georges NACCACHE, *op. cit.*

<sup>101</sup> Stéphane MALSAGNE, « L'armée libanaise de 1945 à 1975. Du socle national à l'effritement », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2014, Vol. 124, No. 4, pp. 15-31.

<sup>102</sup> Kamal SALIBI, *op. cit.*

<sup>103</sup> Georges NACCACHE, *op. cit.*

occidentales du président Chamoun et du Pacte de Bagdad. Chamoun affirmait son soutien au Pacte deux ans après sa position lors de la Guerre de Suez et dans une période d'élan panarabe ; il ne faut pas oublier qu'en 1958, la Syrie et l'Égypte créaient la République Arabe Unie. De plus, l'intervention étatsunienne au Liban était déjà envisagée depuis septembre 1957<sup>104</sup>. Ce qui résulte alors de ces tensions est clairement la conséquence de l'équilibre fragile concernant l'identité que se donne le Liban. Celle-ci montre alors qu'elle n'est pas unificatrice autour d'une idée nationale commune – plutôt indéfinie – mais disjonctive, sur des lignes et des logiques sectaires habillées de politique. En effet, même si ces dernières étaient latentes et qu'une « pudeur » des communautés était dominante<sup>105</sup>, elles étaient – et non seulement en 1958 mais toujours – néanmoins un facteur central dans différentes positions à l'égard des différentes décisions politiques<sup>106</sup>.

Les limites du Pacte National ne se manifestent pas uniquement dans des défis armés et des conflits sur le terrain mais aussi dans des choix plus subtils participant au projet de la légitimation de l'État. Le facteur le plus frappant en ce qui concerne le Liban est celui de l'historiographie nationale, totalement absente, depuis l'indépendance et même plus, depuis sa création en 1920<sup>107</sup>. Mentionné dans l'introduction, le martyr Saïd Fakhr el Din, seul martyr de l'indépendance<sup>108</sup>, est tombé dans un oubli fruit du conflit identitaire libanais, ce dernier ayant été partisan du Parti Socialiste National Syrien de Antoun Saadé<sup>109</sup>. Comment alors se construit la nation libanaise prônée par Corm, Chiha et d'autres quand l'appareil d'État ne met pas en marche ce même processus ? Il ne peut advenir seul et une nation ne peut voir le jour naturellement comme nous l'avons déjà expliqué. La nation est une construction de l'État, « ce n'est pas la nation qui construit l'état, mais bien l'État qui construit la nation ». Cette dernière se met en place autour de biais multiples et dont le principal est l'histoire, l'historiographie et le mythe autour duquel se construit et à laquelle se réfère le groupe. Ce processus ne fut que très peu articulé dans le Liban post-mandataire et procéda par une libanisation d'une historiographie maronite dont le point central est la Montagne et dont le rôle principal est une légitimation du nouvel État – remis en question par diverses mouvances – par la référence à l'Émirat autonome et le statut d'autonomie du Mont-Liban notamment ottoman<sup>110</sup>. En effet, Candice Raymond note un faible interventionnisme en matière d'historiographie dans le Liban d'avant-guerre<sup>111</sup>. Ainsi, on voyait fleurir sous diverses plumes des historiographies teintées de volontés et recherches de légitimités politiques.

L'historiographie officielle, quant à elle, se positionne, comme le Pacte National, sur un piédestal « neutre » où, au final, l'État cherche à créer une identité libanaise détachée sinon dénuée d'affiliations pouvant déséquilibrer la fragile balance sur laquelle le consensus tient. Une réconciliation et encore plus, un compromis, se fait au niveau de l'historiographie donc, « c'est comme si un peu de chaque identité communautaire était gommé afin de prévenir le choc avec les autres et que l'État venait occuper – ou être – cette surface gommée »<sup>112</sup>.

---

<sup>104</sup> Voir aussi la *review* écrite par Kirsten SCHULZE de l'ouvrage de Walid PHARES, « Lebanese Christian Nationalism: The Rise and Fall of an Ethnic Resistance », in *International Journal of Middle East Studies*, Nov. 1996, Vol. 28, No. 4, pp. 612-614.

<sup>105</sup> Elisabeth PICARD, « Les Habits Neufs du Communautarisme Libanais », in *Cultures & Conflits*, 1994, No. 15-16, pp.49-70.

<sup>106</sup> Ralph CROW, « Religious Sectarianism in the Lebanese Political System », in *The Journal of Politics*, 1962, Vol. 24, No.3, pp. 489-52.

<sup>107</sup> Candice RAYMOND, *op. cit.* p.76.

<sup>108</sup> Al Akhbar, [En ligne] <https://www.al-akhbar.com/Community/60746> (consulté le 1 mai 2018).

<sup>109</sup> Entretien avec Mohammed Softli, [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=iM9Q2ZhW4bk&t=465s> (consulté le 3 mai 2018).

<sup>110</sup> Pour la valorisation de la Montagne, voir « L'Ombre s'étend sur la Montagne », in *La Revue Phénicienne*, juillet 1919. Voir aussi Candice RAYMOND, *op. cit.*

<sup>111</sup> Candice RAYMOND, *op. cit.* p.76.

<sup>112</sup> Ahmad BEYDOUN, « Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains », in *Publications de l'université libanaise*, Beyrouth, 1984, pp. 333-334.

Pour la communauté maronite, l'indépendance, signifiera, en premier lieu, la nécessité de l'adaptation de son historiographie que nous considérons comme celle qui fit du Liban (ou plutôt du Mont-Liban) son objet principal<sup>113</sup>. Ainsi, nous passons avec l'indépendance d'une historiographie maronite communautaire à une historiographie maronite libaniste<sup>114</sup>. Comme cela a été dit précédemment, l'influence de Michel Chiha jouera un grand rôle dans la construction nationale libanaise. Ainsi, nous observons une historiographie qui se basera évidemment sur l'histoire antique et le passé antique du territoire et une valorisation des Emirs considérés indépendantistes, Fakhr el Din II et Bachir II. Par cette adaptation, on relie la Montagne au passé antique comme dans les écrits phénicianistes. Cependant, l'État reste très peu interventionniste en ce qui concerne l'écriture de l'histoire le plus souvent léguée à des acteurs privés, des historiens. On observe par contre des sélections en ce qui concerne certaines parties de l'histoire surtout en ce qui concerne les événements de 1840 et 1860. Nous cherchons ainsi à rendre flous des périodes qui remettraient en cause l'idéal du vivre-ensemble recherché pour la création du Liban et la légitimation de l'histoire construite pour l'établissement de l'État. Candice Raymond évoque une « neutralisation » et une prise de distance avec les questions sensibles<sup>115</sup>. Cependant, le revers de ce laissez-faire engendre naturellement une faible identité nationale susceptible de rassembler autour de l'État une seule nation forte et solide, but que se fixe au final le nationalisme.

Ce laissez-faire avec l'historiographie nationale ne connaît jusqu'à aujourd'hui aucun revers ou changement. Cette absence d'intervention de l'État en ce qui concerne l'écriture de l'histoire officielle se manifeste le plus clairement dans les manuels d'histoire scolaire, qui s'arrêtent en 1946 avec le départ des dernières troupes françaises. Tout comme les événements de 1840 et 1860, on n'ose pas aborder les sujets qui fâchent et dans ce cas encore plus fâcheux, le sujet de la guerre civile qui remettrait en question tout le système actuel et paverait le chemin à un potentiel ébranlement peut-être de l'ordre politique présent. Nous observons alors des histoires du Liban émanant d'auteurs, de chercheurs, parfois mandatés par l'État<sup>116</sup>. Ainsi, aucune tentative, volontaire, de construire une histoire forte qui entamerait des réconciliations concrètes engageant des paiements de comptes et donc d'un travail de mémoire soit-il sur, en premier lieu, les divergences à l'aube de la création du Liban moderne et en deuxième lieu, de la guerre civile.

Nous pouvons ainsi parler d'un vide quant au principal biais du nationalisme, celui de l'établissement d'une historiographie basée sur des mythes fondateurs et une lutte commune contre un envahisseur. Le scénario phénicianiste n'a pas pu remplir pleinement cette tâche de par son exclusivité et les agresseurs dans la période moderne n'ont jamais été les mêmes pour tout le monde pour diverses raisons si nous nous penchons sur l'histoire contemporaine du Liban<sup>117</sup>. Même au Moyen-Âge, les croisades par exemple, ont été les alliés de certains notamment les maronites et les ennemis des autres (des ennemis chrétiens aussi). De plus, des rivalités entre maronites ont bien eu lieu tout au long de l'histoire. Dans le Liban du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour ne pas citer les clivages postindépendance, l'exemple de Youssef Bey Karam que nous avons cité auparavant illustre très bien ce clivage.

Le vacuum créé par l'absence d'une historiographie nationale renforce encore plus les sentiments communautaires qui viennent se manifester dans les appartenances politiques et la légitimation de l'État. Ainsi, un président de la République censé rassembler sous son aura tout citoyen sunnite, chiïte, druze ou maronite en vient à être sans légitimité pour certains. Pour ce fait, nous n'avons qu'à constater les différentes vues concernant l'ancien président et chef des Forces libanaises pendant la guerre civile de Bachir Gemayel, certes

---

<sup>113</sup> L'historiographie maronite trouve ses sources principales dans les écrits des hommes d'église maronites, qui retracent l'histoire de leur communauté, notamment avec le Patriarche Estephan el Douaihy au XVII<sup>ème</sup> siècle.

<sup>114</sup> Candice RAYMOND, *op. cit.*

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.78.

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> Voir l'œuvre de Fawwaz TRABOULSI, *A Modern History of Lebanon*, et Kamal SALIBI, *Histoire contemporaine du Liban*, citées plus haut.

un exemple peu ordinaire. Encore aujourd'hui, pour certains<sup>118</sup>, Bachir Gemayel est considéré comme un collaborateur qui voyait en Israël un allié, dont il fallait se débarrasser.

Ces mêmes sentiments s'expriment envers, notamment, celui qui déposa la bombe en bas de chez lui, Habib al Chartouni, considéré comme un héros par certains et comme un pur assassin par d'autres<sup>119</sup>. Nous retrouvons, en réalité, peu de consensus à niveau de toutes les communautés concernant les figures de la guerre civile ou plus simplement d'une vision de celle-ci axée autour de la réconciliation et de la mémoire. Cela marque l'échec pur et simple de la reconstruction post-guerre marqué par un effacement de l'histoire. Cet effacement se caractérise le plus explicitement dans la sphère publique et surtout dans l'espace public qui dans la capitale de Beyrouth, manifesterait la loi d'amnistie de 1991 par une amnistie urbaine<sup>120</sup>.

Le Pacte National incarne alors parfaitement cette définition et répond aux appartenances multiples mais, il incarnera aussi les limites de telle construction. Si l'affirmation identitaire recherchée est perçue comme une tentative de créer un espace de vivre-ensemble, la foi en un État libanais qui puisse rendre cette cohabitation possible était relativement faible en 1943.

Ainsi, la République libanaise va incarner ces différents éléments en mettant en place un système politique en institutionnalisant au plus haut degré le facteur confessionnel. Cette logique émane au final d'un désir d'inclusion des différentes communautés comme l'exprimait Michel Chiha sous le mandat. Les idées de Chiha et d'autres phénicianistes se reflèteront aussi dans les choix économiques du Liban concentrés sur le secteur tertiaire, les banques et services. Cela est dû aussi au fait que les hommes au pouvoir y voyaient que leurs intérêts s'y jouaient aussi. Ainsi, nous ne pouvons pas dire que l'effet du libanisme ou du phénicianiste, est nul. À l'inverse, son influence dans la sphère publique fut bien prononcée. À titre d'exemple, nous pouvons citer le musée national, qui mériterait une étude à part quant à sa participation à l'édification d'une identité nationale libanaise.

Ce discours particulier, reporté le plus souvent par des partisans d'une cause ou d'une idéologie « libaniste », s'inspire en grande partie de l'idéologie phénicianiste. On observe ainsi, la continuation de l'idéologie phénicianiste, revisitée dans le nouvel État naissant de la République libanaise.

Ces mécanismes susmentionnés nous font réfléchir alors au succès de la construction libanaise. Est-ce que l'État régi par le Pacte National arriva aux fins espérées ? Est-ce que les mécanismes mis en place ont-ils mené à l'édification d'une nation unie ? Et comment construire une nation dans l'absence d'une armée nationale (nous avons susmentionné l'absence d'une résistance armée nationale et le fait que l'armée libanaise émanait de la Légion d'Orient française), malgré l'importance que joue une armée dans la logique nationaliste ?

Dans ce qui suit nous allons traiter ces questions en analysant la position qu'occupe l'armée nationale libanaise. Nous aborderons son histoire pour ensuite l'observer face aux crises qui traverseront le pays au XX<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, nous tenterons de comprendre sa place dans le processus d'édification de la nation libanaise.

---

<sup>118</sup> Nous précisons que ces sentiments ne sont pas exclusifs. Les critiques envers Bachir Gemayel peuvent être adressées aussi bien par les Maronites. Ces sentiments envers les politiques et idéologies ne sont pas toujours exclusifs tout comme les sentiments d'appartenance aux idéologies phénicianistes ou arabistes. Tout maronite n'était pas phénicianiste et tout chiite aujourd'hui n'est pas fervent partisan du *Hezbollah*. Cependant, ces logiques communautaires priment et se manifestent beaucoup plus explicitement.

<sup>119</sup> Claude ASSAF, « La tension est brusquement montée entre étudiants Kataëb et PSNS devant l'AUB », [En ligne] <https://www.lorientlejour.com/article/983022/la-tension-est-brusquement-montee-entre-etudiants-kataeb-et-psns-devant-laub.html>, (consulté le 20 avril 2018).

<sup>120</sup> Nous évoquons ici la reconstruction de Beyrouth par le groupe « SOLIDERE ». N'étant pas notre sujet, nous ne développerons pas cette question. Nous renvoyons à un travail que nous avons effectué auparavant dans le cadre académique en 2016.

## IV. L'armée libanaise : histoire, pouvoir et limites

Ce chapitre traitera de l'histoire de l'armée libanaise depuis sa fondation. Cela implique une discussion sur son rôle dans les crises politiques qu'a connues le Liban. En premier lieu, nous aborderons sa création puis sa composition, en s'appuyant également sur le travail de terrain effectué mais aussi, et surtout, comment l'armée évolue dans un système politique confessionnel.

### A. De la construction de l'armée libanaise

En prenant en compte la diversité des éléments historiques ainsi que des événements, leurs enjeux et leurs limites, nous remarquons l'absence d'une armée nationale libanaise, au sens d'une armée qui est censée répondre à des critères comme représenter, incarner et protéger la nation et son peuple. De plus, nous remarquons que l'armée libanaise s'inscrit comme une exception dans un cadre régional marqué par des armées fortes, par des coups d'États militaires ne serait-ce qu'en Syrie voisine, ou en Égypte et en Irak. En effet, nous pouvons dire qu'au Liban, nous avons une forme d'État avec un système militaire dual<sup>121</sup> où l'armée n'est pas le seul appareil sécuritaire sur le terrain.

Aussi, nous pouvons observer que l'armée libanaise est souvent définie comme une armée marquée par une absence de cohésion nationale, mais une forte allégeance à l'État<sup>122</sup>, caractéristique que nous observons dans le manque d'intervention auprès d'un gouvernement plus qu'un autre<sup>123</sup>, mais aussi dans l'absence quasi totale de coups d'États<sup>124</sup>. Comme l'a rappelé Moussa : « l'armée libanaise n'est pas une armée de coup d'État »<sup>125</sup>. De ce fait, nous pouvons affirmer l'existence d'une forte allégeance au statu quo, dans d'autres termes, au Pacte National. Beaucoup de raisons appuient cette affirmation. Moussa, par exemple, s'attarde sur l'origine sociale des officiers<sup>126</sup>. Pour toutes ces raisons, les manifestations de l'armée libanaise dans la sphère publique méritent une analyse dans un État, où seule cette dernière « émanation de la nation » se manifeste explicitement dans l'espace public, dans une société dont l'histoire n'est certainement pas marquée par des héros nationaux, sinon quelques généraux de l'armée qui sont représentés comme tel. Evidemment, un facteur important à garder en tête en ce qui concerne ce travail est le fait de l'absence de culte de personnalité et cela depuis l'indépendance, au Liban. Contrairement aux pays voisins tels que la Syrie ou la Turquie encore, on ne remarque pas de figure au Liban, la manifestation la plus flagrante est l'absence de n'importe quel visage sur la monnaie que nous définissons de nationale.

---

<sup>121</sup> Mourad CHABBI, « L'armée tunisienne une exception militaire arabe ? » in Saïd HADDAD, (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2016, pp. 62-63,

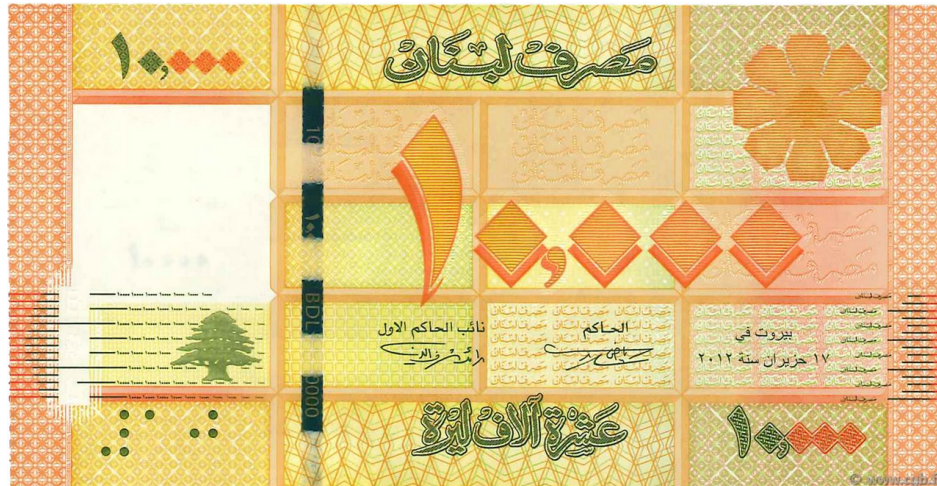
<sup>122</sup> Florence GAUB, « Introduction », in Saïd HADDAD, (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2016, p. 26.

<sup>123</sup> Voir les analyses sur le rôle de l'armée notamment en 1958 et en 1975, par choix ou par paralysie du gouvernement, l'armée a souvent sinon toujours joué un rôle neutre. Voir la crise de 2008, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe », in *Les Champs de Mars*, 2012, Vol. 23, No. 1, p. 58.

<sup>124</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.* p.62.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> *Ibid.* L'auteure ajoute que « La classe sociale aisée dont émanent beaucoup d'officiers de l'armée libanaise à ses débuts reflètent une exception dans le large paysage arabe où l'ouverture de l'institution militaire aux différentes classes accélère la dynamique révolutionnaire ».



« 10'000 livres libanaises »<sup>127</sup>

Ces caractéristiques de l'armée libanaise sont des résultats de l'histoire d'une armée plurielle, se voulant un miroir de la société<sup>128</sup> de l'État qu'elle prétend défendre. L'institution ainsi joue un rôle autant « social que garant des institutions et des frontières reconnues internationalement »<sup>129</sup>. Nous avons pu observer, au début de notre travail, l'importance de l'armée dans la construction nationale dans ses grandes lignes. De là, nous allons entamer notre analyse de ce rôle par, notamment, le biais de l'image dans la sphère publique.

Avant de voir le rôle que joue l'armée libanaise dans la construction nationale et les manifestations de celle-ci, je me pencherai en premier lieu, comme ce fut le cas au début de l'étude, sur l'histoire, celle de l'armée, afin de mieux comprendre la construction et le cadre dans lequel s'inscrit notre objet.

L'histoire de l'armée libanaise n'est pas l'histoire d'une armée ou guérilla d'indépendance comme ce fut le cas en Algérie, ou une armée se créant dans un État fort et qui au fil des siècles se constitua pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui, comme l'armée égyptienne dont l'histoire remonte à l'époque du khédivé Mehmet Ali Pacha. L'histoire de l'armée libanaise peut-être rapprochée dans un sens de celle de l'armée jordanienne dans le sens où celle-ci ne voit le jour qu'à travers les forces mandataires mais aussi de l'histoire de l'armée syrienne. Celle-ci se construit surtout dans un contexte de société fragmentée et rendue imperméable ainsi aux idées révolutionnaires<sup>130</sup>. Ces deux facteurs sont considérés comme cruciaux dans l'impact de la guerre sur la construction étatique telle qu'étudiée par Taylor et Botea<sup>131</sup>. Nous pouvons déduire de la thèse de ces auteurs que l'armée libanaise est relativement faible et n'a pas une importante assise populaire. De plus, l'armée ne se construit même pas autour d'une guerre et n'est pas un objet à renforcer à la sortie de la guerre israélo-arabe de 1948<sup>132</sup>.

En outre, il ne faut pas oublier de mettre en parallèle les intérêts économiques de l'élite libanaise au pouvoir, point observé dans la première partie. De ce fait, renforcer la capacité de l'armée, en risquant de frôler un coup d'État, ne va certainement pas dans les intérêts de la classe dirigeante. Aussi, pour des raisons comme la représentation de la société et la garante des institutions<sup>133</sup>, le système de régime militaire n'a jamais été favorisé, même si, pour rappel, certains l'ont défendu mais sans que leurs voix aient abouti à la concrétisation

<sup>127</sup> Un billet de dix mille livres libanaises, [En ligne] [https://www.cgb.fr/10000-livres-liban-2012-p-92-neuf,b97\\_2860,a.html](https://www.cgb.fr/10000-livres-liban-2012-p-92-neuf,b97_2860,a.html) (consulté le 11 août 2018).

<sup>128</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.*

<sup>129</sup> « Préface », in Sami RIHANA, *Histoire de l'armée libanaise contemporaine*, Beyrouth, Editions Visa, 1984.

<sup>130</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.*

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> « Préface », in Sami RIHANA, *op. cit.*

d'un tel régime<sup>134</sup>. Il faudra attendre 1961 pour voir une tentative de coup d'État avec un faible nombre d'officiers et le PSNS (Parti Socialiste National Syrien). Ce coup d'État manqué montre un facteur de plus qui empêche sa réussite. Tout coup doit avoir une assise populaire. Dans le contexte égyptien surtout, l'armée arrive en 1952 comme un mouvement révolutionnaire appuyé par le peuple contre une monarchie soumise. En Irak, il en est ainsi pour les officiers libres en 1958. Ainsi, au Liban, avec une assise populaire absente, les services de renseignements de la période chéhabiste entravent l'acheminement avant même le maintien ou la mise en place du régime militaire. Nous aurons alors à faire à une société fragmentée, où l'allégeance à la communauté prime même dans l'institution militaire ; cela se manifeste par sa non-intervention dans des conflits internes pouvant tourner en conflit confessionnel<sup>135</sup>. La peur de retomber dans un effritement de l'institution comme en 1975 hante toujours les esprits<sup>136</sup>. Ainsi, dans ce qui suit, après avoir tracé une brève histoire de l'armée libanaise, nous allons nous concentrer sur sa trajectoire historiquement jusqu'en 2005 et ensuite sur les manifestations dans un cadre post-2005 – l'importance sera soulignée plus loin – de l'armée dans la sphère publique dans une perspective de comprendre ses efforts dans le processus de construction nationale.

L'histoire de l'armée libanaise remonte aux forces formées sous la puissance mandataire française sous la tutelle de la Légion d'Orient. Cette dernière se développe au début du XX<sup>e</sup> siècle dans un contexte de Première Guerre mondiale et émane du Détachement français Palestine-Syrie<sup>137</sup>. Il est important de noter que la Légion étrangère française comptait parmi ses rangs, durant la Première Guerre mondiale, des volontaires issus du Moyen-Orient, tels que des Syriens et des Libanais. Les Comités nationalistes à Paris saisissant l'occasion de la guerre pour servir les intérêts nationaux encourageaient ainsi l'engagement auprès de ses troupes<sup>138</sup>. Les éléments libanais dans ces corps seront incarnés par les forces auxiliaires libanaises et des officiers libanais formés à l'École de Damas dès 1921 se mirent petit à petit à jouer des rôles importants dans les aspirations nationalistes. Nous pouvons observer ici les premières inspirations d'acteurs militaires dans le jeu politique libanais, cependant nous ne pouvons pas considérer ce mouvement comme un mouvement armé indépendantiste bien évidemment. L'Armée du Levant en place depuis les débuts du mandat fut dissoute en 1941 – il ne faut pas omettre le contexte français dans les événements qui ont lieu en territoire sous mandat – et avec elle les troupes spéciales du Levant<sup>139</sup>. Ces deux corps répondaient à la France de Vichy et furent remplacés par les Forces françaises libres du Levant.

La Seconde Guerre mondiale déclencha la dernière phase pour l'indépendance du Liban. En ce qui concerne les corps armés, les officiers libanais dans les troupes spéciales libanaises jouèrent un rôle significatif. Un sentiment nationaliste premier émanait le 21 septembre 1939 contre la participation des troupes libanaises en dehors du territoire<sup>140</sup>. Plusieurs prises de positions suivirent et beaucoup d'officiers étaient proches de cercles nationalistes aussi bien que de la figure de Béchara el Khoury ou de Michel Chiha. Ainsi, le 26 juillet 1941, une première décision marquant l'indépendance des troupes spéciales libanaises fut signée<sup>141</sup>. Cependant, et comme le cite Sami Rihana, les signataires de la décision sont majoritairement chrétiens et maronites, ce qui induit, après réalisation du contexte développé au début, une forte corrélation confessionnelle déjà à l'époque quant à la politique du Liban. On peut citer notamment le capitaine Jamil Lahoud, proche du gouvernement

---

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> Sami RIHANA, *op. cit.*

<sup>136</sup> En 2013, les combats dans le Sud du pays à Sidon menacent la stabilité de l'armée. Des appels à la défection sont lancés par le Cheikh Ahmad el Assir, <https://www.youtube.com/watch?v=xdcG5YdDm1c>, (consulté le 14 avril). Aussi, en 2014 les conflits avec Al Nusra dans la Beqaa refont remonter le spectre des défections.

<sup>137</sup> Sami RIHANA, *op. cit.*

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> *Ibid.* p. 241.

<sup>141</sup> *Ibid.*

libanais comme beaucoup d'autres officiers et dont les aspirations nationalistes étaient claires même pour les autorités françaises<sup>142</sup>.

Suite à la déclaration d'indépendance du 22 novembre 1943, la problématique de transfert des bataillons libanais sous autorité française commença à se poser (il en fut de même pour le gouvernement syrien). C'est une bataille politique qui s'établit alors entre la France d'un côté et la Syrie et le Liban de l'autre. En effet, la grande partie des bataillons libanais se trouvait encore sous l'autorité française, qui voulait garder une place privilégiée au Liban à travers sa présence armée. En avril 1945, un contingent sénégalais français débarque à Beyrouth sans informer les autorités libanaises. Cet incident provoque de fortes accusations et aboutit à l'intervention de troupes britanniques et américaines au Liban lors de l'été 1945, afin de faire pression sur la France pour retirer ses forces armées. C'est alors que se mit en place le transfert des Troupes spéciales aux autorités nationales respectives<sup>143</sup>. Le 8 juillet 1945, la décision de transfert des Troupes spéciales au gouvernement libanaise se fit savoir. « La France transfère à la République libanaise la totalité des forces militaires connues sous le nom des Troupes spéciales et recrutées parmi les nationaux libanais »<sup>144</sup>. Le 1<sup>er</sup> août 1945 a été choisi comme date de passation des troupes sous commandement libanais<sup>145</sup>, cela veut dire que l'armée passa sous le commandement direct libanais du colonel Fouad Chehab. Cette date est, encore aujourd'hui, célébrée au Liban comme la fête de l'Armée. Cependant, le départ du dernier soldat français du Liban ne s'effectue qu'au le 31 décembre 1946, événement nommé *Al jala*<sup>146</sup>. Par cet acte, la France abandonnait toute « idée de s'assurer, au Liban et en Syrie, une position privilégiée »<sup>147</sup>. Cette évacuation, également fruit de luttes politiques, allait s'achever par la conclusion d'un traité franco-britannique pour l'évacuation des Etats du Levant par les forces françaises et britanniques<sup>148</sup>.

Dès lors, l'armée libanaise devenait une armée pensée comme purement nationale où il fallait conserver l'équilibre communautaire. Fruit du pacte national, le commandant en chef de l'armée devait être maronite et des divisions internes se mirent en place dans le souci de la représentation de la société libanaise. Cette armée, perçue comme « chrétienne »<sup>149</sup> jusqu'à la guerre civile, intégrera en partie le système milicien qui s'est établi<sup>150</sup>.

Dès sa fondation, l'armée conserve sa position consensuelle. La première manifestation de ce commandement se voulant nationale et proche du peuple se manifeste dans la décision du général Fouad Chehab durant la crise de 1952 poussant à la démission du Président Béchara el Khoury. Le général Chehab ne répond pas aux appels à l'aide de la Présidence en clarifiant que l'armée était là afin de maintenir l'ordre mais n'était pas prête à s'attaquer à la population libanaise<sup>151</sup>. Ce même scénario se répétera en 1958 face à la crise susmentionnée durant le mandat de Camille Chamoun. La position du général Chehab pavera son accès à la présidence de la République suite au mandat de Camille Chamoun liant pour la première fois et directement la politique et le gouvernement à l'armée. Cependant, les efforts du général Chehab durant son commandement de l'armée afin de renforcer l'armée nationale seront bloqués et virulemment opposés durant son mandat présidentiel par, notamment, les élites chrétiennes<sup>152</sup>. Cette opposition montre clairement la peur de perdre les avantages que tiraient les élites du système fragmenté et clientéliste. Ainsi, « les élites dirigeantes libanaises ont voulu une

---

<sup>142</sup>« Jamil Lahoud, l'instigateur de cette affaire était, d'ailleurs, réputé pour ses idées nationalistes », in Sami RIHANA, *op. cit.* p. 242.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> Voir déclaration relative au transfert des Troupes spéciales aux gouvernements syrien et libanais, *ibid.*, p. 247.

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> الجلاء qui se traduit par le départ ou l'évacuation.

<sup>147</sup> Sami RIHANA, *op. cit.*

<sup>148</sup> Pour plus d'informations sur les rapports franco-britanniques au Levant, voir James BARR, *A Line in the Sand*, Londres, Simon & Schuster, 2012.

<sup>149</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.*

<sup>150</sup> *Ibid.* p.67.

<sup>151</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>152</sup> Nayla MOUSSA, « Loyalties and Group Formations in the Lebanese Officer Corps », in *Regional Insight*, Carnegie Endowment for International Peace, 3 mars 2016.

armée réduite et faible, afin de se prémunir contre toute remise en cause de l'ordre politico-économique établi, fondé sur la démocratie consociative et la tertiarisation de l'économie »<sup>153</sup>.

Président, Fouad Chehab impulse un nouveau rôle à l'armée. L'institution est articulée comme un pilier dans le nouvel aménagement du territoire et joue ainsi un nouveau rôle. L'armée n'est plus cantonnée à la protection des frontières<sup>154</sup>. Bien que la présidence soit assurée par un commandant de l'armée, aucune tentative de mise en place d'un régime militaire n'aura lieu. L'armée jouera un rôle de reflet de la société en ce qui concerne les répartitions communautaires. Ainsi s'ajoutera à son rôle dans le développement, un volet social venant l'affirmer comme une institution fortement nationale<sup>155</sup>.

L'absence de service militaire obligatoire au Liban jusqu'en 1974<sup>156</sup> est chose intéressante aussi. Le président Chehab regardait l'armée comme une école de la nation<sup>157</sup>. Néanmoins, l'absence du service militaire obligatoire ne pouvait l'établir comme telle. En effet, c'est en passant par l'armée et l'uniforme que le processus de création de l'identité nationale chez le citoyen se forge et que les barrières confessionnelles tombent<sup>158</sup>. De plus, l'absence de ce dernier dans la phase postindépendance ferait un objet d'analyse intéressant à mentionner. Malsagne parle de trois phases en ce qui concerne l'armée libanaise, la première s'étalant de 1945 à 1975 est celle de la construction<sup>159</sup>. L'échec de cette phase se caractérisera par l'effritement de cette dernière, sa fragmentation, sa fragilisation successive et sa faiblesse à l'aube de la guerre en 1975. Incarnant pour beaucoup une entité nationale, elle ne pourra pas faire face aux critiques successives dans les années 1960 et le début des années 1970 face aux facteurs externes se superposant au Liban suite à la crise israélo-palestinienne, les opérations menées depuis le territoire libanais et les divergences gouvernementales concernant les actions à entreprendre<sup>160</sup>.

La crise de 1975 ouvrant la porte à quinze années de guerre, est souvent rattachée à la date du 13 avril 1975 et à l'incident communément appelé au Liban « le bus de *'Ain el Reméneh* »<sup>161</sup>. Cependant, on pourrait faire remonter la cause principale aux événements de Saida (Sidon), le 26 février 1975. Maarouf Saad, député nassériste de la ville fut touché par un sniper de l'armée libanaise pendant les manifestations et trouva la mort quelques jours plus tard, dans un hôpital de Beyrouth<sup>162</sup>.

Ainsi, on observe dès lors les prémices de l'effondrement concret de l'institution militaire qui se poursuivra jusqu'à la reconstruction après les accords de Taëf. La crise de 1975 n'est pas seulement l'échec de l'État d'avoir répondu aux problématiques au cœur de la création du Liban en 1943 et aux défis économiques auxquels l'élite mercantile a cru répondre par annexion de territoires à la déclaration du Grand Liban, mais aussi, elle illustre l'échec du gouvernement et de l'armée nationale, considérée source de violence, d'avoir pu établir et mis en place une identité forte autour des institutions supposées nationales.

---

<sup>153</sup> Stéphane MALSAGNE, *op. cit.*

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Ibid.* L'auteur rappelle aussi que le service militaire est suspendu pendant la guerre, rétabli en 1991 suite aux accords de Taëf et aboli en 2005.

<sup>157</sup> Nayla MOUSSA, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe », *op. cit.* p.61.

<sup>158</sup> Entretien le 16 avril 2018 avec le général Abdel Kader.

<sup>159</sup> Stéphane MALSAGNE, *op. cit.*

<sup>160</sup> *Ibid.*, p.24.

<sup>161</sup> بوسطة عين الزمانة Bostat 'Ain el Reméneh.

<sup>162</sup> Pour plus d'informations concernant les événements de 1975 et les causes de la guerre, voir Fawwaz Traboulsi, Xavier Baron et Kamal Salibi.

## B. L'effritement durant la guerre civile et la politisation

En 1975, la guerre civile éclate et durera quinze ans. En réalité, les causes de cette dernière se sont accumulées au final de plus d'une décennie. Afin d'éviter de discuter de la guerre civile dans son ensemble, nous allons simplement nous focaliser sur un marqueur important, qui est l'année 1967, date de la Naksa et de la deuxième défaite arabe contre Israël. Pour certains, c'est la date de la fin du panarabisme aussi<sup>163</sup>. Au Liban, l'année de 1969 aboutit sur les Accords du Caire qui permettront aux groupes palestiniens de s'armer et de mener librement leurs opérations contre Israël. Ces accords incarnent les demandes des nationalistes arabes libanais depuis 1967<sup>164</sup>. Ce facteur sera un des plus importants mobilisateurs dans le discours nationaliste chrétien libanais, pour qui l'importance de l'enjeu de la souveraineté nationale est une question primordiale sur laquelle il mobilisera des lignes sectaires. La déstabilisation fera place aux lois des milices divisées sur des bases autant communautaires, politiques que de lutte pour le contrôle du pouvoir. Quand bien même on avancera le facteur religieux pour décrire ce conflit, il va de soi de dire que ce n'était qu'un mécanisme mis en avant afin de légitimer un certain discours chez des populations alors devenues bien teintées des appartenances religieuses et afin d'accentuer la mobilisation<sup>165</sup>.

Il est important d'articuler cette guerre civile libanaise car durant cette dernière, l'effritement de l'État se caractérisera notamment par l'effritement de son armée nationale. Par ce processus, l'État ne détenait plus alors le monopole de la violence qui jusque-là lui était attribué et caractérisé notamment par le Deuxième Bureau dès 1965. C'est un régime de milice qui prend place sur la scène libanaise et les rapports de force changent, tributaires des soutiens étrangers à des fins exclusivement économiques et personnelles et non dans des logiques de « survie de la communauté » comme l'évoquait dans ces discours le chef des Phalanges et Forces Libanaises assassiné en 1982, Bachir Gemayel.

Curieusement, les combats les plus sanglants eurent lieu entre factions formées sur une même base communautaire. A titre d'exemple, la bataille de Safra en 1980 dans laquelle s'affronteront des milices maronites et les combats sanglants intra-chiïtes dans ce qu'on nommera « la Guerre des Camps » en 1985.

La guerre civile se terminera sur les accords de Taëf le 22 octobre 1989. Cet accord établira un nouvel équilibre communautaire. Il affirmera dans la Constitution l'identité du Liban en le qualifiant d'arabe : « Le Liban est arabe d'identité et d'appartenance »<sup>166</sup>. Cependant, ce qui est noté dans la Constitution n'est pas forcément vrai pour tous et sera remis en question dans les années qui suivirent, notamment par le recteur de l'Université Saint-Joseph des Pères Jésuites<sup>167</sup>. L'accord de Taëf, et avec le recul historique d'aujourd'hui, est devenu un outil renforçant les divisions communautaires. Ainsi, tout en sachant que le confessionnalisme est au cœur des problèmes au Liban, la sortie de la guerre civile ne fera que de le renforcer. Seule la logique confessionnelle est considérée capable de stabiliser le pays, en y voyant une étape (comme à l'indépendance) nécessaire pour aboutir à la fin du système confessionnel<sup>168</sup>. Cette étape doit aboutir à la formation d'un conseil qui viserait à établir des élections parlementaires non confessionnelles.

A l'aune de cette historiographie, et suite à cette longue guerre, l'État s'est effrité. Cela ne veut pas dire que l'État a été démantelé, comme dans le cas irakien en 2003, mais qu'au sortir de la guerre, il n'y avait pas de Président et l'État était déstabilisé ne pouvant négocier les accords de paix. L'effritement le plus marqué se

---

<sup>163</sup> Leyla DAKHLI, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, Vol. 103, No. 3, pp. 12-25.

<sup>164</sup> Kamal SALIBI *op. cit.*

<sup>165</sup> Ussama MAKDISI, *op. cit.*

<sup>166</sup> Accords de Taëf, Article 1, al. B.

<sup>167</sup> Jihad NAMMOUR, *op. cit.*

<sup>168</sup> Maya MIKDASHI, *op. cit.*

trouve dans les rangs de l'armée. En effet, celle-ci se retrouve complètement fragmentée suite aux scissions des généraux et lieutenants, qui ont commencé à désertir l'armée depuis octobre 1975<sup>169</sup>.

Après la confessionnalisation des rangs de l'armée qui existait déjà avant la guerre et les divisions des brigades sur des bases confessionnelles (« la huitième brigade était qualifiée de maronite, la onzième de druze, la deuxième de sunnite, la sixième de chiite »)<sup>170</sup>, s'amorce un processus de déconfessionnalisation de l'armée. Mais, ce processus n'a pas pu être appliqué dans les hauts rangs de l'institution militaire, institution nationale la plus respectée<sup>171</sup>. En effet, cette dernière, et dans la phase du gouvernement d'Aoun de 1989 à 1991, est perçue par un bon nombre de musulmans comme un symbole de l'unité du pays (elle jouissait d'un support chrétien aussi car anti-syrienne) malgré le discours exclusif et centré sur les chrétiens du général Aoun<sup>172</sup>.

La fin de la guerre civile n'a pas amorcé une nouvelle phase politiquement, sinon pour ce qui concerne l'intégration des chefs de milices dans la sphère politique. En effet, nous observons l'arrivée au Parlement de divers chefs de milices suite à la loi d'amnistie de 1991, comme Nabih Berri et Elie Hobeika, formant une nouvelle élite politique complémentaire à l'élite politique traditionnelle (propriétaires terriens). Cette première continue de jouer sur les mêmes lignes que la seconde, soit la classe d'avant-guerre<sup>173</sup>. Aux côtés des soldats, ce sont d'anciens membres de milices qui seront à leur tour intégrés dans l'armée, les services de sécurité et l'administration publique. Ainsi, l'accord de Taëf reproduit le même système à la différence d'un nouveau rapport de force parmi les éléments du système (la parité chrétien/musulman au parlement, les prérogatives du président, etc.)<sup>174</sup>. Les mêmes questions surgissent et la situation du citoyen libanais ne s'est pas améliorée surtout avec les transformations radicales qu'a connues le Moyen-Orient le long des deux dernières décennies. Ainsi, on entend encore aujourd'hui, au Liban, « la guerre ne s'est pas terminée en 1991, nous en sommes toujours pas sortis ».

L'enclenchement de la guerre civile marquera la première défection de l'armée le 21 janvier 1976<sup>175</sup>. D'autres défections suivront dans les années à venir et des officiers de l'armée établiront des factions indépendantes, fonctionnant comme les diverses milices sur le terrain. Parmi celles-ci, nous pouvons notamment citer l'Armée du Liban Sud de Saad Haddad, ou l'Armée du Liban Arabe de Ahmad el Khatib. Nous ne nous pencherons pas sur l'histoire de la guerre civile dans ce qui suit, mais il est important de comprendre que durant quinze ans de guerre, l'armée ne jouera qu'un très faible rôle, incapable de remettre l'ordre en place et ne jouera un rôle crucial que dans la dernière partie de la guerre, dès 1988, suite à la fin du mandat de Amin Gemayel<sup>176</sup>.

En 1988, Amin Gemayel arrive à la fin de son mandat. Le Parlement n'arrivant pas à convenir d'un futur président, le président sortant nomme le commandant en chef de l'armée, le général Michel Aoun – aujourd'hui président de la République – au poste de Premier ministre par intérim dans l'optique d'organiser les futures élections. Cette situation jugée comme anticonstitutionnelle par les opposants poussera à la formation de deux gouvernements au Liban, respectivement celui de Michel Aoun et celui de Sélim el Hoss. Nayla Moussa définit cette période comme une période de politisation de l'armée, en se basant sur « certains auteurs »<sup>177</sup>. Une intervention syrienne corsée et les accords de Taëf viendront marquer la fin du gouvernement d'Aoun et la phase, définie par Malsagne, de « Reconstruction de l'armée »<sup>178</sup>.

---

<sup>169</sup> Joseph KECHICHIAN, « The Lebanese Army: Capabilities and Challenges in 1980's », in *Conflict Quarterly*, 1985, Vol.5, No. 1, pp. 15-39.

<sup>170</sup> Entrevue du 17 avril 2018, avec l'ancien président, le général Emile Lahoud.

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> « Ambiguities and Contradictions of the Ta'if Agreement », in Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>173</sup> Elisabeth PICARD, *op. cit.*

<sup>174</sup> Fawwaz TRABOULSI, *op. cit.*

<sup>175</sup> Nayla MOUSSA, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe », *op. cit.*, p. 64.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> Stéphane MALSAGNE, *op. cit.*, p.15.

## C. L'influence syrienne dans la construction post-guerre

Les accords de Taëf en 1989 place l'armée libanaise sous tutelle syrienne. Emile Lahoud, nouveau commandant général, fut chargé de la reconstruction de l'institution et se focalisa sur une nouvelle formation des unités sur une base multiconfessionnelle<sup>179</sup>. Cependant, la reconstruction ne créa pas une armée forte d'un point de vue matériel. La présence syrienne se donna pour responsabilité la sécurité et le contrôle ne permettant pas au Liban une reconstruction et un établissement d'une nouvelle stratégie sécuritaire<sup>180</sup>, un vide qui se concrétisa dans la période qui suivit la sortie définitive de la Syrie du Liban sur le plan militaire.

Le 14 février suite à l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri, des protestations massives rassemblant des centaines de milliers de personnes (dans un pays de quelques quatre millions d'habitants) eurent lieu le 14 mars 2005 afin de dénoncer la présence militaire syrienne au Liban<sup>181</sup>. En avril 2005, l'armée syrienne se retire amorçant alors « une nouvelle phase <sup>182</sup> ». L'armée, avant le retrait syrien, n'échappait pas, malgré une reconstruction rapide et réussie, à la critique. En effet, le fait d'être sous tutelle syrienne donnait l'occasion à des avis mitigés sur cette dernière<sup>183</sup>.

## D. Le changement post-2005

Les événements suivant l'assassinat de Rafic Hariri en 2005 amorcent une nouvelle phase pour le Liban. Jihad Nammour avance même que, tout comme en 1943, tous les éléments propices à l'avènement d'une nation étaient réunis<sup>184</sup>. Cependant, nous ne pouvons pas encore relever une identité nationale englobante et forte comme pensé par le concept de l'État-nation. Toutefois, en ce qui concerne l'armée libanaise, une réelle cohésion peut être relevée et ceci depuis 2005. Certes, des défections ont eu lieu, mais il faut noter que la recomposition de l'armée sur des bases plus représentatives ainsi que les différents types d'affiliations des officiers<sup>185</sup> (notamment entre communautés<sup>186</sup> mais aussi entre générations et tendances politiques) ont conduit à une stabilité de l'unité de l'armée. Puis, les événements depuis, notamment 2007 et la bataille de Nahr el Bared, ont joué d'une certaine manière en la faveur de l'institution militaire, qui fut utilisée dans les divers discours politiques des deux camps du 14 mars et du 8 mars pour affirmer des positions nationales dans le but de gagner l'opinion publique<sup>187</sup>. Des campagnes de communication massives de l'armée eurent lieu, ainsi que des campagnes privées, notamment des vidéos circulant sur les chaînes de télévision dont la plus marquante *Bil Alb Ya Watan*<sup>188</sup><sup>189</sup>. Moussa affirme que cette campagne donna une illusion du consensus<sup>190</sup>.

---

<sup>179</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.*

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Suite à l'assassinat de Rafic el Hariri, Beyrouth assiste le 8 mars à des manifestations pro-syriennes rendant hommage à la présence syrienne au Liban. Le 14 mars 2005, des manifestations anti-syriennes, demandant la sortie définitive de la présence militaire syrienne et l'accusant de l'assassinat de Hariri, eurent lieu et Beyrouth assista à des protestations massives pour l'échelle libanaise.

<sup>182</sup> Nayla MOUSSA, *op. cit.*

<sup>183</sup> Nayla MOUSSA, « The Lebanese Army, Advertising a National Institution to Rebuild a Nation », Présentation à l'ECPR General Conference, Reykjavik, 25-27 août 2011.

<sup>184</sup> Jihad NAMMOUR, *op. cit.*, p. 54.

<sup>185</sup> Nayla MOUSSA, « Loyalties and Group Formation in the Lebanese Officer Corps », *op. cit.*, p.7.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p.7.

<sup>187</sup> Nayla MOUSSA, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe ». *op. cit.*

<sup>188</sup> *Watan* وطن signifiant Nation, est un mot utilisé au Liban pour interpeller le militaire ou l'armée en général. L'utilisation de ce terme de cette manière connote l'importance nationale et la forte image nationale qu'a l'armée chez le citoyen libanais. Le lien de la vidéo de campagne : <https://youtu.be/ryVBOgZJqco>

<sup>189</sup> Pour plus d'informations sur le rôle de cette campagne, voir Nayla MOUSSA, « The Lebanese Army, Advertising a National Institution to Rebuild a Nation », *op. cit.*

<sup>190</sup> *Ibid.*

## V. Analyse et travail de terrain

### A. Comment l'armée est-elle conçue pour mettre en avant l'identité nationale ?

"عند الجيش الخلاص"<sup>191</sup>

Cependant, nous ne pouvons pas négliger les efforts mis en place, notamment depuis l'infiltration du Liban par des groupes terroristes et les batailles à l'Est du pays avec des groupes s'infiltrant depuis la Syrie, pour maintenir l'unité nationale et de se représenter comme une armée nationale saine. Les événements de Sidon en 2013 et les appels du Sheikh Ahmad el Assir à faire défection marquent une fragile période durant laquelle l'armée ressort renforcée auprès de différentes communautés.

En circulant dans Beyrouth et dans le Liban nous pouvons observer très facilement des images de campagnes pour l'armée, ainsi que des logos de l'institution avec la devise de l'armée dessous. L'analyse des biais, mis en avant pour promouvoir une armée nationale dans un Liban fragmenté autour des lignes sectaires mais aussi politiques, aidera à répondre à la question posée par cette recherche. Aujourd'hui ces fragmentations sont autant internes qu'externes et surtout plurielles qui, plus que jamais, occupent les journaux et les esprits : les alliances iraniennes, saoudiennes, les positions quant à la guerre en Syrie, au Yémen, et bien évidemment la question palestinienne. Il est intéressant de comprendre comment agit l'armée libanaise, fragmentée dans un contexte, qui lui aussi, est fragmenté.

Selon Maiotti, il y aurait deux types d'attachement au Liban d'avant-guerre, le premier vertical, celui du rapport à la République, et le second est horizontal, le rapport à la communauté<sup>192</sup>. Nous retrouvons cette même logique dans les corps de l'armée où se forment des loyautés sous ces formes mais aussi générationnelles<sup>193</sup>. Ces deux formes d'attachement nous semblent encore valides aujourd'hui malgré les efforts de déconfessionnalisation de l'armée<sup>194</sup> et les tentatives de déconfessionnalisation de l'état<sup>195</sup>.

Ainsi, comment agit-elle dans une optique de construction nationale ? Quelle forme prend le processus de légitimation de celle-ci dans les diverses régions du pays quand celle-ci n'est même pas la seule source de violence dans le pays – de ce fait, l'État libanais ne détient pas le monopole de la violence légitime<sup>196</sup> et ne peut être analysé en matière sécuritaire dans une perspective wébérienne – et qu'elle partage avec d'autres organes non gouvernementaux les problématiques sécuritaires ? Pour ce faire, il serait judicieux, dans un premier temps, de voir ce que les officiers de l'institution militaire ont à dire sur la question du rôle de l'armée afin de voir la lecture qu'ils ont d'eux-mêmes. Les officiers interrogés sont issus de diverses communautés et la majorité sont des officiers retraités. Le choix d'interroger des officiers de différentes communautés relève de l'importance accordée à la division communautaire dans le cadre libanais. Ainsi, en sachant que l'armée se construit sur cette forme et repose sur l'importance de l'équilibre communautaire surtout dans les rangs des officiers pour une représentation communautaire équilibrée, des officiers des quatre communautés majoritaires du pays à savoir maronite, sunnite, chiite et druze, ont été contactés. Le discours d'une armée nationale est supposé être unifié, en considérant que dans leur formation un système de valeurs propre leur est inculqué<sup>197</sup>. En supposant cela, l'hypothèse que le corps de l'armée libanaise adopte un même discours quant aux questions de formation nationale malgré la différence communautaire. Pour cela, la diversité

---

<sup>191</sup> « Le salut est chez l'armée ». Entrevue, le 16 avril 2018 avec le général Abdel Kader

<sup>192</sup> Luca MAIOTTI, « A failure in the process of nation building: the Lebanese state before civil war », in *The Kuwait Program*, SciencesPo, Paris, 2014.

<sup>193</sup> Nayla MOUSSA, « Loyalties and Group Formation in the Lebanese Officer Corps », *op. cit.*

<sup>194</sup> Maya MIKDASHI, *op. cit.*

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> *Ibid.*

<sup>197</sup> Voir Levent ÜNSALDI, *op. cit.*

communautaire des officiers interrogés est cruciale. A noter que ces officiers, et même s'ils représentent leur communauté au sein de l'armée, parlent en leur propre nom et c'est leur conception qui est mise en valeur. Enfin, même si ces derniers ne sont pas les porte-parole de leur communauté respective, le choix effectué présuppose une diversité communautaire qui aborderait, étant donné que faisant partie de l'armée nationale, un discours unifié acquis dans l'institution militaire.

Interviewer des officiers en service fut difficile<sup>198</sup>. Par souci de confidentialité, le nom de certains officiers restera anonyme. L'intérêt d'interroger les cadres de l'armée permettra de capturer le regard sur le rôle de l'armée. Les officiers retraités donneront une vue d'ensemble plus large sur l'échelle historique.

Dans un deuxième temps, les images illustrant l'armée nationale dans la sphère publique seront analysées pour essayer de mieux comprendre les mécanismes employés par l'armée afin de propager son image d'acteur d'unité nationale. Les images seront prélevées sur les réseaux sociaux de l'armée mais aussi par le biais de la Direction générale de l'armée qui a mis à notre disposition une collection d'images exclusive de 2007 à aujourd'hui.

Enfin, il est jugé intéressant de prendre en considération l'avis d'un échantillon de personnes directement visées par ses images. Cet échantillon serait choisi parmi des jeunes issus du milieu chrétien à majorité maronite, étudiants dans des universités à tendances chrétiennes, francophones ou anglophones. Ce choix permettra de voir comment s'articule la continuité des universitaires formés au début du XX<sup>ème</sup> siècle, du moins dans les milieux jésuites francophones notamment. De plus, nous devons comprendre comment sont réceptionnées ces images chez les concernées, ou plutôt une partie de ces derniers.

Cette analyse cherche à montrer l'image que se donne l'armée afin de légitimer son discours auprès des différentes composantes du Liban et comment se manifestent ses tentatives dans les différentes sphères de l'espace public libanais pluriel où se fait sa quête de légitimation dans un contexte régional et interne de plus en plus mitigé.

## **B. Analyse d'images**

La première partie de terrain se focalisera sur l'analyse des éléments utilisés et mis en avant dans les affiches de l'armée affichées sur des panneaux sur les autoroutes et les routes du pays dans les différentes régions. Apporter cette dimension visuelle à cette recherche est non seulement une richesse mais une nécessité. En effet, comme le dit La Rocca, « l'image doit être partie intégrante de la recherche et de l'enseignement parce qu'elle représente une richesse pour une interprétation plus complète de la réalité sociale »<sup>199</sup>. L'utilisation de la méthodologie visuelle et plus spécifiquement qui s'apparente à la « sociologie sur les images »<sup>200</sup> est une richesse pour un travail qui cherche à comprendre un phénomène autant politique que social. Nous pensons qu'en liant notre analyse visuelle aux informations recueillies dans les entrevues, la logique de fonctionnement de la propagande visuelle de l'armée libanaise serait mieux perçue.

Ces affiches apparaissent à des moments clés durant l'année, à citer durant les jours autour de la fête de la d'indépendance le 22 novembre, de la fête de l'armée le 1<sup>er</sup> août et aux moments de crises nationales, telle la crise du Jurd de Ersal en été 2017. Durant cette période on a pu apercevoir dans les différentes régions du Liban mais surtout sur les grandes voies routières des panneaux prônant le support à l'armée et le rôle de protection que celle-ci joue dans la protection des frontières et la lutte anti-terroriste. Cela rappelle notamment les images propagées en 2006 suite à la confrontation entre le Hezbollah et Israël et suite à laquelle l'armée fut teintée de la couleur de la résistance, en sachant qu'elle n'avait pas participé à ces confrontations<sup>201</sup>. Se construit donc une image dans un contexte où il est nécessaire de la brandir pour une légitimation d'un

---

<sup>198</sup> La Direction générale de l'armée a refusé d'interroger des officiers en service. Seul un des officiers interrogés est en service effectif.

<sup>199</sup> Fabio LA ROCCA, « Introduction à la sociologie visuelle », in *Sociétés*, 2007, Vol. 95, No. 1, pp. 33-40.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> Nayla MOUSSA, « The Lebanese Army, Advertising a National Institution to Rebuild a Nation », *op. cit.*

discours ou d'actions ne faisant pas l'unanimité ou pouvant éventuellement mener à la crise ou qui pourrait être utilisée dans une optique de cohésion nationale.

Dans la logique de « saison » de brandissement de l'armée, la campagne « Bladak Albak A'tiha<sup>202</sup> » (fig.1) de novembre 2017 est un exemple significatif. De plus, il est intéressant de voir l'élaboration d'une communication active de la part de l'armée via les réseaux sociaux. Ainsi, ces images d'édification de l'armée en héros national sont exposées sur Instagram, Facebook, Twitter (fig.2). Sur ses réseaux sociaux, nous observons une interaction avec un public qui s'exprime, donne son avis et commente. Le premier commentaire dans la fig.2 demande que Dieu (*Allah* en arabe ne se réfère pas au « Dieu des musulmans » mais est l'équivalent de Dieu avec un « D » majuscule) protège les soldats et les préserve « à nos côtés »<sup>203</sup>.



Fig. 1 : in Al Nahar 16 novembre 2017<sup>204</sup>

Ces brandissements publics et sur les réseaux sociaux s'effectuent dans des logiques de coïncidences avec des événements nationaux, des évolutions sur la scène régionale et interne sur lesquelles l'armée arrive à maintenir en marche son processus de légitimation en tant qu'entité nationale par lequel on peut observer une tentative d'établir, au moins autour d'une institution, un consensus national ou une identification nationale pour tout citoyen libanais. Afin d'achever ce but l'armée utilise des référents communs, ne saisissant aucune des identités plurielles libanaises et à travers lesquels elle insiste sur le caractère national en utilisant le drapeau national et/ou, comme observé dans la figure ci-dessus, des phrases à caractère nationaliste dans lesquelles le citoyen libanais se reconnaît ou envers lesquelles il reconnaît une manifestation de l'ethos qualifié de libanais.

Dès lors, l'image de soldats en uniforme permettrait d'oublier l'appartenance communautaire et d'adopter le même discours<sup>205</sup>, veillant à la sécurité et regardant au loin. En réalité, la phrase susmentionnée sur l'affiche ci-dessus s'adresse directement à son lecteur. La syntaxe s'adresse à la deuxième personne, et vers l'interlocuteur<sup>206</sup>. De cette manière, tout individu qui pose son regard sur une telle affiche et phrase doit se sentir concerné et doit se voir dans les yeux et l'uniforme des soldats représentés sur l'image affichée. En fait, les communications verbales et iconiques fusionnent et se complètent. L'image vient donner au texte une dimension de réel, de présence donc et de visible afin de créer un lien plus fort et plus concret avec celui qui visionne.

---

<sup>202</sup> Phrase issue d'un poème d'Assaad Saba et chantée par Wadih el Safi. Elle est écrite sur des images de soldats libanais, affichée sur les panneaux publicitaires du pays. La phrase écrite en dialecte libanais se traduit par « Donne ton cœur à ton pays ».

<sup>203</sup> « Allah yehmikoun w khalilna yekoun », écrit en caractères latins, traduction « Que Dieu vous protège et vous garde avec nous ».

<sup>204</sup> Image prise de l'article de Charbel Abi Mansour sur le site <https://www.annahar.com/article/> (consulté le 29 mars 2018).

<sup>205</sup> Appel avec un officier de l'armée à la retraite, le 4 avril 2018.

<sup>206</sup> Cette forme grammaticale est définie en arabe par *Mukhatab* qui se traduit par l'interlocuteur ou celui à qui l'on s'adresse. Elle se dirige donc directement à son lecteur.

Par ces biais et manipulations, ces images sont constamment accessibles afin de rappeler, quotidiennement ou à chaque accès, l'image de l'armée et le rôle que l'on cherche à lui attribuer par le brandissement médiatique observé. Le rapport entre l'objet de référence qui est l'armée et ses actions et l'image le représentant s'articule en trois dimensions auxquelles se réfère La Rocca dans son article. Ces trois dimensions sont l'image substitutive censée engendrer des émotions, l'image documentaire censée représenter une réalité et l'image artistique<sup>207</sup>. L'effet de ces trois dimensions est remarqué chez le citoyen. Dans un premier lieu, l'observation de ces images engendre chez le citoyen un sentiment d'émotion forte, de fierté et d'appartenance à ce qu'entreprend l'institution militaire en ce qui concerne les principes de protection, d'intégrité et de souveraineté de leur « nation ». En questionnant quelques personnes aléatoires s'inscrivant dans le cadre fixé concernant l'échantillon, deux attitudes peuvent être relevées: la première, de la compassion envers les soldats qui ne reçoivent pas assez de support de l'État libanais qu'ils sont en train de protéger<sup>208</sup> ; la deuxième un sentiment de ne pas donner assez à la nation, même si le citoyen ne reçoit rien en retour<sup>209</sup> et de voir de jeunes soldats mourir pour de vaines causes<sup>210</sup>. En contrepartie, se sentir concerné par ces images se limite souvent au juste fait que celui qui est représenté et le citoyen s'identifie en tant que Libanais, et ainsi avoir le même devoir.

La deuxième étape est la représentation de la réalité. Afin de comprendre cette dimension, il est important de contextualiser les images. En effet, elles s'articulent souvent dans des contextes où l'armée est au cœur des problématiques, priorités et questions relevant de l'ensemble du pays et de son intégrité.

La figure 1, affichée durant la semaine de la fête de l'indépendance (célébrée le 22 novembre) en 2017, et les célébrations de cette dernière utilisent ce cadre pour un but bien précis. Quelques mois auparavant, l'armée était prise dans des opérations dans la Bekaa, à l'Est du pays, contre des cellules islamistes. Le fond sur lequel sont affichés les soldats de la figure 1 renvoie à l'image de la région de la Bekaa, où les combats ont eu lieu. Plus tôt en 2007, les campagnes de soutien à l'armée pendant, et suivant la bataille de Nahr el Bared, faisaient fureur à la télévision<sup>211</sup>.



Fig. 2 : Image de l'affiche précédente publiée publiquement <sup>212</sup>

<sup>207</sup> Fabio LA ROCCA, *op. cit.*

<sup>208</sup> « I know how hard things are on the army that always has to do more than they signed up for with minimal support of the government and the country, nothing but respect for the Lebanese », J. Deek, 21 ans, étudiant en biologie à la Lebanese American University.

<sup>209</sup> « مقصر تجاه الوطن لو ما طالعلنا شي » A. Khoury, 25 ans, architecte diplômé de l'Université Saint-Esprit Kaslik.

<sup>210</sup> *Ibid.*, « شباب عم بت روح »

<sup>211</sup> Nayla MOUSSA, « The Lebanese Army, Advertising a National Institution to Rebuild a Nation », *op. cit.*

<sup>212</sup> Photo prise du compte Instagram officiel de l'armée libanaise, le 29 mars 2018.

Dans la figure 3, la première ligne de l'hymne national est utilisée dans une tentative marquée de montrer une forme de consensus autour du logo de l'armée. Utiliser une ligne de l'hymne national rentre dans le cadre du nationalisme banal de Billig que l'on retrouve en force dans ces slogans et images. La fig.3 datée de 2015 et publiée pour la fête de l'Indépendance est spéciale car elle affiche plusieurs figures politiques assassinées durant l'histoire du Liban depuis sa fondation, des figures opposées politiquement et idéologiquement. Nous relevons notamment les figures de Abbas el Moussawi ancien secrétaire général du Hezbollah mais aussi Rafic Hariri ou bien encore Bachir Gemayel et Pierre Gemayel (fils). Riad el Solh, des soldats et généraux de l'armée aux côtés de volontaires de la Croix-Rouge libanaise sont également présents. Une diversité de personnages et de figures qui sont réunies ici sous le slogan « Tous pour la Patrie ».

A travers cette corrélation, l'armée rend toutes ces figures, martyrs pour leurs groupes respectifs, des martyrs de la nation sans différencier entre les uns et les autres. Tous se retrouvent sur un même mur, les uns aux côtés des autres malgré les grandes divergences qui auraient pu les séparer autrefois et malgré les tensions autour de leur mort et les accusations des uns envers des autres. C'est, en fin de compte, une tentative sensible mais réussie d'afficher que tous, au final, font partie d'une même patrie dont le protecteur indéniab le est l'armée libanaise qui prend sous ses ailes tous les martyrs tombés pour la cause nationale, indépendamment de ce que celle-ci pouvait représenter pour chacun.

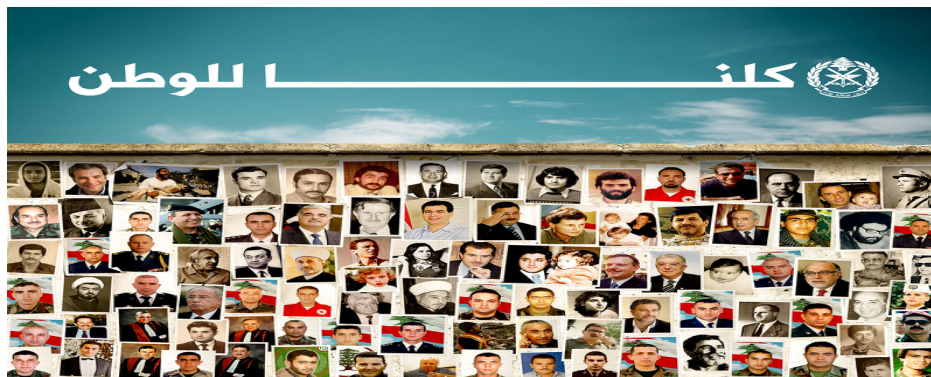


Fig. 3 : « Tous pour la Patrie »<sup>213</sup>

Par la mise en scène de ces éléments, l'armée tente d'unifier une population fragmentée, en se basant sur des symboles pourtant communs, mais également en affichant les héros respectifs de différentes communautés et idéologies. Par ce biais, le pouvoir essaie de créer, ou d'établir, un élément commun, celui du sacrifice pour la patrie. Ce dernier serait ainsi un élément qui dépasserait toutes les appartenances communautaires et idéologiques qui divisent la nation, et se manifeste notamment à travers les photos des morts de la Croix-Rouge libanaise et l'armée libanaise.

<sup>213</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.



Fig. 4 : « 24/24/10452 »<sup>214</sup>

Dans la figure 4 datée de 2016, nous observons, à nouveau, une scène réaliste dans un milieu montagnard libanais avec un fort slogan numérique. Par ce dernier, l'armée affiche sa force militaire, mais surtout sa présence sur l'ensemble du territoire libanais, aspect parfois remis en question. Ainsi, par cette image l'armée affirme sa présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur l'ensemble des 10'452 km<sup>2</sup> du territoire libanais. La mise en scène du drapeau libanais flottant sur le tank reflète la valeur nationale de cette armée, et encore une fois de la mise en avant des éléments du nationalisme banal qui cherche à rappeler constamment l'existence de la nation. Ici, ce concept de nation est rattaché à l'intégrité territoriale. Ce drapeau non seulement flotte au-dessus du tank mais flotte, comme l'armée, sur les 10'452 km<sup>2</sup> du Liban sur lesquels cette armée prouve sa souveraineté, sa force et sa présence non questionnable.

La figure 5, datant aussi de 2016, rejoint la figure précédente, dans le sens où elle met en scène le même slogan avec un fond différent rappelant les camps palestiniens, alors que celui de la figure 4 rappelle les montagnes de la Bekaa, où des combats acharnés eurent lieu avec des cellules terroristes.

---

<sup>214</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.



Fig. 5 : « 24/24/10452 »<sup>215</sup>

En articulant ce slogan sur différents fonds et scènes, l'armée arrive à montrer sa présence sur l'ensemble d'un territoire fragmenté, où diverses milices et forces armées sont en compétition à certains moments, notamment dans les camps palestiniens ou syriens, les régions frontalières avec le voisin syrien et le Sud Liban où le Hezbollah est fortement présent. Légitimer la présence de l'armée sur l'ensemble du territoire en fait un corps qui ne contrôle pas une région plus qu'une autre, sous des prétextes confessionnels. Elle fut victime de telles accusations lors des événements de Tripoli entre 2011 et 2014<sup>216</sup> (sur des étapes différentes) ou plus fortement celle de Saïda de 2013<sup>217</sup>. Dès lors, ces figures ne sont pas de simples images mettant en scène l'armée, elles sont désormais des méthodes de pouvoir afin de contrer les risques qui pourraient amener à son écroulement, si son équilibre était mis en jeu, notamment par des discours exacerbant les appartenances communautaires ou la souveraineté. Ces deux aspects fragiliseraient l'armée au point de l'écroulement.

Dans la figure 6, diffusée en 2015 à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire de l'armée libanaise, l'armée joue sur les référents politiques du peuple libanais. En effet, elle ne cherche pas à compliquer la mise en scène mais plutôt à viser, le plus efficacement possible, la plus grande marge de population. Elle utilise différentes couleurs qui, au Liban, représentent différents partis politiques<sup>218</sup>, avec les motifs de l'uniforme militaire et en premier plan

<sup>215</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.

<sup>216</sup> Lauren WILLIAM, « Lebanon's Sunnis alienated by army actions » [En ligne] <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/03/lebanon-sunnis-alienated-army-actions-201431711544492619.html> (consulté le 9 mai 2018).

<sup>217</sup> « L'armée libanaise prend le contrôle du QG d'un cheikh sunnite radical ». [En ligne] [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/25/l-armee-libanaise-prend-le-contrôle-du-qg-d-un-cheikh-sunnite-radical\\_3435950\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/25/l-armee-libanaise-prend-le-contrôle-du-qg-d-un-cheikh-sunnite-radical_3435950_3218.html) (consulté le 9 mai 2018).

<sup>218</sup> La couleur jaune se réfère au *Hezbollah*, le bleu au parti du Futur, l'orange au Courant Patriotique Libre et le vert au parti des Marada.

« l'unificateur commun »<sup>219</sup> comme slogan. Ainsi, l'uniforme devrait unir malgré toutes les divergences politiques les citoyens libanais avec toutes leurs différences sous le drapeau et l'institution militaire.



Fig. 6 : « L'Unificateur commun »<sup>220</sup>

La figure 7 est publiée en 2015, mais remonte à 2007<sup>221</sup>. Cette dernière met en scène le retour des soldats de la bataille du camp palestinien de Nahr el Bared qui a eu lieu en été 2007 et qui confronta l'armée libanaise au mouvement de *Fatah al Islam* au sein dudit camp palestinien. Cette bataille marqua le pays d'une ferveur nationale que, au retour des soldats du camp des citoyens libanais, accueillirent en festivité ces derniers sur les routes comme le montre l'image. Republier cette image est non seulement un acte de mettre en valeur le rôle de l'armée mais de rappeler les efforts de celle-ci vis-à-vis de la stabilité du pays ; encore plus marquée est la symbolique du slogan affiché qui donne une valeur encore plus forte à cette image. Le slogan affiché se traduit par « Ô Libanais, le salut est à vous »<sup>222</sup>. Cette phrase a pour but d'interpeler tout citoyen, afin qu'il se sente concerné, pour ne pas dire impliqué, par la bataille menée par son armée, qui le protège et le maintient en sécurité. Par ce biais, cela renforce le sentiment d'appartenance à la même cause que celle du militaire, brandissant en premier plan, le drapeau libanais, peu importe la confession de ce dernier. Le logo de l'armée et le slogan ont été rajoutés à cette image, capturée en 2007, suite à la fin de la bataille de Nahr el Bared. Mis en valeur par des effets de lumière, le logo apparaît comme le symbole du salut tout comme la croix dans une icône sainte.

<sup>219</sup> « الجامع المشترك ».

<sup>220</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.

<sup>221</sup> « لبنان يحتفل بجيشه عودة العسكر » article paru dans le journal de l'armée et daté Août 2007 <https://www.lebarmy.gov.lb/ar/content/393-m>, lien du journal en ligne.

<sup>222</sup> "أيها اللبنانيون... التحية لكم".



Fig. 7 : « Ô Libanais, le salut est à vous »

Le brandissement de tous ces symboles - le drapeau en lambeau, les soldats souriants et la population en admiration - font de l'armée une icône de la sécurité nationale et son seul garant dans laquelle se reconnaissent les citoyens de diverses confessions. De plus, lors des événements que relate cette image, les différentes figures politiques ont soutenu l'institution militaire. En effet, les politiques y voient non seulement un processus de légitimation de leur discours, mais aussi une manière de montrer leur appartenance à cette institution nationale libanaise.

Les images analysées dans cette analyse sont celles jugées les plus significatives mais ne sont pas les seules disponibles. Les images utilisées et mises en avant par l'armée dans les périodes de brandissement de l'institution, utilisent des symboles et des métaphores bien précises qui se manifestent dans les couleurs, les mises en scènes et les slogans affichés.

Les couleurs comme le rouge, le vert et le blanc, sont presque omniprésentes, symbole de l'armée. Aussi, les deux lauriers entourant deux épées et un cèdre avec les trois mots d'ordre « honneur, sacrifice, loyauté » est un édifice, affichés et accompagnés de slogans qui résonnent fort dans l'inconscient libanais.

Désormais, l'armée, et malgré l'absence d'un service militaire obligatoire, arrive à transmettre son image et son ethos à une population fragmentée à travers ce biais visuel. Mais est-il vraiment le biais le plus efficace et remplit-il efficacement son rôle ? En interrogeant quelques jeunes (maronites de classe moyenne) fortement influencés par les courants libanistes de par leur formation dans des institutions héritières de ce courant, nous remarquons que ces images et ce biais visuel employés par l'armée ne sont pas vains. En effet, ces symboles visuels et slogans parviennent à solliciter chez eux un sentiment d'appartenance, de fierté et de solidarité. Cependant, ils n'arrivent pas à établir une identité nationale solide. Ces jeunes restent imprégnés de leur milieu marqué par une appartenance maronite, ou plus généralement chrétienne libanaise, et ne chercheraient pas forcément à s'engager dans l'armée. Ces aspects-là seront plus compréhensibles dans la partie suivante où, à travers des entretiens avec différents officiers, ces problématiques seront appréhendées.

### C. Au-delà de l'image : entretiens avec des officiers de l'armée libanaise

En outre, en mettant la perspective de construction nationale en parallèle avec l'histoire de la construction libanaise, une tentative de construction nationale par l'armée à travers sa communication médiatique sera notée. La manifestation de l'uniforme, un élément qui se veut purement fédérateur et surtout l'usage d'un présent tourmenté, se retrouvent au service d'une fin fédératrice, dans une logique nationale qui pourrait établir une stabilité autour de la question d'identité et d'appartenance nationale.

L'armée, et malgré l'absence d'un service militaire obligatoire à travers lequel elle jouerait son rôle d'école de la nation, reste le pilier de la construction nationale à travers des moyens nouveaux que sont Internet et les réseaux sociaux. Ainsi, l'institution militaire cherche à rester omniprésente dans le pays. Non seulement elle

est présente dans les rues et sur les barrages<sup>223</sup> mais aussi présente par sa communication intense sur les réseaux sociaux. Cette institution trouve ainsi un moyen afin de conserver son unité face à une éventuelle fragmentation dans un contexte de conflits.

Les images, certes, ont un effet puissant, mais ne peuvent être le seul moteur, surtout si le seul objet de ces images est l'institution militaire. Certes, les images nous offrent des fragments de la réalité et il est nécessaire pour une analyse complète d'intégrer le texte ou plutôt l'entrevue à l'image afin de construire un cadre d'analyse complet d'éléments complémentaires<sup>224</sup>.

Pour mieux comprendre la place de l'armée dans le processus de construction nationale, des entrevues avec des officiers de diverses confessions ont été menées. Les confessions principales étant maronite, chiite, sunnite et druze, les entrevues ont donc eu lieu avec des officiers de ces confessions. Les entrevues effectuées seront de type non directif, comme défini par Morin<sup>225</sup>, afin de pouvoir arriver à ce que ce dernier décrit être une intervention active de l'interviewé. Seront suivies les méthodes d'interview centrée et d'interview à réponses libres. Superposer ces deux méthodes permettra de partir de l'hypothèse qui est celle de la participation de l'armée au processus de construction nationale afin de dégager l'expérience de l'interviewé pour mieux comprendre ce rôle de l'armée, ses limites et ses enjeux. Cette double méthode permettra de donner une liberté dans les réponses de l'interviewé. Le fait d'utiliser des questions ouvertes pose, selon Morin, un obstacle : celui de « l'aptitude à déchiffrer le message de l'interviewé »<sup>226</sup>. Cependant, dans le cadre de cette étude, il nous a semblé plus intéressant d'opter pour ce modèle, afin de ne pas être limité dans la saisie des motivations profondes de notre problématique et de son rapport à ses acteurs. L'interview non directif recherché « donne la parole »<sup>227</sup> à la personne interrogée et permet ainsi une plus grande précision en ce qui concerne la position de l'interrogé vis-à-vis de la problématique.

Pour mener à bien cette enquête, la possibilité de ne compter que sur des relations privées n'était pas envisageable de par la forme officielle des entrevues et des sujets qui auraient pu être abordés durant les rencontres. Pour arriver aux officiers, le passage plus qu'utile par la Direction d'orientation, dont le rôle est de « couvrir au niveau médiatique les activités du Commandant en chef de l'armée et les différentes missions de l'armée, était obligatoire dans l'optique de mettre en confiance les officiers. Une des responsabilités de la Direction d'orientation est d'assurer la communication médiatique avec les médias locaux, étrangers et les organisations de la société civile »<sup>228</sup>. N'étant pas directement sur le terrain, le passage par un médiateur au Liban qui établirait les contacts était nécessaire et a permis la mise en place des entrevues, leurs jours, leurs heures et les lieux. La Direction a donné accès à une liste d'officiers retraités susceptibles d'être interviewés ainsi qu'un CD contenant une base de photos et d'images utilisées par la Grande Muette pour les fins médiatiques depuis 2007.

Contacté des officiers en service nous fut refusé. De là, le contact fut établi avec plusieurs officiers à la retraite, quatre d'entre eux furent très coopératif et c'est avec eux que les entrevues eurent lieu. Les entrevues se déroulèrent successivement. La première eu lieu avec un officier chiite, le général major Chehaitli<sup>229</sup>, la seconde avec un officier sunnite, le général Abdel Kader, suivi par le Commandant en chef de l'armée, ensuite président de la République libanaise de 1998 à 2007, le général, maronite, Emile Lahoud avec lequel le contact fut établi par le biais de relations personnelles sans lien avec la Direction d'orientation, et enfin, le dernier des officiers retraités fut le général Zahreddine, druze. Les rencontres eurent lieu à raison de deux par jour. Par la

---

<sup>223</sup> Entrevue le 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh.

<sup>224</sup> Fabio LA ROCCA, *op. cit.*

<sup>225</sup> « L'interview dans la faculté des sciences sociales et à la radio-télévision », Communication présentée par Edgar Morin au XIème colloque international sur le film ethnographique et sociologique de Florence (1965), reproduite ici avec l'aimable autorisation d'Edgar Morin.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>228</sup> Site officiel de l'armée libanaise. La Direction d'orientation. [En ligne] <https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-direction-d%E2%80%99orientation> (consulté en ligne le 8 mai 2018).

<sup>229</sup> Nous nommons les officiers par leur grade et leur nom.

suite une entrevue a pu être effectuée avec un officier maronite encore en service, dont l’anonymat sera respecté par souci de sécurité. Les entrevues furent enregistrées avec l’accord des officiers, mises à part l’entrevue avec l’officier Zahreddine et celle avec l’officier anonyme en service. Les officiers interviewés furent très coopératifs et ont mis à disposition diverses ressources et informations ainsi que des documentations importantes répondant à diverses questions.

Les questions soulevées avec ces derniers furent notamment la conscience du rôle de l’armée dans la construction nationale, la possibilité de jouer ce rôle et jusqu’à quel point, et les obstacles potentiels auxquels elle fait face dans ce processus surtout dans un contexte de l’absence, en termes wébériens, du monopole de la violence entre les mains de l’État.

Les rendez-vous eurent lieu dans différents lieux, respectivement les rencontres eurent lieu dans un bureau, un café huppé du centre-ville de Beyrouth, en résidence privée, au club des officiers et dans un appartement privé. Nous pouvons nous imaginer, en observant les différents endroits où furent donnés les rendez-vous, les activités dans lesquelles s’étaient réorientés les différents officiers ainsi que leur potentielle classe sociale. En allant plus loin, nous pouvons aussi réaliser, notamment pour les officiers maronites, l’officier sunnite et le chiite, des espaces teintés de marqueurs confessionnels, explicitement ou implicitement.

La voix est unanime en ce qui concerne les difficultés de jouer un rôle, pleinement, dans la construction nationale à cause de la structure politique de l’État qui influence largement l’armée et qui en fait une institution confessionnelle quoique à un degré beaucoup plus faible et nettement inférieur en comparaison avec le reste des institutions de sécurité et d’État plus largement. En effet, elle devient confessionnelle dans les hauts rangs et les grades supérieurs notamment dans l’état-major où les officiers sont au nombre de six, répartis sur une représentativité confessionnelle<sup>230</sup>. A ce stade, les officiers montrent une double loyauté, celle à la communauté et surtout au « za’im », autorité communautaire, qui, implicitement doit être d’accord sur le choix de l’officier promu à siéger dans l’état-major. Ainsi, « le chef de l’état-major, druze, se rend à sa nomination directement au palais de Moukhtara, chez Walid Jounblatt »<sup>231</sup>, l’autorité « marja’iya »<sup>232</sup> de sa communauté respective. Une deuxième forme de loyauté indirecte à la communauté se construit parallèlement à une loyauté censée être dénuée de toute autre teinte mise à part celle à l’institution. Néanmoins, dans les rangs de l’armée s’effectue un travail de nationalisme très prononcé qui cherche à effacer toute appartenance communautaire. Cette double loyauté s’effectuait durant le service militaire, mais s’est surtout renforcée après la reconstruction de l’armée avec le général Emile Lahoud<sup>233</sup>. Le service militaire n’étant plus présent la tâche s’avère plus difficile. Ce dernier fut annulé par « une conspiration », selon le général Abdelkader, « par la classe politique<sup>234</sup> et la présence syrienne et dont le but aurait été d’affaiblir l’armée afin de légitimer la présence syrienne au Liban ». Enfin, la double loyauté dans l’institution ne semble pas très productive, dans le sens où, les décisions émanant de l’administration de l’institution, qui est fragmentée sur une base confessionnelle, cherchaient à effacer ce confessionnalisme, tout en acceptant le rôle de faire partie d’une structure, à niveau de leur institution, qui encourage non seulement ce système mais qui porte à retrouver une double loyauté dangereuse dans des situations de crise. Par contre, la conscience de l’armée de son rôle en tant qu’unificatrice et seule institution dans laquelle peuvent et se voient les Libanais, la pousse à cacher les divisions sectaires et les doubles loyautés dont elle est la proie. Cependant, du moment où la structure du pays est construite sur une logique confessionnelle l’armée ne peut pas évoluer autrement surtout dans les rangs supérieurs. Ainsi, l’armée se retrouve bloquée dans un système dont elle ne peut pas se libérer quand bien même elle essaie d’effacer complètement les appartenances communautaires dans la formation des soldats où elle réussit, car elle

---

<sup>230</sup> Dans l’état-major siègent six officiers à « deux étoiles ». Le chef de l’état-major est druze, ensuite nous retrouvons un sunnite, un chiite, un grec-orthodoxe, un grec-catholique et un siège pour les minorités (alaouites, arméniens, etc.). Les maronites sont représentés par le commandant en chef de l’armée.

<sup>231</sup> Entrevue du 20 avril 2018, avec l’officier anonyme, à Jounieh. « ما فيك تر عل وليد بيك ولما بيتعين بيطلع على المختارة »

<sup>232</sup> المرجعية.

<sup>233</sup> Entrevue du 16 avril 2018, avec le général major Chahaitli, à Beyrouth.

<sup>234</sup> Entrevue du 16 avril 2018, avec le général Abdel Kader, à Beyrouth. Ici, le général nomme notamment Omar Karami le chef du gouvernement ainsi que le ministre de la Défense Abdel Rahim Murad à l’époque.

punit<sup>235</sup>. Cela est compréhensible étant donné que l'armée est une institution très fortement hiérarchisée et où celui qui ne répond pas aux ordres « est viré »<sup>236</sup>.

Levent Unsaldi affirme que les armées sont une « société disciplinaire au sens où Foucault emploie le terme de discipline dans *Surveiller et Punir*, c'est-à-dire un ensemble de procédés, de techniques visant au dressage des individus par le quadrillage de l'espace et du temps, le conditionnement des corps, la codification des gestes ». Alors, l'armée dans ce système qui au final finit par devenir communautaire se retrouve en train d'effacer l'élément qui la rassemble et permet son équilibre en connaissant sa centralité dans l'équilibre de l'institution. Cela veut dire que les officiers, répartis sur des bases confessionnelles, se retrouvent en train d'effacer les appartenances communautaires dans les rangs des soldats pour qu'elles ressortent dans les hauts rangs de l'institution avec des loyautés doubles nécessaires en ce qui concerne l'état-major. Aussi paradoxal soit-il, il est plus que nécessaire de conserver l'unité de l'armée dont l'équilibre est si fragile. En effet, tout en sachant que l'armée est à majorité formée d'officiers musulmans majoritairement sunnites<sup>237</sup>, la question de représentativité reste cruciale<sup>238</sup>. L'armée nationale est ainsi gérée avec une logique de représentation communautaire dans le but, paradoxal, d'affaiblir les divisions confessionnelles dans ses corps.

En outre, nous pouvons relever des contradictions sur certains points comme notamment la position envers le *Hezbollah*. Quatre des cinq officiers interviewés se positionnent pour affirmer que l'armée ne voit pas à travers le *Hezbollah* un obstacle à son intervention sur la totalité du territoire libanais. Pour le général Lahoud, la milice du parti est une nécessité pour résister contre Israël tout en notant la troïka « Peuple, Armée, Résistance ». En effet, il souligne l'importance et la force de la guérilla dans une guerre contre une armée conventionnelle « en se basant sur l'expérience américaine au Vietnam »<sup>239</sup>. Il note cependant la fragilité du *Hezbollah* s'il se retournait contre le Liban ou intervenait militairement à l'intérieur du pays, ce qui mènerait à sa fin car « nous l'avons créé ». A ce discours s'oppose le discours du général Abdel Kader qui voit dans le *Hezbollah* une « soi-disant résistance » qui agit sans prendre conscience des risques qu'elle poserait pour le pays et qui constitue donc un danger car elle pourrait plonger le pays dans une guerre qu'il ne voudrait pas. L'État devrait reprendre « la décision de paix et de guerre qui se trouve aujourd'hui chez le *Hezbollah* »<sup>240</sup>. Ce dernier note la capacité de l'armée à résister contre Israël dans une position défensive (selon l'officier anonyme elle serait capable de résister une semaine) en montrant les capacités stratégiques de l'armée. Il mentionne aussi la reprise du monopole de la violence par l'État, processus auquel l'armée a dû participer à la sortie de la guerre civile en se renforçant et en prouvant sa force et auquel elle doit encore participer aujourd'hui. Par contre, une aide effective quant à son armement devrait être mise en place afin d'achever ces buts mais cela ne dépend que des volontés politiques. Le général Abdel Kader mentionne clairement l'involonté politique depuis l'indépendance à créer une armée forte. En effet, il y a une « absence de soutien à l'armée contre Israël » selon l'officier anonyme. Cette présence de deux acteurs armés au sein du Liban crée une distribution des rôles quant à la protection des frontières et les médias « gonflent le rôle du *Hezbollah* », ainsi « الصيت للحزب والعمل للكّل »<sup>241</sup>.

Nous ne pouvons pas être exclusifs ou affirmer que tel officier ou tel officier ait raison en ce qui concerne les obstacles que pose ou ne pose pas le *Hezbollah* à l'affirmation du monopole de la violence de l'État. Par contre, ce que l'on peut affirmer est la difficulté que pose cette double présence armée en ce qui concerne la construction nationale et l'unité face à un danger externe. Ainsi, en ce qui concerne la guerre de l'été 2006 avec Israël qui l'opposa au *Hezbollah*, les critiques envers le parti de Dieu sont parfois extrêmement virulentes dans le sens où ce dernier mettait en danger l'ensemble du pays, rebondissant sur les paroles de l'officier Abdel Kader où ce n'est pas l'État uniquement qui détient la décision de paix et de guerre. De là, on peut se

<sup>235</sup> Entrevue du 16 avril 2018, avec le général Abdel Kader, à Beyrouth.

<sup>236</sup> Entrevue du 17 avril 2018, avec l'ancien président, le général Emile Lahoud, à Beyrouth.

<sup>237</sup> Dans la partie précédente, nous avons mentionné la faible participation des chrétiens et dans l'armée.

<sup>238</sup> Entrevue du 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh.

<sup>239</sup> Entrevue du 17 avril 2018, avec l'ancien président, le général Emile Lahoud, à Beyrouth.

<sup>240</sup> "استعادة قرار الحرب والسلام الي اليوم عند الحزب وليس الدولة"

<sup>241</sup> « Assit lel Hezb wa al 'amal lal kell » qui se traduit par « La célébrité et la notoriété va au *Hezbollah* mais l'action est celle de tous », entrevue du 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh

demander si une unité réelle sera aperçue dans l'ensemble de la population libanaise dans des situations de crise où le *Hezbollah* participerait comme à l'été 2017 dans les batailles du Jurd de Eرسال.

Alors, comment l'armée arrive-t-elle à s'affirmer comme armée nationale dans ce contexte fragmenté et difficile où même la représentativité au sein de celle-ci devient faible ? En fait, les chrétiens y sont aujourd'hui minoritaires jusqu'au point où leur entrée à l'armée est facilitée et où les chiïtes sont en baisse. Une particularité de l'armée libanaise est celle d'être une armée en constante interaction avec le peuple. Malgré le nombre majoritaire des sunnites dans celle-ci, elle reste une armée accusée d'être chiïte<sup>242</sup>. Par conséquent, pour les officiers, l'armée est et doit être consciente de son rôle dans le processus de construction nationale et travaille donc dans une optique de sensibilisation à l'éducation nationale et l'importance de l'identité nationale va de soi<sup>243</sup>.

En poussant plus loin la discussion avec les divers officiers, des divergences vont se révéler. Elles sont d'un ordre secondaire mais importantes car elles ne répondent pas à notre supposition d'un discours unifié dans une armée nationale. Parmi ces oppositions on retrouve surtout celles autour de la création même du Liban et à la définition de la nation libanaise. Quand l'officier sunnite date la naissance du Liban en 1920, l'officier druze remonte aux temps bibliques et aborde cette identité dans l'optique de Michel Chiha. Cela montre clairement une absence d'une histoire nationale commune au sein de l'armée qui au final répond à la version nationale de l'État qui n'est pas défini. Cela est dû aux problèmes d'historiographie soulevés auparavant. L'absence d'historiographie nationale n'est pas seulement un barrage à la cohésion nationale par le biais de l'éducation mais elle pose un barrage à l'établissement d'un corps militaire partageant des valeurs communes, en comparaison à l'armée turque. Ainsi, « le traître arabe Fawzi al Qawuqji »<sup>244</sup> pour l'officier druze, est peut-être un héros pour un autre officier. Alors, comment arriver à construire une identité nationale forte et solide quand les responsables d'un des premiers instruments de cette construction ne sont pas réunis autour d'un même discours, au sein du même corps armé ?

Toutefois une forme d'unité se montre autour de l'image du général Fouad Chehab ; les officiers, malgré les divergences, présentent un avis unanime, celui d'un père de l'armée et de la nation, pionnier en ce qui concerne la construction et la fortification de l'État et de la nation libanaise. Malgré sa critique négative des différents généraux devenus présidents de la République durant les vingt dernières années, en mentionnant leur méconnaissance de la politique, le général Zahreddine faisait du général Chehab un héros national dont la critique n'était pas permise et dont les aptitudes et les qualités faisaient de lui un homme de la nation idéale. L'officier sunnite définissait l'armée et sa promotion (il rentre dans l'armée en 1957) comme l'armée de Fouad Chehab. Ainsi, et malgré toutes les divergences, la présence d'un esprit de corps fort peut être relevée, un esprit qui répond de manière unanime aux critiques extérieures.

La tentative de Fouad Chehab, premièrement en tant que commandant général de l'armée, et ensuite en tant que président de la République libanaise ne fut guère une tentative négligeable dans le sens où ce dernier tenta envers et contre tous dans l'historiographie officielle (plutôt officieuse) d'établir une nation libanaise forte par les projets de développement sous son mandat et aussi par le rôle de l'armée dans le développement de diverses régions. Tout cela ne se traduisit pas en une réussite étant donné que divers facteurs émanant de la structure confessionnelle et clientéliste empêchèrent la continuité du projet national chéhabiste. Cet esprit, néanmoins et comme nous l'on fait remarqué les officiers témoignant dans ce travail, demeure présent dans ce que qualifie encore une fois le général Abdelkader « l'armée de Fouad Chehab ».

Ainsi, des divergences émanant de la structure communautaire du pays ne sont pas effacées quand bien même, dans la formation des soldats, les appartenances confessionnelles sont fortement combattues. Par conséquent, et malgré les divergences entre les discours, la conclusion est sans surprise. Celle-ci définit la structure politique confessionnelle et l'omniprésence de cette dernière dans les différentes institutions comme l'obstacle

---

<sup>242</sup> Voir les discours du Cheikh Ahmad el Assir durant les conflits de Sidon à l'été 2013

<sup>243</sup> Entrevue du 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh

<sup>244</sup> Entrevue du 17 avril 2018, avec le général Zahreddine, à Beyrouth.

principal à la réussite de la construction d'une identité nationale commune. Ainsi, un communautarisme et un confessionnalisme forts seraient les principaux barrages au succès de l'armée dans son rôle, rien qu'au niveau de ses troupes se manifestant en une paralysie bloquant un changement radical de l'institution afin d'y effacer les traces de communautarisme et de lui permettre de jouer un rôle plus fédérateur envers la société. Cependant, l'armée est aujourd'hui mise de côté même jusqu'au président de la République, qui cherche à ce qu'elle ne soit pas influencée par les tensions politiques internes<sup>245</sup>. Les efforts que feraient l'armée afin d'achever ce but ne peuvent pas aller plus loin qu'au niveau de ses troupes et cela jusqu'à un certain stade comme démontré.

Comment alors articule-t-elle son rôle en société ? Les images analysées et qui mobilisent des symboles nationaux ou des référents à ces derniers tels que les couleurs où les slogans ne sont pas suffisants. Elles sont de toute manière observées à certaines périodes de l'année où l'armée cherche à rappeler son importance, aux fêtes nationales ou de l'armée, ou dans des périodes de crise très prononcées (sans mentionner les initiatives privées que l'armée décourage et empêche de peur de se voir manipulée<sup>246</sup>) afin de souligner son rôle national. C'est un discours qui se manifeste à travers les images. Ce discours cherche à promouvoir une identité et une image d'un corps national fort et qui se manifeste ou pas selon le contexte comme mentionné. L'armée, indirectement, joue son rôle d'unificateur par le rôle qu'on lui a attribué au Liban et qui est celui non seulement de la sécurité des frontières mais aussi de la sécurité nationale au niveau interne. Son rôle est un rôle ad hoc, et ce n'est pas donc un discours unifié établi et promu à tous les temps. Ce n'est pas un message qu'elle inculque quotidiennement mais ponctuellement et qu'elle porte, ad hoc, dans son rôle militaire et envers la sécurité nationale. Par le passage aux barrages, par le fait de voir quotidiennement des militaires dans les rues et les villes de différentes régions du pays, l'armée se retrouve en train de jouer son rôle dans la construction nationale qui s'articule à travers ses actions pour la « cause commune », comme dit Simonsen. Un rôle qu'elle arrive à bien jouer en évitant d'abord d'envoyer des soldats d'une région sur un lieu où ils se retrouveraient face à leur communauté respective, et en créant dès la base une diversité dans l'organisation des bataillons et des brigades. Ces deux aspects sont les héritages de la reconstruction de l'armée post-guerre civile. Pour les officiers, et par ces biais, l'armée achève son rôle et prouve à la population, son esprit national, son importance et son unité et cherche à montrer ainsi, en étant un reflet de la diversité du pays, un exemple à l'ensemble des citoyens libanais.

Il serait judicieux de noter son rôle dans la stabilité et dans la cohésion nationale mais qui ne se joue pas de force et qui se retrouve en position dangereuse à chaque crise interne dans le pays mais qui, quand même, reste stable tant que les équilibres cruciaux sont respectés. Enfin, pour que ce dernier reste stable l'armée ne peut pas se permettre de jouer son rôle de force et elle reste une armée qui ne cherche pas à établir un coup militaire en se forgeant une identité différente des pays voisins. Mais cela, en prenant en considération toutes les données à disposition, s'exprime à travers l'incapacité d'imposer un leadership qui ne serait pas représentatif dans une société qui est devenue aujourd'hui incapable de ne penser qu'en termes de représentativité confessionnelle selon les officiers.

En effet, l'armée censée représenter la société encore une fois, accueille des personnes de toutes régions souvent et surtout de classes défavorisées de régions marginalisées qui, à travers l'armée, trouvent une position stable pour assurer leur avenir dans un contexte difficile et qui sortent de groupes sociaux fortement marqués par les indicateurs et référents communautaires. Ainsi, si on ne retrouve pas un état-major clairement représentatif, cela pourrait jouer en faveur de la chute des effectifs de telle ou telle communauté car elle se considérerait non représentée ou sous-représentée dans une institution qu'elle juge la plus représentative et nationale, dans le sens où elle unit tous les citoyens de diverses confessions qui « voient en elle le salut »<sup>247</sup>.

---

<sup>245</sup> Entrevue avec Salem Zahran sur 13 avril 2018. [En ligne] [https://www.youtube.com/watch?v=QF\\_0t4fpz70&list=PLz5efB3-H5J\\_VaOaR0YAG3yaXPcDBaERO&index=24](https://www.youtube.com/watch?v=QF_0t4fpz70&list=PLz5efB3-H5J_VaOaR0YAG3yaXPcDBaERO&index=24), consulté le 14 avril 2018.

<sup>246</sup> Entrevue 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh.

<sup>247</sup> Entrevue du 16 avril 2018, avec le général Abdel Kader, à Beyrouth.

Tous ces éléments poussent à une conclusion contraire à l'idée faite sur un discours unifié, national, représentatif du corps de l'armée, mais plutôt des discours teintés d'appartenance ou de penchant politique et donc d'une certaine manière confessionnelle étant donné que la structure politique l'est.

## Conclusion

Evidemment, l'effort de tenter une construction nationale libanaise n'a jamais été absent de l'esprit de beaucoup des dirigeants et institutions étatiques. Cependant, l'établir comme une règle à suivre au niveau de l'ensemble du pays n'a jamais pu être un succès qu'à travers certains aspects que portent les chansons de soutien à l'armée ou mentionnant celle-ci, les campagnes de soutien privées comme celles de « *Bil Alb Ya Watan* » étudiée par Nayla Moussa. Enfin et surtout sont les activités de l'armée dans la sphère publique comme les interventions dans les écoles, les visites de casernes, les parades militaires et les activités sociales et de développements entreprises par cette dernière. Ces activités rentrent dans une logique de promotion de l'armée auprès des citoyens ainsi que des valeurs qu'elle représente pour les nommer, le patriotisme, l'appartenance à la nation libanaise et le respect des communautés composantes du Liban.

Pour les officiers, cette « richesse communautaire » ne doit en aucun cas être marginalisée et le respect de la présence de diverses communautés au sein de l'armée doit rester tel quel afin de rester un exemple pour chaque Libanais mais aussi pour la plus large communauté internationale<sup>248</sup> et surtout le Moyen-Orient qui doit y voir le message de vivre-ensemble porté par le Liban<sup>249</sup> et qui par souci de son succès fit entraîner le Liban dans quinze ans de conflit communautaire<sup>250</sup>.

Ce message que cherche à porter l'armée s'articule par des campagnes menées par la Direction d'orientation de l'armée qui cherche à chaque occasion à rappeler sa présence sans pour cela être omniprésente dû à la vision de celle-ci d'elle-même. Et même si plusieurs dans le passé, et encore aujourd'hui, considèrent l'armée au pouvoir comme la solution au système politique gangrené libanais, celle-ci reste pour la majorité et surtout en son sein, une armée de protection de la constitution et une « armée démocratique »<sup>251</sup>. Enfin, ces campagnes ne sont pas des biais efficaces dans le sens où elles rappellent l'appartenance à une cause commune et une nation commune mais elles ne sont pas formatrices au point de créer chez chacun un sentiment national fort qui remplacerait l'appartenance communautaire. A travers l'interaction quotidienne avec les soldats, le citoyen est rappelé à ce message de cause commune qui, même à travers cette interaction, n'est toujours pas acquis. Dans ce sens, et en opposition à ce qu'affirment les officiers concernant la conscience qu'à l'armée de son rôle dans le renforcement d'une identité nationale, nous pouvons remettre en question cette conscience qui n'est pas réellement mise en action sur le terrain au point d'être véhicule d'une appartenance nationale plus forte que l'appartenance communautaire. Même si l'armée dispose d'une formation très rigide au niveau de ses troupes concernant ces appartenances, elle n'affirme pas ce rôle au niveau de la société et pour cause la structure dans laquelle elle s'imbrique. Ce manque d'action sur les questions relevant des appartenances au sein de la société ne résulte donc pas d'un manque de volonté, mais surtout d'une incapacité due au système rigide qui encadre tant politiquement que socialement l'État et ses citoyens.

Pour conclure, le Liban a connu une tentative de construction nationale dès sa genèse à travers les différents courants qui le traversèrent et notamment le courant phénicieniste et surtout dans la version de Michel Chiha. Ce courant arriva à l'Indépendance à devenir en quelque sorte le courant dominant dans cette construction nouvelle qu'est alors la République libanaise mais ne combla pas les vides résultant des expressions identitaires sur le terrain à savoir les tendances syrianistes et arabistes importantes dans la région. Il arriva par contre à créer une entité dont la base repose sur le statu quo et la représentativité confessionnelle que Pierre el Gemayel (senior) qualifia de « force du Liban ». Cette même représentativité acceptée de tous résulta des intérêts économiques de l'élite du nouvel État qui à travers elle arriverait à conserver privilèges et positions au sein des groupes marqués encore par un communautarisme exacerbé sur plusieurs décennies. C'est dans un

---

<sup>248</sup> Entrevue du 20 avril 2018, avec l'officier anonyme, à Jounieh.

<sup>249</sup> Entrevue du 17 avril 2018, avec le général Zahreddine, à Beyrouth.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> Entrevue du 16 avril 2018, avec le général Abdel Kader, à Beyrouth.

contexte favorable et fragile que se construit le Liban et c'est au nom de cette fragilité que se maintiendra malgré son effritement en 1975, cette même structure à l'origine du chaos dans lequel plonge le pays.

Comme tout État et toute nation, l'armée tient un rôle important qui au Liban se caractérisa en premier lieu par l'absence de coup d'État militaire mais aussi par l'absence d'une nation en armes comme fut le cas en Turquie, en Egypte et ailleurs, et surtout par l'absence d'un service militaire sauf à certaines époques bien déterminées. Cependant, malgré ces exceptions, l'armée libanaise tenta et tente aujourd'hui plus que jamais de jouer son rôle en tant qu'unificateur national d'une société lourdement fragmentée et notamment après la guerre civile autant psychologiquement, démographiquement que géographiquement. Ses tentatives reposent notamment dans la propagande visuelle aux moments épineux que traversa le pays les dernières vingt années et surtout depuis le retrait syrien de 2005 mais est aussi réalisé inconsciemment et d'une manière ad hoc. L'armée en jouant son rôle remplit sa mission nationale et d'édification nationale en entrant en interaction directe avec les citoyens qui voient en elle le « seul salut » et le protecteur du pays approuvé par tout le monde<sup>252</sup>. Malgré les critiques auxquelles elle a dû faire face, elle a su conserver son identité nationale et trouver l'appui du large spectre politique confessionnel ce qui lui permet de remplir, à chaque fois, son rôle sécuritaire en restant consciente des équilibres à conserver en son sein.

Cependant, le paradoxe à noter est celui de la gestion communautaire d'une institution qui combat le communautarisme au niveau de ses troupes sous tous les aspects. Malgré le désir et la conscience des maux du communautarisme à l'édification d'une nation au sens propre du terme, reste paralysée par une structure politique dans laquelle elle s'adapte afin d'arriver autant que possible à ses fins en tant qu'instrument de la construction nationale. Enfin, celle-ci n'arrivera pas à changer cet aspect qu'avec un changement politique du système libanais où la représentativité confessionnelle ne serait plus le mot d'ordre aux divers niveaux institutionnels et où on passerait ne serait-ce que dans les institutions à une réelle ascension par le mérite, aspect qui s'arrête dans l'armée notamment à l'état-major et qui domine dans toutes les institutions étatiques libanaises. Cela requiert surtout un changement de mentalité au niveau social qui pour s'achever demande aujourd'hui un travail de mémoire et une relecture de l'histoire. L'armée turque se base sur une historiographie forte et nationale afin d'arriver à avoir un esprit de corps fort et uni. L'armée libanaise, tout comme l'histoire du pays, repose sur une historiographie plurielle, qui d'officier à officier, soldat à soldat s'explique différemment.

C'est par un processus de relecture de l'histoire de la fondation du pays jusqu'à notamment sa sortie de la guerre civile que l'armée libanaise pourra enfin affirmer son rôle d'édificateur de la nation et « d'Ecole de la Nation » comme l'a tant voulu « bayy el jaysh »<sup>253</sup> ou le père de l'armée, le général Fouad Chehab dans le but d'édifier, si elle existe, une nation libanaise où les appartenances confessionnelles ne seraient pas un barrage au changement.

---

<sup>252</sup> Ce qui n'est pas le cas du *Hezbollah*.

<sup>253</sup> "بي الجيش" Le Père de l'armée en arabe dialectal libanais.

# Bibliographie

## *Images*

Map of Lebanon According to Reconnaissance Information Collected by the Topographical Group from the Syria Expedition of 1860-1861, in World Digital Library [En ligne] <https://www.wdl.org/en/item/15664/view/1/1/> consulté le 18 mai 2018.

Dix mille livres libanaises [En ligne] [https://www.cgb.fr/10000-livres-liban-2012-p-92-neuf,b97\\_2860,a.html](https://www.cgb.fr/10000-livres-liban-2012-p-92-neuf,b97_2860,a.html) (consulté le 11 août 2018).

Toutes les photos représentant ou concernant l'armée (image de titre, images dans le travail et en annexes) ont été prises de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord, à l'exception des deux suivantes :

La figure 1 : une image prise de l'article de Charbel Abi Mansour sur le site <https://www.annahar.com/article/> (consulté le 29 mars 2018).

La figure 2 : une photo prise du compte Instagram officiel de l'armée libanaise le 29 mars 2018.

## *Ouvrages*

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

BADIE, Bertrand, *L'État importé : l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

BILLIG, Michael, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995.

GELLNER, Ernest, *The Rights of Nations: Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.

GELLNER, Ernest, *Nations et nationalismes*, Bibliothèque historique, Paris, La Découverte, 1989.

HOBBSBAWM, Eric, *Nations and Nationalism since 1780*. Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

KAUFMAN, Asher, *Reviving Phoenicia: The Search for Identity in Lebanon*, Londres, I.B Tauris, 2004.

OZKIRIMLI, Umut, *Theories of nationalism: a critical introduction*, Stockholm, School Edition, 2000.

RIHANA, Sami, *Histoire de l'armée libanaise contemporaine*, Beyrouth, Editions Visa, 1984.

SALIBI, Kamal, *The Modern History of Lebanon*, New York, Academic Resources Corporation, 1965.

SALIBI, Kamal, *Une maison aux nombreuses demeures: L'identité libanaise dans le creuset de l'histoire*, Paris, Naufal, 1989.

TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, London, Pluto Press, 2007.

### ***Revues et articles***

ABDOULATIF, Eduardo, « The Lebanese Army Saviour of the Republic », in *The RUSI Journal*, 2016, Volume 161, pp.70-78.

ABU-MANNEH, Butrus, « The Christians between Ottomanism and Syrian Nationalism: The Ideas of Butrus Al-Bustani », in *International Journal of Middle East Studies*, 1980, Vol. 11, No. 3, Cambridge University Press, pp. 287-304.

« Accords de Taëf ».

BEYDOUN, Ahmad, « Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains », in *Publications de l'université libanaise*, 1984, pp. 333-334.

BURAK, Begüm, « The Role of the Military in Turkish Politics: To Guard Whom and From What? », in *European Journal of Economic and Political Studies*, 2011, Vol. 4, No. 1, pp. 143-169.

CARTWRIGHT, Lisa et STURKEN, Marita, « Practices of Looking An Introduction to Visual Culture », in *NYE Scholars*, 2001, pp. 236-277.

CHABBI, Mourad, « L'armée tunisienne une exception militaire arabe ? », in HADDAD, Saïd, (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2016.

« Constitution de la République Libanaise, promulguée le 23 mai 1926 et modifiée par les lois constitutionnelles du 17 octobre 1927 et du 8 mai 1929 ».

CORM, Georges, « La question libanaise », in *Esprit*, 1984, No. 85 (1), pp. 129-150.

CROW, Ralph E, « Religious Sectarianism in the Lebanese Political System », in *The Journal of Politics*, 1962, Vol. 24, No. 3, , pp. 489-52.

DAKHLI, Leyla, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, Vol. 103, No. 3, pp. 12-25.

FAKHOURY, Tamirace, « Lebanon's versatile nationalism », in *Mediterranean Programme Series*, 2008, No. 13, pp. 1-24.

FIRRO, Kais M., « Lebanese Nationalism versus Arabism: From Bulus Nujaym to Michel Chiha », in *Middle Eastern Studies*, 2004, Vol. 40, No. 5, pp. 1-27.

GAUB, Florence, « Introduction », in HADDAD, Saïd, (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2016.

GASTINEL, Pierre, « La Vie et l'œuvre du Général Gouraud », in *La Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, Edition Maison d'art, Beyrouth, 1919.

HOYEK, Elias Pierre, « Les Revendications du Liban, Mémoire de la Délégation Libanaise à la Conférence de Paix », in *La Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, Edition Maison d'art, Beyrouth, 1919.

KAYA, Sümbül, « Conscription et sentiment patriotique : le cas de l'armée turque », in *Critique internationale* 2013/1, No. 58, pp. 35-51.

KECHICHIAN, Joseph, « The Lebanese Army : Capabilities and Challenges in 1980's », in *Conflict Quarterly*, 1985, Vol. 5, No. 1, pp. 15-39.

KHEIF, Bud, « La crise ethnique au Liban: vers une analyse socioculturelle », in *Sociologus*, Nouvelle série, 1984, Vol 34, No. 2, pp. 121-139.

*La Revue Phénicienne*, Numéro de Noël, Edition Maison d'art, Beyrouth, 1919.

LA ROCCA, Fabio, « Introduction à la sociologie visuelle », in *Sociétés*, 2007, Vol. 95, No. 1, pp. 33-40.

LACOSTE, Yves, « La géopolitique et les rapports de l'armée et de la nation », in *Hérodote*, 2005, Vol. 116, No.1, pp. 5-21.

« L'interview dans la faculté des sciences sociales et à la radio-télévision », Communication présentée par Edgar Morin au XIème colloque international sur le film ethnographique et sociologique de Florence (1965), reproduite ici avec l'aimable autorisation d'Edgar Morin.

MAIOTTI, Luca, « A failure in the process of nation building: the Lebanese state before civil war », in *The Kuwait Program*, SciencesPo, Paris, 2014.

MAKDISI, Ussama, « Reconstructing the Nation-State: The Modernity of Sectarianism in Lebanon », in *Middle East Report*, 1996, No. 200, Minorities in the Middle East: Power and the Politics of Difference.

MAKDISI, Ussama, « Moving Beyond Orientalist Fantasy, Sectarian Polemic, and Nationalist Denial », in *International Journal of Middle Eastern Studies*, 2008, Vol. 40, No. 4, pp. 559-560.

MALSAGNE, Stéphane, « L'armée libanaise de 1945 à 1975. Du socle national à l'effritement », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2014, Vol. 124, No. 4, pp. 15-31.

MIKDASHI, Maya, « Lebanon », in PRASHAD, Vijay et AMAR, Paul (Ed.), *Dispatches from the Arab Spring: Understanding the New Middle East*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013, pp. 266-281.

MOORE, Raymond A. Jr, « The Use of the Army in Nation-Building: The Case of Pakistan », in *Asian Survey*, Jun. 1969, Vol. 9, No. 6, pp. 447-456.

MOUSSA, Nayla, « Loyalties and Group Formations in the Lebanese Officer Corps », in *Regional Insight*, Carnegie Endowment for International Peace, 3 mars 2016.

MOUSSA, Nayla, « The Lebanese Army, Advertising a National Institution to Rebuild a Nation », Présentation à l'ECPR General Conference, Reykjavik, 25-27 août 2011.

MOUSSA, Nayla, « L'armée libanaise : une exception dans le paysage militaire arabe », in *Les Champs de Mars*, 2012, Vol. 23, No. 1, pp. 57-77.

McCALLUM, Fiona, « The Political Role of the Patriarch in Contemporary Middle East », in *Middle Eastern Studies*, Vol. 43, No. 8, 2007, pp. 923-940.

NACCACHE, Georges, « Deux Négations ne Font pas une Nation », in *L'Orient*, 10 mars 1949.

NAMMOUR, Jihad, « Les identités au Liban, entre complexité et perplexité », in *Cités*, 2007, Vol. 29, No. 1, pp. 49-58.

PICARD, Elisabeth, « Les Habits Neufs du Communautarisme Libanais », in *Cultures & Conflits*, 1994, No. 15-16, pp.49-70.

POSEN, Barry R, « Nationalism, the Mass Army, and Military Power», in *International Security*, 1993, Vol. 18, No. 2, pp. 80–124.

QABBANI, Nizar, « Beirut! O Queen Of The World », poème de 1994.

RAYMOND, Candice, « Vie, mort et résurrection de l'histoire du Liban, ou les vicissitudes du phénix », in *Revue Tiers-monde*, 2013, Vol. 216, No. 4, pp. 71-87.

RENAN, Ernest, « Qu'est-ce qu'une nation? », Conférence faite à la Sorbonne le 11 mars 1882.

SALIBI, Kamal, « The Lebanese Identity », in *Journal of Contemporary History*, 1971, Vol. 6, No. 1, pp. 76-78.

SIMONSEN, Sven Gunnar, « Building “National” Armies—Building Nations? Determinants of Success for Postintervention Integration », in *Armed Forces and Society*, 2007, Vol. 33, No. 4, pp. 571–590.

ÜNSALDI, Levent, « Le système de valeurs de l'armée turque », in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 2005.

ZUBAIDA, Sami, « Débats sur l'État-Nation au Moyen-Orient », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, 1987, tome XXVI, pp. 55-66.

## **Sitographie**

WILLIAM Lauren, «Lebanon's Sunnis alienated by army actions » [En ligne] <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/03/lebanon-sunnis-alienated-army-actions-2014317115444492619.html>, (consulté le 9 mai 2018).

Nation. [En ligne] <https://youtu.be/ryVBOgZJqco>, (consulté le 9 mai 2018).

« L'armée libanaise prend le contrôle du QG d'un cheikh sunnite radical ». [En ligne] [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/25/l-armee-libanaise-prend-le-contrôle-du-qq-d-un-cheikh-sunnite-radical\\_3435950\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/06/25/l-armee-libanaise-prend-le-contrôle-du-qq-d-un-cheikh-sunnite-radical_3435950_3218.html), (consulté le 9 mai 2018).

“لبنان يحتفل بجيشه عودة العسكر” article paru dans le journal de l'armée et daté Août 2007 <https://www.lebarmy.gov.lb/ar/content/393-m>, lien du journal en ligne.

Site officiel de l'armée libanaise. La direction d'orientation. [En ligne] <https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/la-direction-d%E2%80%99orientation>, (consulté en ligne le 8 mai 2018).

Entrevue avec Salem Zahran sur 13 avril 2018. [En ligne] [https://www.youtube.com/watch?v=QF\\_0t4fpz70&list=PLz5efB3-H5J\\_VaOaR0YAG3yaXPcDBaERO&index=24](https://www.youtube.com/watch?v=QF_0t4fpz70&list=PLz5efB3-H5J_VaOaR0YAG3yaXPcDBaERO&index=24), consulté le 14 avril 2018.

En 2013, les combats dans le sud du pays à Sidon font rage et la peur de voir faire défection des soldats de l'armée revient avec des appels à le faire par le Cheikh Ahmad el Assir <https://www.youtube.com/watch?v=xdcG5YdDm1c>. Aussi, en 2014 et les conflits avec Al Nusra dans la Beqaa refont remonter le spectre des défections.

ASSAF Claude, « La tension est brusquement montée entre étudiants Kataëb et PSNS devant l'AUB », [En ligne] <https://www.lorientlejour.com/article/983022/la-tension-est-brusquement-montee-entre-etudiants-kataeb-et-psns-devant-laub.html>, (consulté le 20 avril 2018)

Al Akhbar, [En ligne] <https://www.al-akhbar.com/Community/60746>, (consulté le 1 mai 2018).

Entrevue avec Mohammed Softli, [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=iM9Q2ZhW4bk&t=465s>, (consulté le 3 mai 2018).

La Constitution de 1926 est révisée en 1990. Voir Entretien avec Elizabeth Picard 11 juillet 2016 : « Liban-Syrie une nécessaire reconstruction par le bas », <https://orientxxi.info/magazine/liban-syrie-une-necessaire-reconstruction-par-le-bas,1403>.

Pacte national libanais. [En ligne] <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Pacte-National-libanais.html>, (consulté le 8 août 2018).

KANWAL, Gurmeet « The Indian Army's Stellar Role in Nation Building, [En ligne] <http://www.indiastrategic.in/2018/01/11/the-indian-armys-stellar-role-in-nation-building/> (consulté en ligne le 11 mars 2018).

## Annexes

### *Annexe A : questions des entretiens*

Original :

المقابلة ستكون مبنية على حوار وأسئلة مفتوحة تعطي مجالاً للمعنيين بتطوير أفكارهم وبتطوير الحديث وبإثرائه مع المعلومات التي يجدها المعنيون مناسبة. وستكون الأسئلة التالية المحاور الأساسية والتي منها نتفرع:

1. إلى أي حد الجيش مسؤول عن مهمة بناء القومية؟ لا بد أن يكون للمؤسسة دوراً كونها "مدرسة الوطن".
2. كيف تؤثر السياسة على الجيش؟
3. كيف تتمكن من تحقيق دورها في إطار سياسي معقد لا تملك فيه احتكار العنف؟
4. كيف يمكننا اعتبار الجيش جيشاً وطنياً خلال الوجود السوري؟

Traduction :

Les entretiens sont des entretiens basées sur la discussion et les questions ouvertes. Elles donnent la priorité aux interrogés de développer leurs idées ainsi que la discussion en l'enrichissant d'informations que ces derniers jugeront nécessaires.

Les questions suivantes sont les lignes directrices des entretiens :

1. Jusqu'à quel point l'armée est-elle responsable de la construction nationale ? Quelle est son rôle d'école de la nation ?
2. Quel est l'effet du système politique sur l'armée ?
3. Comment l'armée arrive-t-elle à jouer pleinement son rôle national dans un contexte politique complexe ? Quand l'État ne détient pas le monopole de la violence ?
4. Comment peut-on considérer l'armée "nationale" dans le contexte de la présence syrienne après la guerre et avant 2005 ?

### *Annexe B : enregistrements des entretiens*

Plus d'informations sur les entretiens sont disponibles sur demande auprès de l'auteur de ce travail.

### *Annexe C : citations des entretiens*

**Entrevue du 16 avril 2018-10h55**

**Général major Chehaitli**

«عاش لبنان في الستينيات وبداية السبعينيات الوطنية»

« Le Liban a connu une réelle phase nationale dans les années soixante et septante »

« خدمة العلم كانت تعمل انصهار وطني »

« Le service militaire créait une cohésion nationale »

« في الرتب الأعلى يبدأ تدخل الطائفية والسياسيين في المراكز وفي تعيينات وتخف حالة الانصهار »

« Dans les rangs supérieurs, le confessionnalisme et les politiques sont influents dans les promotions et les nominations. La cohésion baisse chez les concernés »

« في لبنان، الحالة الوطني غير موجودي إلا في كتاب التربية »

« Au Liban, la nation n'est présente que dans le livre d'éducation civique »

« الدولة موجودة في البقاع والجيش حر التحرك فوق »

« L'État est présent dans la Bekaa et l'armée a la liberté du mouvement là-haut »

« طالما الدولة طائفية هناك مشكلة »

« Tant que l'État est confessionnel il y aura un problème »

---

### Entrevue du 16 avril 2018-14h00

#### Général Nizar Abdel Kader

« لبنان السياسي لم يتواجد قبل إعلان غورو للبنان الكبير سنة ١٩٢٠ »

« Le Liban politique n'existe pas avant la déclaration du Grand-Liban par le Général Gouraud en 1920 »

« نحن والسوريين كنا نشكل *Troupes spéciales du Levant* »

المواطن ينادي للعسكري يا وطن. لماذا؟ لأن فؤاد شهاب كان يقول لنا إذا بقيتم بقي الوطن إذا كنتم أقوياء، قوي الوطن، إذا «ضعفتم ضعف لبنان»

« Le citoyen libanais interpelle le soldat *Watan*<sup>254</sup>. Pourquoi ? Fouad Chehab nous disait : si vous restez, la nation restera, si vous êtes forts, la nation devient forte, si vous faiblissez, la nation s'affaiblit »

« خدمة العلم الغيت بمؤامرة من السياسيين والسوريين وهدفها إضعاف الجيش »

« Le service militaire fut aboli au Liban par une conspiration des politiciens et des Syriens dans le but d'affaiblir l'armée nationale »

عند الخروج من الحرب وعند بداية إعادة بناء الجيش يجب على الجيش أولاً أن يتعامل مع التهديد الإسرائيلي، ثانياً، يجب أن يتعامل مع اضطرابات ومشاكل في الداخل وثالثاً يجب أن يتطور لينفي أو يمنع الدور للمقاومة لأنها تأخذ من الدولة موضوع «السيادة الوطنية. لا يمكنك أن تسيطر في وجود قوة غير الجيش. وأيضاً، الحاجة لجيش يغنينا عن السوري

« Au sortir de la guerre, l'armée à reconstruire doit premièrement traiter avec la menace israélienne. Deuxièmement, l'armée doit traiter avec les perturbations internes et les problèmes dans le pays. Troisièmement, l'armée doit se développer afin d'empêcher la résistance (Hezbollah) de jouer son rôle car elle enlève la souveraineté nationale de l'État. Un État ne peut pas contrôler son territoire en présence d'une force armée autre que l'armée nationale. Aussi, l'armée en construction doit être capable de nous dispenser de la présence syrienne. »

---

<sup>254</sup> Nation

خدمة العلم الغيت بمؤامرة من السياسيين بطلب من السوريين والهدف إضعاف الجيش وهكذا يبقى السوري لأن لبنان بخطر. « سكت على هذه المؤامرة رئيس الحكومة عمر كرامي ونفذها وزير الدفاع عبد الرحيم مراد. أريدك أن تكتب هذه الاسامي، للتاريخ »

« Le service militaire fut aboli au Liban par une conspiration les politiciens, par une demande syrienne, dans le but d'affaiblir l'armée nationale. Avec une armée nationale faible, le syrien restait. Le Premier Ministre Omar Karamé ferma les yeux sur cette conspiration et le Ministre de la Défense Abdel Rahim Murad appliqua la décision. Je veux que tu écrives ces noms-là, pour que l'Histoire s'en rappelle ».

« نحن جيش فؤاد شهاب »

« Nous sommes l'armée de Fouad Chehab »

---

### Entrevue du 17 avril 2018-11h00

#### Ancien Président Général Emile Lahoud

«الولد ما رادني فوت بالجيش، يقلي هيدا جيش طانفي، مذهبي وبالاسم وطني.»

« Mon père ne voulait pas que je m'engage dans l'armée. Il me disait que c'était une armée confessionnelle, sectaire et nationale seulement dans le nom ».

« طار الجيش في سنة ١٩٧٥ وكل ميليشيا أصبح لها لواء.»

« L'armée éclate en 1975 et chaque brigade suivit une milice ».

« اللواء الثامن ماروني، اللواء الحادي عشر درزي، والثاني سني والسادس شيعي.»

« La 8<sup>ème</sup> brigade était maronite, la 11<sup>ème</sup> druze, la 2<sup>ème</sup> sunnite et la 6<sup>ème</sup> chiite ».

« دمج الجيش هو أن يكن في كل لواء من كل الطوائف.»

« Intégration dans l'armée était de constituer des brigades rassemblant plusieurs confessions ».

« يجب دمج الدولة على صورة الجيش.»

« Il faut que l'État soit à l'image des régiments de l'armée, sans divisions communautaires ».

« الخدمة ضرورية.»

« Le service militaire est nécessaire ».

«أنا لخلقتها للمقاومة. لو ما خلقتها ما حررت أرضي. لزم المقاومة تكون مستقلة كي تقوم بعمليات. إن دمجت للجيش فرطت.»

« J'ai créé la Résistance. Sans elle je n'aurais pas pu libérer ma terre. Si elle se mêle à l'armée elle ne peut plus effectuer ses opérations et elle se perd ».

« المشكل مذهبي ولكن إن لا تتغير السياسة يفرط الجيش.»

« Le problème est sectaire mais si la politique ne change pas l'armée s'effritera ».

## Entrevue du 17 avril 2018-18h00

### Général Zahreddine

« Hezbollah is a state within the state, thus two monopolies of violence ».

« L'armée libanaise offre beaucoup de services ».

« Durant l'époque du Président Lahoud, le pays a été vendu aux Syriens ».

« L'armée œuvre pour faire oublier au soldat ses appartenances avant de s'engager. Elle œuvre à faire du soldat un soldat national dénué d'appartenances communautaires ».

« فؤاد شهاب مختلف عن باقي قادة الجيش التي وصلت لرئاسة الجمهورية ».

« Fouad Chehab est différent des autres généraux qui sont devenus Président de la République ».

« الجيش لا يمكن أن يلعب دور في تقوية الوطن لأن هناك تركيبة سياسية لا تسمح بذلك ».

« L'armée ne peut pas jouer un vrai rôle national car la structure politique est l'obstacle principal ».

---

## Entrevue du 20 avril 2018-11h00

### Officier Anonyme

« هناك طائفية في الجيش، ولكن نسيطر عليها ».

« Le confessionnalisme existe dans l'armée. Mais il est contrôlé ».

« قيادة الجيش تسيطر على الطائفية، ألا تكون ظاهرة وألا تترك أثراً ».

« Le commandement de l'armée contrôle le confessionnalisme. Il œuvre à ce que ce dernier ne soit pas visible et ne laisse pas de cicatrices ».

« قائد الجيش ليس مركز عسكري فقط. إنه مركز عسكري وسياسي ».

« Le commandant de l'armée n'est pas un poste militaire seulement mais c'est un poste militaire et politique ».

« الجيش يسيطر على العنف مع باقي الفئات ».

« L'armée détient un monopole de la violence mais il est partagé avec d'autres entités ».

« الجيش يمثل كل لبنان وإن تخسر الجيش تخسر لبنان ».

« L'armée représente tout le Liban. Si tu perds l'armée, tu perds le Liban ».

« مديرية التوجيه هي التي تصدر الصور الرسمية للجيش. تستخدمها في الأعياد وعلى المناسبة للتذكير بوطنية الجيش ».

« La Direction d'orientation de l'Armée est l'organe qui publie les images officielles de l'armée. Elles sont utilisées durant les fêtes et les événements officiels afin de rappeler combien l'armée est nationale ».

« تعدد الطوائف صحة والجيش يترك الدين وينزع الطائفية ».

« La diversité des communautés est une bonne chose. L'armée garde la religion mais efface le confessionnalisme ».

« لتحقيق العلمانية يجب تحقيق العلمانية في الدولة والتربية والمناهج ».

« Afin d'achever la laïcité, il faut tout d'abord arriver à sortir du confessionnalisme aux niveaux politique, éducatif et scolaire ».

*Annexe D : images complémentaires*



Fig. 8 : « En Avant, Marche! »<sup>255</sup>

<sup>255</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.



Fig. 9 : « Nous aujourd'hui. Vous demain »<sup>256</sup>



Fig. 10 : « Dans le cœur et sur les frontières »<sup>257</sup>

<sup>256</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.

<sup>257</sup> *Ibid.*



Fig. 11 : « Main dans la main pour fêter toujours »<sup>258</sup>



Fig. 12 : « Notre armée et nos enfants à l'appel de la nation » (jeu de mots avec l'hymne national)<sup>259</sup>

<sup>258</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.

<sup>259</sup> *Ibid.*



قيادة الجيش - مديرية التوجيه ©

# شعبك بحبك



Fig. 13 : « Ton peuple t'aime »<sup>260</sup>

<sup>260</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.



Fig. 14 : « Il m'amène la paix » (chanson de Fayrouz. Usage de la culture populaire)<sup>261</sup>

---

<sup>261</sup> Photo prise de la base de données des images de la Direction d'orientation de l'armée libanaise, avec son accord.